



JAB  
1225 Chêne-Bourg

Trimestriel - No 54  
Decembre - Dezember  
Dicembre 2016  
Tirage/Auflage/Tiratura:  
12'000

# ligue suisse contre la vivisection schweizer liga gegen vivisektion lega svizzera contro la vivisezione

et pour les droits de l'animal - und für die rechte des tieres - e per i diritti dell'animale

LSCV  
Case postale 148, 1226 Thônex / GE  
T 022 349 73 37 F 022 349 19 54  
[www.lscv.ch](http://www.lscv.ch)  
Mitgliederbeitrag / Cotisation  
Membre Quota socio CHF 15.-  
CCP 12-2745-6  
IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6  
BIC POFICHBEXXX

## Genève - Lancement de deux initiatives populaires cantonales

Une meilleure recherche médicale et un réel contrôle de l'expérimentation animale, sans coût supplémentaire pour les contribuables ?

C'est ce que proposent les deux initiatives lancées par la LSCV le 20 décembre 2016 dans le canton de Genève.

Contenu en Français,  
p. 2 - 17

## Genf – zwei kantonale Volksinitiativen lanciert

Eine Verbesserung der medizinischen Forschung und eine wirksame Tierversuchskontrolle ohne zusätzliche Kosten für den Steuerzahler?

Das schlagen die zwei kantonalen Initiativen vor, welche die LSCV am 20. Dezember 2016 im Kanton Genf lanciert hat.

Inhalt Deutsch S. 18 - 31

Animaux  
meurent chaque jour  
**100**  
dans les labos  
genevois

## Ginevra – Lancio di due iniziative popolari cantonali

Una migliore ricerca medica ed un reale controllo della sperimentazione animale senza costi supplementari per i contribuenti ? E' quanto propongono le due iniziative lanciate dalla LSCV il 20 dicembre 2016 nel cantone di Ginevra.

Contenuto in italiano, p. 32 - 46

# Mémento

## Chaque don compte !

La LSCV ne reçoit aucune subvention des pouvoirs publics, ce qui lui garantit une totale indépendance. Selon votre lieu de résidence, les dons sont généralement déductibles de vos impôts. Utilisez le bulletin de versement dans ce journal ou procédez par e-banking pour vos dons ou cotisations.

Cotisation annuelle minimale : CHF 15.-

Si cela est possible, préférez les versements par ordre de paiements ou e-banking qui sont gratuits. Chaque versement au guichet postal est facturé par la Poste entre CHF 1.50 et CHF 3.55.

**Un immense merci!**

## Personnes de contact

*Vous avez une question concernant le domaine de l'expérimentation animale, un projet à réaliser en lien avec la protection des animaux ou le fonctionnement de la LSCV ? Notre Président Luc Fournier vous répondra volontiers! Contactez-le : [l.fournier@lscv.ch](mailto:l.fournier@lscv.ch)*



*Vous souhaitez organiser des actions, manifestations ou vous avez envie de rejoindre un groupe de militants actifs ?*

**Pour la Suisse alémanique,** contactez (en allemand) notre Co-vice-président Benjamin Frei : [b.frei@lscv.ch](mailto:b.frei@lscv.ch)



**Pour la Suisse romande,** contactez (en français) notre secrétaire du comité Laurianne Parent et notre Co-vice-président Paul Ecoffey : [actions@lscv.ch](mailto:actions@lscv.ch)



*Vous avez une question administrative ou d'ordre général, vous souhaitez obtenir le contact direct d'un des membres du Comité ? Contactez (en allemand, français et anglais) notre Trésorière en charge du secrétariat Maja Schmid : [admin@lscv.ch](mailto:admin@lscv.ch) ou par téléphone du lundi au vendredi au 022 349 73 37*



*Vous avez une question concernant les aliments pour chiens et chats non testés sur les animaux ? Contactez Michèle Perroud, en charge de ce domaine : [petfood@lscv.ch](mailto:petfood@lscv.ch)*



*Vous avez une question concernant les actions politiques menées pour la protection des animaux dans notre Parlement fédéral ? Contactez [info@animaux-parlement.ch](mailto:info@animaux-parlement.ch)*

## Les legs sont exonérés d'impôts

La LSCV est reconnue d'utilité publique et les dons et legs qu'elle reçoit ne sont pas taxés fiscalement.

## Vous souhaitez nous rendre visite ?

Nous vous accueillons avec plaisir du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00, dans les locaux de notre siège situé à Genève :

### Adresse

Chemin des Arcs-en-Ciel 3 - 1226 Thônex  
T 0041 (0)22 349 73 37  
[admin@lscv.ch](mailto:admin@lscv.ch) - [www.lscv.ch](http://www.lscv.ch)

### Adresse courrier

LSCV, Case postale 148, 1226 Thônex

### Librairie café LSCV Happy Books

Rue Hans-Gelier 2, 1700 Fribourg  
T 026 321 12 67 - [happybooks@lscv.ch](mailto:happybooks@lscv.ch)

## En tant que membre, vous recevez notre journal 4 x par année

N'oubliez pas de nous annoncer votre changement d'adresse. La Poste nous facture CHF 2.-- par journal retourné et ne communique plus les nouvelles adresses. Si vous ne recevez pas votre journal, n'hésitez pas à nous contacter! Les périodes de distribution sont : mars, juin, septembre ou octobre, décembre.

### Contribuez à la diffusion des informations

Vous souhaitez distribuer notre journal dans les boîtes aux lettres de votre quartier ou ailleurs ? Nous vous enverrons avec plaisir le nombre d'exemplaires souhaité.

## Cotisations et dons

### Depuis la Suisse

Compte n° 12-2745-6  
IBAN : CH38 0900 0000 1200 2745 6

### Depuis l'Europe en EURO

Compte n° 91-438913-2  
IBAN : CH40 0900 0000 9143 8913 2  
BIC : POFICHBEXXX

**Institut :** PostFinance, Nordring 8, 3030 Bern

**Titulaire :** Ligue suisse contre la vivisection et pour les droits de l'animal

**Adresse :** Case postale 148, 1226 Thônex

## Services pour les membres

### Petfood

Rabais de 10% sur l'achat de nourriture pour chiens et chats non testée sur les animaux commandée en ligne sur le cro'shop : [www.cromania.ch](http://www.cromania.ch)

Demandez-nous votre code rabais à inscrire lors des commandes : [petfood@lscv.ch](mailto:petfood@lscv.ch) ou 022 349 73 37

### Liste des cosmétiques non testés sur les animaux

Télécharger en ligne notre liste mise à jour dans la rubrique «cosmétiques» : [www.lscv.ch](http://www.lscv.ch)

Pour la recevoir au format papier, contactez le bureau LSCV.

### Information militante

De nombreux flyers, dépliants, autocollants et autre matériel d'information peuvent vous être envoyés gratuitement. Contactez-nous. Liste du matériel : rubrique «édition» [www.lscv.ch](http://www.lscv.ch)

### IMPRESSUM Ligue Suisse Contre la Vivisection et pour les droits de l'animal (LSCV)

La LSCV a été fondée à Genève en 1883, dans le mouvement antivivisectioniste né en Angleterre dans les années 1870. La LSCV est une association conforme aux termes de l'article 60 du Code civil suisse. Son fonctionnement, son activité, ses objectifs, la nomination de son comité et l'utilisation de ses avoirs sont fixés par les statuts de l'association, adoptés à l'occasion de l'Assemblée Générale de ses membres le 30 juin 1978. Le siège de la LSCV se trouve à Genève. Un bâtiment acquis sur la commune de Thônex y accueille ses bureaux depuis 1993. Conformément à l'art.2 de ses statuts, la LSCV vise l'abolition totale de la pratique d'expériences médicales, scientifiques ou commerciales sur l'animal vivant (vivisection). Elle s'engage pour obtenir sur l'ensemble du territoire suisse, une législation qui garantisse la défense et le respect des droits de l'animal, et pour permettre l'amélioration constante de cette législation et pour contrôler en permanence son application stricte. Elle promeut et encourage financièrement la création de nouvelles méthodes de recherche scientifique permettant la suppression de l'expérimentation animale. Elle encourage et soutient particulièrement les méthodes dites substitutives (ou alternatives), lesquelles font appel à des tissus ou cellules humaines (modèles *in vitro*) provenant par exemple de biopsies pratiquées en milieu hospitalier, ou de données bio-informatiques (modèles *in silico*). Conformément à l'article 19 de ses statuts, la LSCV ne poursuit aucun but lucratif et ses avoirs ne peuvent être employés que pour la réalisation des buts poursuivis.

**Publication :** Journal en français, allemand et italien édité quatre fois par année. Sauf mention contraire, les articles sont rédigés en français par la LSCV et traduits /// **PAO et maquette :** LSCV /// **Impression :** sur papier recyclé 60 g<sup>2</sup> /// **Adresse :** LSCV, Case postale 148, CH - 1226 Thônex

## Édito

Chers Membres,  
Chers amies et amis de la Ligue,  
Chers lectrices et lecteurs,

Nous terminons cette année par le lancement de deux initiatives populaires dans le canton de Genève. La validation des textes et leur publication officielle le 20 décembre 2016 par l'administration genevoise ont pris plus de temps que prévu, raison pour laquelle ce journal arrive si tardivement.

**Chers membres du canton de Genève, nous avons besoin de vous !** Nous avons 4 mois pour récolter 10'000 signatures pour chacune des deux initiatives, afin de pouvoir les déposer en avril prochain. 10'000 signatures, c'est beaucoup. Alors nous comptons sur votre aide. Merci de signer les listes publiées en page 6 et 7 et de nous les retourner dès que possible –attention : Seule-s les électrices et électeurs de nationalité suisse ayant leur droit de vote sur le canton de Genève peuvent signer ces initiatives cantonales.

Vous pouvez également nous commander d'autres listes. Nous vous les enverrons dans les meilleurs délais. Vous pouvez également participer à la récolte de signatures sur la voie publique. Contactez-nous pour vous joindre à un groupe existant.



**Faites connaître ces initiatives autour de vous !**  
Si nous réussissons à obtenir ces 10'000 signatures, les initiatives seront par la suite soumises à une votation populaire. Et en ce cas, tout est possible !

Nous vous remercions infiniment pour votre soutien constant et vous souhaitons à toutes et tous de magnifiques fêtes de fin d'année.

Luc Fournier  
Président



## Nouveau nom pour la LSCV

Lors de notre Assemblée générale du 16 avril passé, il avait été décidé de solliciter les membres LSCV quant à la dénomination actuelle de la Ligue. A cet effet, un bulletin avait été publié dans le journal de juin 2016, invitant chaque membre à se prononcer sur les questions suivantes :

- 1) L'actuel nom de la Ligue suisse contre la vivisection et pour les droits de l'animal doit-il être conservé ?
- 2) L'actuel nom de la Ligue doit-il être conservé mais le mot «vivisection» doit-il être remplacé par «expérimentation animale» ?

*Tanti calorosi auguri per il 2017 ai nostri Soci e simpatizzanti !*

*Alles Gute zum 2017*

*Meilleurs Vœux 2017  
à tous nos Membres et  
Sympathisants !*

*La suprastanza engrazia  
a ses numerus comembres  
e simpatisans*

### Attestations de dons 2016 pour votre déclaration d'impôts

Les dons effectués à LSCV et autres organismes reconnus d'utilité publique peuvent être déduits de votre déclaration d'impôts.

Les montants déductibles (généralement à partir de Fr. 100.-) sont variables selon les cantons.

La LSCV ne dispose pas d'un système informatique générant automatiquement des attestations de dons. La mise en activité d'un tel système et l'envoi chaque année par courrier d'une dizaine de milliers d'attestations de dons serait trop onéreux à mettre en place, sachant que seule une petite partie de ces attestations seraient utilisées. Par contre, le secrétariat tient à jour une liste de membres ou donateurs souhaitant recevoir une attestation en début d'année. Si vous souhaitez être enregistrés sur cette liste, il suffit de nous envoyer un message ou de nous joindre par téléphone, aux jours et heures mentionnés dans l'impressum.

Les membres le souhaitant pouvaient également proposer un nouveau nom pour la LSCV. Selon les réponses reçues, une large majorité est favorable à une simple modification du nom, visant le remplacement du mot « vivisection » par « expérimentation animale ».

La prochaine Assemblée générale de 2017 sera appelée à se prononcer sur le nouveau nom proposé, soit Ligue suisse contre l'expérimentation animale et pour les droits de l'animal (LSCV).

**Un grand merci à toutes celles et ceux qui nous ont fait part de leurs avis et propositions.**

# Genève - Lancement de deux initiatives populaires cantonales

**Une meilleure recherche médicale et un réel contrôle de l'expérimentation animale, sans coût supplémentaire pour les contribuables ?**

**C'est ce que proposent les deux initiatives lancées par la LSCV le 20 décembre 2016 dans le canton de Genève.**

La première initiative, constitutionnelle, intitulée « Pour une meilleure recherche médicale », vise à contraindre l'Etat à soutenir financièrement le développement de nouvelles méthodes de recherche sans animaux, par l'ajout de l'article 197A dans la constitution genevoise.

Les fonds publics alloués à ces méthodes devront être au moins aussi importants que ceux alloués à l'expérimentation animale. Actuellement, les contribuables genevois financent chaque année, à hauteur de plusieurs dizaines de millions, la détention des animaux et les recherches *in vivo* menées par l'Université, contre seulement quelques centaines de milliers de francs pour les méthodes de remplacement.

Malgré le peu de moyens qui leur sont alloués, ces méthodes sont en plein essor et démontrent leur efficacité dans un grand nombre de recherches. Alors on peut rêver à ce qu'il serait possible de faire si ce n'était plus quelques centaines de milliers de francs mais des dizaines de millions qui leur étaient consacrées ! Le manque d'efficacité de ces multiples études menées sur des cohortes d'animaux en sera plus flagrant encore. Peut-être qu'à ce

moment, la majorité de la population prendra conscience que l'avenir de la recherche n'est pas le modèle animal, mais la modélisation de l'organisme humain, qu'elle soit informatique ou *in vitro*.

La seconde initiative, législative, intitulée « Pour un meilleur contrôle de l'expérimentation animale » vise à donner de nouvelles prérogatives à l'actuelle commission sur l'expérimentation animale et à renforcer son indépendance vis-à-vis de l'autorité.

Pour quelles raisons ces commissions cantonales fonctionnent-elles aussi mal ? Parce que les cantons rivalisent d'ingéniosité pour les rendre inefficaces. En y plaçant majoritairement des représentants des milieux de la recherche. Mais aussi en y faisant nommer des représentants d'organisations de protection des animaux mous ou désintéressés par le sujet. Et parmi les refuges SPA, il n'y a que l'embarras du choix.

La première disposition prévue dans cette nouvelle loi, vise à contraindre le Conseil d'Etat à faire nommer dans la commission des représentants de protection des ani-

maux issus d'organisations actives dans le domaine de l'expérimentation animale, et ouvrir une possibilité de recours en cas de violation de cette disposition.

La loi permettra également à chacun des membres de la commission de contrôler en tout temps et sans préavis les expériences, de recourir contre une autorisation abusive délivrée par l'autorité, ainsi qu'à solliciter des experts pour l'évaluation d'un projet.

## Genève et SGPA

Suite à la démission d'un représentant de la protection des animaux dans la commission genevoise en novembre 2015, la LSCV présente la candidature d'une vétérinaire en février 2016. Pas de réponse. La LSCV relance l'autorité cantonale, qui confirme par écrit le 12 mai 2016 que notre candidate répond aux conditions légales et qu'elle sera prochainement nommée. Sauf que non. Le Conseiller d'Etat Mauro Poggia minaudie que notre candidate n'aurait pas de lien avec la vie associative genevoise et qu'il compte solliciter les autres organisations de protection des animaux du canton. Nous les contactons pour leur demander de ne pas présenter de candidature contre la nôtre, en leur envoyant les échanges de courriers avec le Conseiller d'Etat qui démontrent que le refus ne repose sur aucune base légale. Inutile, puisque l'autorité cantonale va chercher une candidature qui lui convient, la propose à la société genevoise pour la protection des animaux, qui s'empressera de la soutenir pour la faire nommer en novembre 2016 !

## Des SPA au service des autorités

### Tessin et SPA de Biasca

En 2012, après avoir obtenu la dissolution de la commission tessinoise en raison de son illégalité, la LSCV et l'ATRA ont présenté la candidature d'un scientifique pour siéger dans la nouvelle commission tessinoise. Afin d'éviter que l'autorité cantonale ne réussisse à faire nommer un commissaire bidon, nous avions préalablement contacté les SPA locales afin de proposer une candidature commune. Démarche inutile puisque l'autorité cantonale faisait nommer un mois plus tard un chercheur zurichois, fils du président de la SPA de Biasca !

### Fribourg et SPA de Fribourg

Même situation par la suite à Fribourg, où la LSCV présente avec la SPA de Fribourg la candidature d'un scientifique à l'occasion du renouvellement de la commission. L'autorité cantonale qui ne veut pas de cette candidature fait nommer à sa place un « représentant de protection des animaux » sorti de nulle part. Explication : il aime les animaux, la preuve étant qu'il est membre de la société vaudoise de protection des animaux. La LSCV dénonce pénalement le vétérinaire cantonal. Pas de problème pour l'autorité qui va trouver la présidente de la SPA fribourgeoise, et qui après quelques négociations accepte que le candidat du service vétérinaire soit officiellement le représentant de la SPA !

Tant que ces SPA qui ne se soucient que du bien-être des chiens et chats de salon accepteront de présenter des candidatures de convenance pour plaire à l'autorité, nous ne sommes pas prêts d'avoir des commissions qui remplissent leurs rôles. La commission genevoise avait déjà été dissoute en 2009, suite à l'inactivité de la majorité de ses membres. Interpellée sur le fait qu'elle n'étudiait aucune demande ni ne posait de question sur les dossiers en cours, la représentante de la SGPA répondait : « je pense que chacun doit faire ce travail comme il l'entend et comme il trouve le temps pour ».

**A SIGNER  
2 INITIATIVES POPULAIRES**

**Pour une meilleure recherche médicale**

**Pour un meilleur contrôle de l'expérimentation animale**

**Sans coût supplémentaire pour les contribuables !**



*La mise en œuvre de l'art. 197A Cst sera sans coût pour la collectivité car le soutien aux nouvelles méthodes de recherche sera assuré par les financements publics déjà alloués à la recherche.*

**A SIGNER  
2 INITIATIVES POPULAIRES**

**Pour une meilleure recherche médicale**

**Pour un meilleur contrôle de l'expérimentation animale**

**Sans coût supplémentaire pour les contribuables !**



**35'010 animaux ont été expérimentés dans le canton de Genève en 2015**

*La proposition de loi reprend les dispositions de l'actuel règlement M 3 50.02 du 23 juin 2011.*

*La mise en œuvre des deux nouvelles dispositions ajoutées (droit de recours et possibilité de solliciter une expertise) sera sans coût pour la collectivité car à la charge du membre de la commission qui décide d'y faire appel.*

# L'efficacité des commissions cantonales remise en question au Parlement fédéral

## Quelle est l'utilité des commissions cantonales sur l'expérimentation animale ?

C'est la question posée au Conseil fédéral le 9 juin 2016 par la conseillère nationale vaudoise Isabelle Chevalley (lire en p. 12). En préambule, il faut rappeler que chaque canton autorisant des expériences a eu l'obligation de créer une commission cantonale sur l'expérimentation animale, suite à une modification de la loi sur la protection des animaux (LPA) par le Parlement fédéral en décembre 1991. Ces commissions cantonales, composées de spécialistes et de représentants d'organisations de protection des animaux, ont pour mandat de participer aux contrôles des expériences et des animaleries, d'étudier les demandes déposées par les chercheurs et d'émettre un préavis, positif ou négatif, à l'attention de l'autorité (art.34 LPA).

Cette mesure visait à rassurer l'opinion publique, dans un contexte de plusieurs votations populaires et de remise en question des compétences des autorités, sur la nécessité à exécuter les expériences autorisées.

Mais ces commissions cantonales ont rapidement démontré leur inefficacité. Une des raisons étant le manque de précision des articles de loi (LPA) et ordonnance (OPAn), permettant ainsi aux cantons d'interférer dans leur fonctionnement.

## Des commissions censées être indépendantes du service vétérinaire mais présidées par le vétérinaire cantonal

Durant une vingtaine d'années, ces commissions censées être indépendantes de l'autorité cantonale étaient souvent pilotées par ladite autorité (vétérinaire cantonal), entourée majoritairement d'autres membres de l'administration !

Pour mettre fin à ces abus, le Parlement fédéral acceptait la modification de l'OPAn en 2008, interdisant formellement à un collaborateur de l'autorité de siéger dans une commission (art.149 OPAn). Mais il faudra attendre 2012 pour que le Tessin, dernier canton violent délibérément les dispositions fédérales, se mette aux normes, suite au lancement d'une procédure pénale

initiée par la LSCV. Sur les 5 membres de la commission tessinoise, trois étaient des collaborateurs de l'administration, dont le vétérinaire cantonal qui présidait sa commission. En matière d'indépendance, on pouvait difficilement faire pire.

## Des commissions composées à majorité de chercheurs et de quelques protecteurs des animaux choisis par l'autorité

On aurait pu penser que ces commissions allaient enfin pouvoir fonctionner correctement. Sauf que non. A défaut de pouvoir y placer des membres de l'administration, les cantons y placent maintenant les membres de leur choix.

Dans un état fédéral comme la Suisse, les cantons disposent d'une certaine autonomie en matière d'application des dispositions fédérales. En établissant des règlements cantonaux ou lois d'applications, la plupart des cantons ont ainsi pu composer des commissions largement représentées par les milieux de la recherche, épargnant ainsi toute contestation des projets déposés. Quant aux « protecteurs des animaux » devant obligatoirement siéger dans la commission, il s'agit de membres soigneusement choisis par l'autorité. Qualités requises : silencieux et dociles.

Pour trouver son candidat idéal, l'autorité cantonale n'a que l'embarras du choix en allant solliciter des refuges SPA dont le principal centre d'intérêt sont les chiens et les chats de salon. Comme ces refuges comptent sur leurs bonnes relations avec l'autorité cantonale pour leur activité principale, elles présentent des candidats proposés par l'autorité sans broncher. Tant pis pour les animaux dans les labos.

## Au Parlement fédéral d'agir

C'est au Parlement fédéral qu'il incombe de mettre en place les mesures nécessaires, pour qu'un réel contrôle de l'expérimentation animale soit exécuté par les cantons. Après presque 30 ans d'inefficacité, il est plus que temps que ces commissions cantonales puissent enfin fonctionner en toute indépendance de l'autorité.

# A tous nos membres et habitants du canton de Genève

## A SIGNER 2 INITIATIVES POPULAIRES

### Sans coût supplémentaire pour les contribuables !

*La proposition de loi ci-contre reprend les dispositions de l'actuel règlement M 3 50.02 du 23 juin 2011.  
La mise en œuvre des deux nouvelles dispositions ajoutées (droit de recours et possibilité de solliciter une expertise) sera sans coût pour la collectivité car à la charge du membre de la commission qui décide d'y faire appel.*

*La mise en œuvre de la proposition de loi ci-dessous sera sans coût pour la collectivité car le soutien aux nouvelles méthodes de recherche sera assuré par les financements publics déjà alloués à la recherche.*

**Merci de renvoyer les listes** (entièrre, ne pas découper) **dès que possible, même avec un(e) seul(e) signataire**, uniquement par courrier postal (pas de fax, courriel, car non valable).

Adresse de retour : LSCV, Case postale 148, 1226 Thônex

**IMPORTANT !**  
**Seul-e-s les électrices et électeurs de nationalité suisse ayant leur droit de vote sur le canton de Genève peuvent signer ces initiatives cantonales**

Inscrivez sur chaque liste votre nom, prénom, date de naissance, canton d'origine, adresse exacte et signature

**Un grand merci !**

### Initiative populaire cantonale constitutionnelle « Pour une meilleure recherche médicale »

Les citoyennes et citoyens soussigné-e-s, électrices et électeurs dans le canton de Genève, conformément aux articles 56 à 64 de la constitution de la République et canton de Genève du 14 octobre 2012 et aux articles 86 à 94 de la loi sur l'exercice des droits politiques, du 15 octobre 1982, appuient la présente initiative constitutionnelle demandant que la constitution de la République et canton de Genève du 14 octobre 2012 soit modifiée comme suit :

#### Art. 197 A (Nouveau) Recherche médicale et méthodes de remplacement

<sup>1</sup> L'Etat encourage le développement de nouvelles méthodes de recherche permettant le remplacement de l'expérimentation animale. Les fonds publics alloués par le canton directement ou indirectement à l'expérimentation animale ne peuvent pas être supérieurs à ceux alloués au développement de nouvelles méthodes de remplacement.

<sup>2</sup> L'Etat publie chaque année un rapport détaillé sur l'utilisation des fonds alloués à l'expérimentation animale et aux nouvelles méthodes de remplacement. Le rapport doit permettre de vérifier le respect des exigences de l'alinéa 1.

**Merci de retourner cette liste dès que possible, même munie d'une seule signature, à l'adresse suivante : LSCV, CP 148, 1226 Genève. Clôture de la récolte des signatures : 31 mars 2017. Info sur l'initiative et téléchargement des listes de signatures ou demande d'envoi : 022 349 73 37 [www.recherche-sans-animaux.ch](http://www.recherche-sans-animaux.ch)**

**Seul-e-s les électrices et électeurs de nationalité suisse ayant leur droit de vote sur le canton de Genève peuvent signer cette initiative cantonale**

La signature doit être apposée personnellement à la main par le ou la signataire. Cela ne s'applique pas à la personne incapable de le faire par elle-même pour cause d'infirmité. En matière cantonale, les électrices et électeurs dès 18 ans, de communes différentes, peuvent signer sur la même feuille. Les Suisses vivant à l'étranger et ayant leur droit de vote sur le canton de Genève peuvent signer la présente initiative en inscrivant leur adresse à l'étranger. Celui qui appose une autre signature que la sienne ou plus d'une signature est passible d'une amende administrative pouvant s'élever à 100 F. Les signatures obtenues par un procédé réprimé par la loi doivent être annulées (art. 87, al. 1, lettre b, et art. 91 de la loi sur l'exercice des droits politiques, du 15 octobre 1982).

Nom, (majuscules)	Prénom usuel	Date de naissance (jj/mm/aaaa)	Canton d'origine	Domicile (Adresse complète : rue, numéro, code postal et localité)	Signature
		/ /			
		/ /			
		/ /			
		/ /			
		/ /			

Le retrait total et sans réserve de l'initiative peut être décidé à la majorité des électeurs et électrices suivant-e-s : Iuliia Agildina, route de Frontenex 53, 1207 Genève ; Jean-Marc Ecoffey, rue de la Voie-Creuse 3A, 1202 Genève ; Luc Fournier, route de Pré-Marais 3, 1233 Bernex ; Maja Schmid, chemin de la Montagne 80, 1224 Chêne-Bougeries ; Emmanuelle Vernaz, c/o Eric Boekholt, rue Charles Giron 9, 1203 Genève ; Maria de la Flor Ecoffey, rue de la Voie-Creuse 3A, 1202 Genève ; Manon Catelain, avenue Dumas 29, 1206 Genève ; Cynthia Casella, rue du Vieux-Moulin 9, 1213 Onex ; Valentine Pache, chemin des Fraisiers 3, 1212 Grand Lancy.

# Initiative populaire cantonale législative

## « Pour un meilleur contrôle de l'expérimentation animale »

Les citoyennes et citoyens soussigné-e-s, électrices et électeurs dans le canton de Genève, conformément aux articles 57 à 64 de la constitution de la République et canton de Genève du 14 octobre 2012 et aux articles 86 à 94 de la loi sur l'exercice des droits politiques, du 15 octobre 1982, appuient la présente initiative législative :

### Loi sur le contrôle de l'expérimentation animale

#### Chapitre I But et champ d'application

##### Art. 1 Législation fédérale

La présente loi régit l'application des dispositions relatives à l'expérimentation animale de la loi fédérale sur la protection des animaux du 16 décembre 2005, ainsi que de ses dispositions d'exécution.

##### Art. 2 But

<sup>1</sup> La présente loi a pour objet de permettre un contrôle proportionné et efficace de l'expérimentation animale.

<sup>2</sup> Elle vise à assurer la dignité et le bien-être de l'animal, en tenant compte de l'utilité des méthodes de recherche permettant le remplacement de l'expérimentation animale.

#### Chapitre II Commission cantonale pour les expériences sur les animaux

##### Art. 3 Commission

<sup>1</sup> Il est créé une commission cantonale pour les expériences sur les animaux (ci-après : la commission) au sens de l'article 34 de la Loi fédérale sur la protection des animaux du 16 décembre 2005.

<sup>2</sup> La commission est indépendante de l'autorité chargée de délivrer les autorisations et composée de spécialistes. Les organisations et associations de protection des animaux y sont adéquatement représentées.

##### Art. 4 Composition

<sup>1</sup> La commission comprend sept membres. Elle est composée comme suit :

- a) deux représentants des milieux de la recherche ;
- b) un spécialiste des méthodes alternatives ;
- c) un bioéthicien ;
- d) un représentant de la société genevoise des vétérinaires ;
- e) deux représentants des associations de protection des animaux dont le siège est à Genève.

<sup>2</sup> Les représentants des associations de protection des animaux au sens de la let. e) sont issus d'organisations actives dans le domaine de l'expérimentation animale. A défaut de candidat adéquat, les autres associations de protection des animaux sont sollicitées.

##### Art. 5 Nomination

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat nomme les membres de la commission par voie d'arrêté, conformément au Règlement sur les commissions officielles du 10 mars 2010.

<sup>2</sup> Lors de places vacantes, les organisations, institutions et associations mentionnées à l'article 4 présentent leurs candidats. Le Conseil d'Etat statue sur chaque candidature et prononce une décision de refus ou un arrêté de nomination.

<sup>3</sup> En dérogation à l'article 4 alinéa 3 de la Loi sur les commissions officielles du 18 septembre 2009, la décision portant admission ou refus d'une candidature est susceptible d'un recours dans un délai de 30 jours auprès de la Chambre administrative de la Cour de justice.

<sup>4</sup> Une organisation, institution ou association dont le candidat n'a pas été retenu a également qualité pour recourir. Pour le surplus, la loi sur la procédure administrative du 12 septembre 1985 est applicable.

##### Art. 6 Compétences de la commission

<sup>1</sup> La commission est compétente pour préaviser la Direction générale de la santé sur les demandes d'autorisation au sens de l'article 18 de la loi fédérale sur la protection des animaux du 16 décembre 2005.

<sup>2</sup> L'autorisation ne peut être délivrée avant le préavis de la commission et ne peut s'en écarter sans motifs pertinents. La décision motivée est notifiée à la commission.

##### Art. 7 Compétences des membres

<sup>1</sup> Chaque membre de la commission peut, à titre individuel et indépendamment des autres commissaires :

- a) contrôler en tout temps et sans préavis une expérience ou un lieu détenant des animaux d'expérience ;
- b) commettre à ses frais un expert indépendant pour établir un rapport relatif à une demande à préaviser. Le Conseil d'Etat fixe les modalités ;
- c) recourir dans un délai de 30 jours auprès de la Chambre administrative de la Cour de justice contre la délivrance d'une autorisation d'expérimentation animale. La loi sur la procédure administrative du 12 septembre 1985 est applicable.

<sup>2</sup> Dans le cadre de l'exercice des compétences de l'alinéa 1 et pour la durée de celles-ci, le commissaire est délié de son secret de fonction.

#### Chapitre III Dispositions finales et transitoires

##### Art. 8 Dispositions d'application

Le Conseil d'Etat édicte les dispositions nécessaires pour l'application de la loi fédérale sur la protection des animaux du 16 décembre 2005 ainsi que de la présente loi.

##### Art. 9 Dispositions transitoires

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat pourvoit à ce que la commission soit composée conformément à l'article 4 au plus tard six mois après l'entrée en vigueur de la loi.

<sup>2</sup> Les dispositions de la loi s'appliquent dès son entrée en vigueur à toutes les demandes d'autorisation et de nomination en cours.

##### Art. 10 Entrée en vigueur

La présente loi entre en vigueur dès le lendemain de sa promulgation.

#### Seul-e-s les électrices et électeurs de nationalité suisse ayant leur droit de vote sur le canton de Genève peuvent signer cette initiative cantonale

La signature doit être apposée personnellement à la main par le ou la signataire. Cela ne s'applique pas à la personne incapable de le faire par elle-même pour cause d'infirmité. En matière cantonale, les électrices et électeurs dès 18 ans, de communes différentes, peuvent signer sur la même feuille. Les Suisses vivant à l'étranger et ayant leur droit de vote sur le canton de Genève peuvent signer la présente initiative en inscrivant leur adresse à l'étranger. Celui qui appose une autre signature que la sienne ou plus d'une signature est passible d'une amende administrative pouvant s'élever à 100 F. Les signatures obtenues par un procédé réprimé par la loi doivent être annulées (art. 87, al. 1, lettre b, et art. 91 de la loi sur l'exercice des droits politiques, du 15 octobre 1982).

Nom, (majuscules)	Prénom usuel	Date de naissance (jj/mm/aaaa)	Canton d'origine	Domicile (Adresse complète : rue, numéro, code postal et localité)	Signature
		/ /			
		/ /			
		/ /			
		/ /			
		/ /			

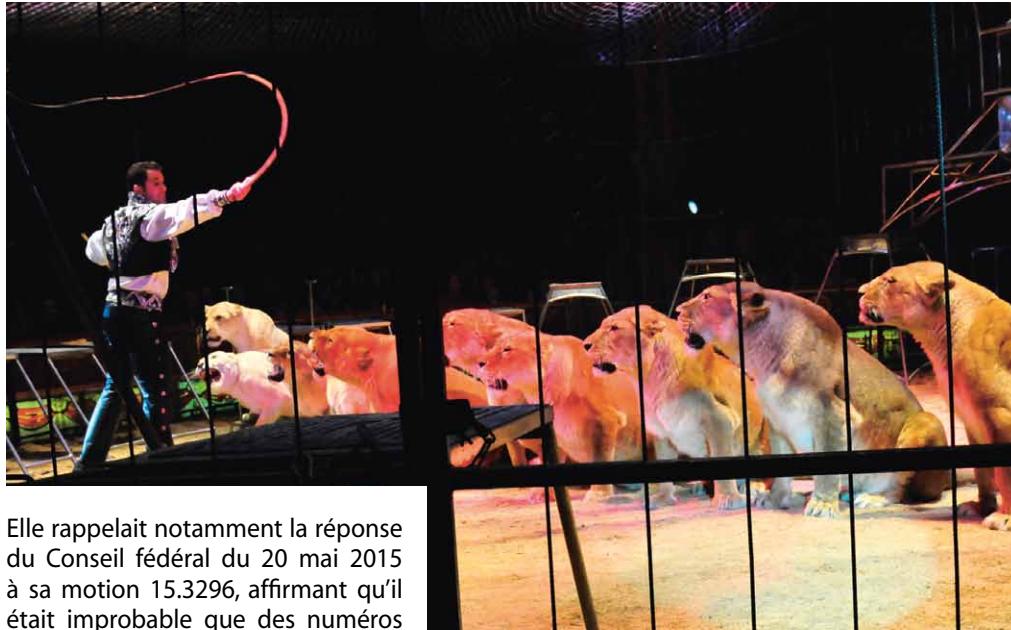
Le retrait total et sans réserve de l'initiative peut être décidé à la majorité des électrices et électrices suivant-e-s : Iuliia Agildina, route de Frontenex 53, 1207 Genève ; Jean-Marc Ecoffey, rue de la Voie-Creuse 3A, 1202 Genève ; Luc Fournier, route de Pré-Marais 3, 1233 Bernex ; Maja Schmid, chemin de la Montagne 80, 1224 Chêne-Bougeries ; Emmanuelle Vernaz, c/o Eric Boekholt, rue Charles Giron 9, 1203 Genève ; Maria de la Flor Ecoffey, rue de la Voie-Creuse 3A, 1202 Genève ; Manon Catelain, avenue Dumas 29, 1206 Genève ; Cynthia Casella, rue du Vieux-Moulin 9, 1213 Onex ; Valentine Pache, chemin des Fraisiers 3, 1212 Grand-Lancy.

Merci de retourner cette liste dès que possible, même munie d'une seule signature, à l'adresse suivante : LSCV, CP 148, 1226 Genève.  
Clôture de la récolte des signatures : 31 mars 2017. Info sur l'initiative et téléchargement des listes de signatures ou demande d'envoi :

022 349 73 37 - [www.recherche-sans-animaux.ch](http://www.recherche-sans-animaux.ch)

# Les fauves n'ont rien à faire dans un cirque!

Nouvelle interpellation (16.3701) du Conseil fédéral le 29 septembre 2016 par la conseillère nationale Isabelle Chevalley (VD/Vert'libéral) sur l'exhibition de lions dans les cirques Gasser Olympia et Royal, qui tournent depuis fin 2015 et début 2016 en Suisse alémanique.



Elle rappelait notamment la réponse du Conseil fédéral du 20 mai 2015 à sa motion 15.3296, affirmant qu'il était improbable que des numéros de cirque avec des fauves reviennent en Suisse, la législation suisse en matière de protection des animaux étant tellement sévère (!) qu'il serait « *matériellement presque impossible (car beaucoup trop onéreux et difficile à réaliser) d'offrir à ce type d'animaux les conditions requises par les prescriptions en matière de protection des animaux* » !

Dans sa nouvelle réponse du 23 novembre 2016 à l'interpellation, le Conseil fédéral ne voit toujours pas de nécessité à introduire des dispositions plus sévères, bien que 16 autres Etats de l'UE aient déjà fixé des interdictions partielles ou totales concernant la détention d'animaux sauvages pour les cirques itinérants. Cette position rappelle celle autrefois adoptée par le Conseil fédéral lors des discussions concernant les misérables conditions de détention des dauphins du delphinarium Connyland de Lipperswil. C'est finalement le Parlement qui solutionnera le problème en inscrivant dans la LPA l'interdiction de l'importation des cétacés en Suisse.

Il faut espérer que le Parlement s'engagera également dans cette voie concernant les cirques, mettant en scène des animaux qui n'ont rien à faire derrière des barreaux.



## Classement de la dénonciation pénale contre le cirque Royal

Le 9 août 2016, l'organisation Tier im Recht (TIR) déposait une dénonciation pénale auprès du Parquet de Saint-Gall à l'encontre du cirque Royal. Pour TIR, le numéro utilisant 7 lionnes était contre nature et bafouait leur dignité, selon les prescriptions de la loi sur la protection des animaux.

Le 10 octobre 2016, le Parquet décidait de simplement classer la dénonciation. TIR n'étant pas directement lésé par cette décision, il ne disposait d'aucune voie de recours pour contester cette décision. La plainte déposée par un particulier contre TIR pour fausse accusation a elle aussi été classée par le Parquet de Saint-Gall.

## La campagne contre les animaux dans les cirques continue. Plus que jamais

Depuis le début de l'année, la LSCV a déjà organisé des dizaines de rassemblements et distributions de flyers dans tous les cantons où se produisent les cirques Gasser Olympia et Royal. Beaucoup de spectateurs sont sortis déçus ou choqués après avoir assisté à ces ridicules numéros exhibant des lions. La campagne continue, pour ne plus voir ces spectacles en 2017 ! Pour y participer, contactez Benjamin (voir contact p.16).

**Un immense merci à tous les militants qui participent à ces actions depuis fin 2015.**



## Campagne d'affichage Stop fourrure

Lancement pour la troisième année consécutive de la campagne contre la fourrure « Stop fourrure » (Stopp Pelz) par les organisations LSCV, Animal Trust, Vier Pfoten, Zürcher Tierschutz, Tierschutz beider Basel, Wildtierschutz Schweiz, Stiftung für das Tier im Recht et Susy Utzinger Stiftung.

Les affiches au format F12 ont été placardées durant le mois de novembre 2016 sur la voie publique, en Suisse romande dans les cantons de Genève, Vaud et Neuchâtel, et en Suisse alémanique dans les cantons de Bâle, Zürich, Lucerne, Zug et Grisons (Coire, Saint-Maurice et Davos).

[www.stopp-pelz.ch](http://www.stopp-pelz.ch)



### Production interdite et liberté de commerce

C'est l'un des paradoxes de notre législation : interdire la fabrication d'un produit au motif de cruauté, tout en autorisant sa vente au motif de liberté du commerce. La directrice des Automnales s'aligne derrière ce dernier argument pour justifier la présence d'une dizaine de stands vendant fourrures et foie gras. L'économie prime sur l'éthique. Sauf que dans le cas présent, l'Etat de Genève est l'actionnaire majoritaire de la société Palexpo. L'ensemble des halles d'exposition a été financé par les contribuables genevois dans les années 1980, avant qu'une loi votée par le Grand Conseil en 2007 transfère leur gestion à une société anonyme créée par l'Etat, qui doit obligatoirement en rester l'actionnaire majoritaire.



## Pour des Automnales sans cruauté animale

Chaque année au mois de novembre, cette grande foire populaire de Palexpo, proche de l'aéroport de Genève, attire une centaine de milliers de visiteurs. Qui déambulent entre stands de presse-citron automatiques et autres aspirateurs miracles. On trouve de tout parmi les 500 exposants. Même des fourrures provenant d'animaux écorchés vifs ou des foies de canards gavés à en devenir malades.



### Happenings contre la cruauté

Durant toute la durée de la foire des Automnales du 11 au 20 novembre 2016, des happenings ont été organisés en divers lieux du centre-ville de Genève pour dénoncer la présence de ces produits aux Automnales. Des actions statiques permettaient aux passants de visionner une vidéo montrant les conditions de détention et d'abattage d'animaux utilisés pour leurs fourrures. Les passants ayant visionné la vidéo ont partagé leur surprise et écœurement de constater qu'aujourd'hui encore, la production de fourrure inflige toujours aux animaux des souffrances inimaginables. Des milliers de flyers informatifs ont aussi été distribués concernant les stands de fourrures et foie gras présents aux Automnales.



Invitée par courrier les 7 et 14 novembre 2016 à nous rencontrer pour une discussion, la directrice des Automnales Laurence Brenner a d'abord préféré nous ignorer. Alors c'est directement à la foire que se sont rendus plusieurs militants le 19 novembre pour lui remettre en main propre les 25'000 signatures de la pétition « Pour des Automnales sans cruauté animale ». Un courrier de Palexpo nous est quand même parvenu quelques jours plus tard, nous interdisant de publier les photos montrant la remise des pétitions, prises dans une partie « privative » de la foire.

### L'Etat ne doit pas faire la promotion de pratiques illégales en Suisse

Il était assez clair depuis le début qu'il n'y avait pas grand chose à attendre de la direction de Palexpo. L'Etat de Genève étant l'actionnaire majoritaire de cette société, une deuxième pétition a été lancée durant les happenings, adressée cette fois au Conseil d'Etat et aux députés du Grand Conseil genevois. Les 880 signatures récoltées en quelques jours dans la rue ont été déposées au secrétariat du Grand Conseil le 25 novembre. Notre objectif : faire inscrire une nouvelle disposition à la charte de Palexpo, applicable de façon contraignante, visant à prohiber sur l'ensemble du site de Palexpo la promotion et la vente de tout article contenant des matières animales issues de mode de production contraire aux dispositions légales de notre pays.



Nous devrions bientôt être auditionnés par la commission des pétitions du Grand Conseil genevois. Cette campagne pour des Automnales sans cruauté animale ne fait que commencer. **Un immense merci à la quinzaine de militants qui ont soutenu ces actions et qui se sont relayés chaque jour pour participer aux happenings.**

## Librairie - Café LSCV Happy Books

La librairie propose à la vente des livres pour adultes et enfants, en lien avec des domaines comme le droit des animaux, la santé ou la cuisine végétalienne. La totalité des mets et boissons proposés est 100% sans produits d'origine animale.

Rue Hans-Geiler 2, 1700 Fribourg  
T 026 321 12 67  
happybooks@lscv.ch

### Carte des boissons \*

#### Sans alcool

- Café
- Thé en sachet : menthe, noir, camomille, verveine. Thé du mois, en infusion
- Jus d'orange
- Jus de pomme
- Thé froid
- Sirop : menthe, grenadine, fraise, cannelle

#### Avec alcool

- Vin rouge et blanc Divers cépages et producteurs
- Bière Diverses bières artisanales de la brasserie du Chauve

### Carte des mets \*

#### Tous les matins

- Bircher müesli
- Salade de fruits frais
- Croissants, pain et confiture

#### Cuisine chaude de 12h00 à 15h00

Menu de la semaine (entrée, plat, dessert)  
Salades, potage

\* Dans la mesure du possible, tous les ingrédients sont d'origine BIO (CH ou UE)



Un grand merci à toutes celles et ceux qui sont venus nous rendre visite à la librairie lors de son inauguration le 15 octobre passé. Si vous êtes de passage à Fribourg, n'hésitez pas à venir nous rencontrer. Ou à goûter à notre cuisine ! Pour être sûr d'avoir une place en semaine, merci de réserver à l'avance : happybooks@lscv.ch



Photos : Emmanuelle Vernaz (merci, merci, merci !)



Happy Books est maintenant sur HappyCow, l'application pour être sûr de trouver un bon resto végé durant ses déplacements !

## VeggieHotels 100% VEGETARIAN/VEGAN

En vacances ou en déplacement, l'alimentation est souvent un problème pour les personnes qui renoncent à manger des produits animaux. Le site internet [www.veggie-hotels.com](http://www.veggie-hotels.com) peut être une aide intéressante. Crée en 2011, cette plateforme web recense plus de 500 hôtels et pensions proposant une offre végétarienne ou vegan.

**Happy Books sera fermé à partir du vendredi 23 décembre. Réouverture le jeudi 12 janvier 2017**

## A tous nos membres fribourgeois

**Happy Books est là pour vous !**  
Vous souhaitez devenir actif pour la protection des animaux dans votre canton ?  
Ou simplement nous aider lors de stands ou autres actions à Fribourg ?  
Annoncez-vous ou venez nous rencontrer à la librairie les après-midi du jeudi au samedi.  
Une première rencontre aura lieu à la librairie en janvier 2017, avec les personnes souhaitant participer à nos actions. **Alors, partant(e) ?**

## Droit des animaux, éthique, cuisine vegan...

Profitez de vos vacances hivernales pour vous plonger dans une lecture passionnante ou appétissante. Tous les titres disponibles à la librairie sont visibles ici : [www.lscv.ch/pages/editions/happybooks/vente.html](http://www.lscv.ch/pages/editions/happybooks/vente.html) (voir aussi p.48)

Rabais de 10% sur les commandes pour tous les membres LSCV



animaux-parlement.ch  
Qui défend  
les animaux ?

# Parlement Fédéral

**La protection des animaux se décide à Berne par nos deux chambres fédérales. Le Conseil national réunit 200 élus, le conseil des Etats 46.**

**Trop d'objets visant une meilleure protection des animaux sont régulièrement rejetés. Nous avons besoin d'élus à même de s'engager pour cette cause.**

Quels élus sont sensibles à la cause animale et contribuent à son évolution ? Quels sont à l'inverse les élus qui s'opposent à l'amélioration du sort des animaux ou qui n'accordent pas d'importance ?

Animaux-parlement recense les objets déposés ou votés au Parlement fédéral en lien avec la protection des animaux



## 16.3420 Interpellation - Utilité et avenir des commissions cantonales pour les expériences sur les animaux

Déposé par : Chevalley Isabelle, Parti vert/libéral

Date de dépôt : 09.06.2016

Déposé au : Conseil national

Etat des délibérations : Liquidé

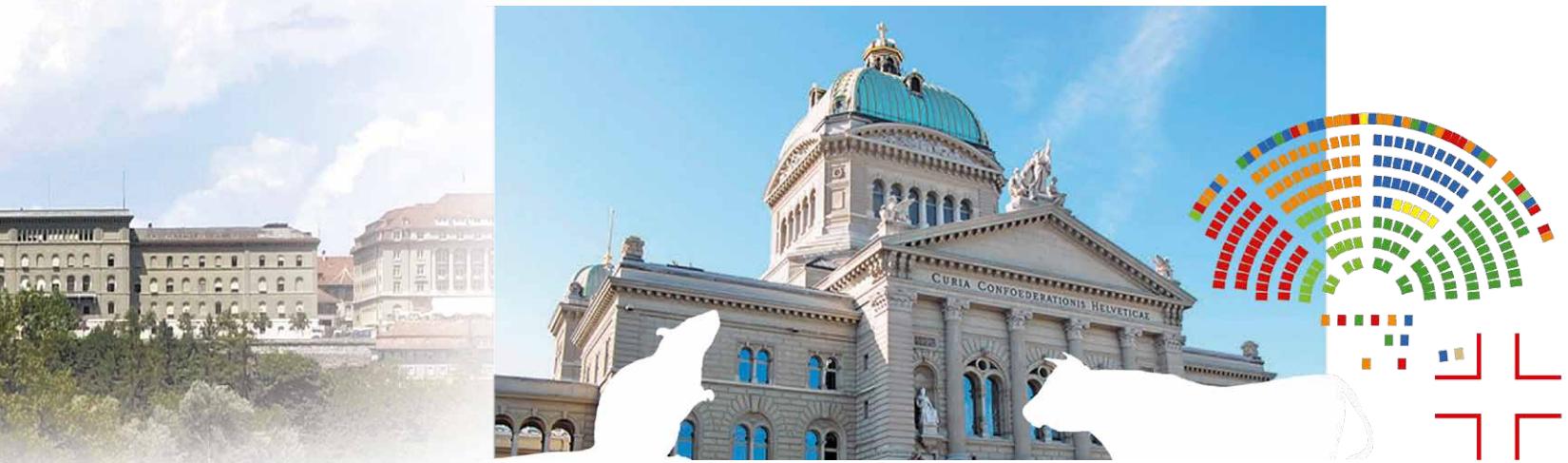


### Texte déposé :

La législation sur la protection des animaux (art. 18 al.3 LPA) prévoit, dans le cadre de la procédure d'autorisation des expérimentations, des commissions pour les expériences sur les animaux. Celles-ci examinent les demandes d'expérimentations soumises à autorisation et proposent aux autorités de délivrer une autorisation ou non (art. 139 al. 4 OPAn). Après environ vingt ans d'existence, cet instrument ne fait pas l'unanimité dans les milieux de la recherche et de l'économie. Ces commissions ne semblent pas pertinentes sous l'angle de l'efficacité, de la compétence et de l'utilité. Même des protecteurs des animaux émettent des critiques en raison de leur flagrante sous-représentation au sein des commissions (fonction d'alibi). C'est le canton de Zurich qui est allé le plus loin en matière de protection des animaux puisque, les représentants de la protection animale sont certes une minorité au sein de la commission, mais ils disposent d'un droit de veto. Dans l'intervalle, certains acteurs de l'économie, de la recherche et de la protection des animaux suggèrent de créer, en lieu et place de la procédure d'autorisation cantonale, un office central fédéral émettant les autorisations de ces expérimentations.

### Je pose les questions suivantes au Conseil fédéral:

1. Que pense-t-il de l'exigence d'un office central émettant à l'échelle nationale les autorisations d'expérimentations animales (avantages et inconvénients) et est-ce qu'un tel office pourrait être rattaché le cas échéant au centre de compétence 3R prévu?
2. Comment juge-t-il l'idée d'un renforcement du rôle de ces commissions cantonales dans ce cadre, au moyen de la reprise du modèle zurichois (droit de veto factuel)?
3. Combien de demandes les autorités cantonales ont-elles été rejetées durant les dix dernières années pour des raisons de protection des animaux et quel pourcentage des demandes ces refus ont-ils représenté? Durant cette période, combien de demandes les requérants ont-ils eu l'obligation d'améliorer après coup sous l'aspect de la protection animale?
4. Quelle est son appréciation de l'efficacité, de la compétence et de l'utilité des commissions cantonales pour les expériences sur les animaux et que dit-il du reproche selon lequel les représentants de la protection animale y assumerait plutôt une fonction d'alibi compte tenu des circonstances?



## Avis du Conseil fédéral du 07.09.2016

1. Le Conseil fédéral rejette l'idée d'une autorité centrale chargée d'autoriser les expérimentations animales. D'après lui, une telle solution comporterait plus d'inconvénients que d'avantages, même si elle permettrait d'uniformiser quelque peu la pratique en matière d'autorisations. Pour pouvoir traiter toutes les demandes d'expérimentation animale déposées aujourd'hui auprès des cantons, l'autorité centrale devrait disposer de ressources considérables. Elle devrait en particulier couvrir tous les secteurs de la recherche tandis que les cantons peuvent se concentrer sur les particularités des secteurs de la recherche présents sur leur territoire. Par ailleurs, l'application de la législation sur la protection des animaux est du ressort des cantons. Les cantons sont donc responsables de la mise en oeuvre des dispositions et du contrôle des expériences sur les animaux réalisées dans les instituts de recherche qui relèvent de leur compétence. Il ne serait ni judicieux ni efficace de demander aux cantons de contrôler le respect des autorisations délivrées par une autorité centrale, ni d'instituer des contrôles supplémentaires

par une autorité nationale. Un rattachement à un centre de compétences 3R soulèverait notamment la question de l'indépendance du service central, étant donné que le centre de compétences 3R collaborerait étroitement avec les instituts actifs dans le domaine de l'expérimentation animale.

2. Les commissions cantonales chargées de l'expérimentation animale jouent un rôle important dans la procédure d'autorisation. Toute demande d'expérience causant des contraintes aux animaux doit leur être soumise pour examen. Dans le canton de Zurich, la commission concernée a également un droit de recours; au moins trois de ses membres qui se concertent pour agir de concert ont également le même pouvoir. Le Conseil fédéral estime qu'il serait exagéré d'imposer le modèle zurichois aux autres cantons.

3. La Confédération ne tient aucune statistique des demandes rejetées par les cantons. Le nombre de demandes rejetées ne reflète pas la qualité de la procédure d'autorisation. En pratique, les requérants et les autorités ont souvent des discussions approfondies avant que la décision soit prise. Sur la base de ces

discussions, les requérants adaptent leur demande et améliorent ainsi leur projet d'expérimentation. Souvent, aucune demande n'est déposée après les premiers échanges informels pour les projets qui ne satisfont manifestement pas aux conditions.

4. Etant donné que les expériences sur les animaux ont lieu seulement dans certains cantons, les autorités cantonales responsables des autorisations et les commissions cantonales chargées de l'expérimentation animale ont une expérience et des compétences considérables dans l'évaluation des demandes. Aussi bien les commissions cantonales que la répartition des tâches entre elles et l'autorité cantonale délivrant les autorisations ont fait leurs preuves. Les organisations de protection des animaux doivent être représentées de manière appropriée dans les commissions cantonales sur l'expérimentation animale. Le Conseil fédéral ne considère pas que les représentants de ces organisations y assument une fonction alibi. Ils y jouent un rôle important en portant un regard critique sur les projets et en participant aux discussions.

## www.animaux-parlement.ch

Divers menus déroulant permettent de trouver pour chaque canton les noms des candidats et élus favorables à la protection des animaux, également ceux qui s'y opposent ou qui agissent contre une amélioration de la situation actuelle.

animaux-parlement.ch est une plateforme web apolitique et gérée par la LSCV, qui renseigne sur les activités et prises de positions dans le domaine des animaux et de leur protection, des Conseillers nationaux et aux Etats élus au parlement fédéral ou des personnes qui se portent candidates à l'élection.

Le classement des élus et candidats prend exclusivement en compte le domaine mentionné ci-dessus, indépendamment des idées et objectifs partis qu'ils représentent.

## Importation des produits dérivés du phoque bientôt (enfin !) interdite en Suisse

Clôturée le 4 novembre 2016, la procédure de consultation visant la modification de l'ordonnance réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux avec les pays tiers (OITE), permettra notamment à son article 10a, la mise en œuvre de la motion 11.3635 « Interdiction d'importer des produits dérivés du phoque », définitivement adoptée le 24 novembre 2014 par notre parlement.

Bravo à notre Conseil fédéral qui aura mis 2 années pour élaborer un simple projet d'ordonnance ! Au final, il aura fallu plus de 6 années à la Suisse pour s'aligner sur l'interdiction européenne entrée en vigueur en août 2010. Pour un pays qui se dit à la pointe de la protection des animaux, ça fait réfléchir.

L'interdiction européenne était motivée en raison des méthodes de chasse jugées trop cruelles. Elle s'applique à la commercialisation de la viande, de l'huile, des organes, de la graisse et de la peau de phoque, à l'exception des produits commercialisés par les Inuits et les autres communautés aborigènes qui pratiquent une chasse traditionnelle nécessaire à la subsistance des communautés.

Le Canada et la Norvège avaient immédiatement contesté l'interdiction auprès de l'OMC. En novembre 2013, il avait une première fois débouté les deux pays, lesquels avaient fait appel. La ministre canadienne de l'environnement Leona Aglukkaq déclarait alors en mars 2014 que l'OMC devrait statuer en fonction des règles internationales du commerce et non pas en fonction de la moralité, que la chasse



aux phoques était pratiquée de manière « *humaine, durable et bien réglementée* ». Selon la ministre canadienne, l'embargo européen aurait entraîné une hausse des populations de phoques, mettant en péril les ressources halieutiques du pays. Mais l'OMC confirmait le 22 mai 2014 que des considérations d'ordre moral, y compris les préoccupations portant sur le bien-être animal, pouvaient justifier une restriction du commerce international.

La décision de l'OMC est d'autant plus importante qu'elle pourrait ouvrir la voie à d'autres interdictions en Suisse, pour des produits comme le foie gras ou la fourrure.

## 50'000 signatures pour l'interdiction des expériences sur les singes déposées à l'Hôtel de ville de Zürich

Ce lundi 31 octobre 2016, une délégation des organisations LSCV, ATRA, AG STG, Zürcher Tierschutz, Tier im Recht, AnimalTrust et Pro Tier a remis les 50'000 signatures de la pétition « Stop aux expériences sur les primates ! » au Président du Grand Conseil zurichois Rolf Steiner. Objectif : que l'exécutif zurichois interdise à l'université d'expérimenter des singes et encourage le développement des méthodes de remplacement. Plusieurs journalistes des médias NZZ, Limat-taler et Radio Eis étaient présents et ont relayé nos revendications. Un autre travail de lobbying commence maintenant auprès des élus zurichois, afin que le moment venu, une majorité politique soutienne l'objet législatif proposé.

**Un grand merci à toutes les personnes qui ont signé la pétition. Et surtout, ne jamais se déculpabiliser en pensant que cela ne sert à rien !**



## Les tests sur les animaux pour les cosmétiques restent interdits dans l'UE

Dans son arrêt C-592/14 rendu le 21 septembre 2016, la Cour de justice de l'Union européenne confirme l'interdiction, fixée par le règlement n°1223/2009 relatif aux produits cosmétiques, d'importer au sein de l'UE des substances testées sur les animaux.

L'European Federation for Cosmetic Ingredients (EFFCI), association professionnelle représentant les fabricants d'ingrédients utilisés dans les produits cosmétiques au sein de l'Union européenne, avait saisi la justice britannique pour savoir si ses membres encourraient des sanctions pénales, dans le cas où ils mettraient sur le marché britannique des substances testées sur les animaux pour des produits vendus en Chine et au Japon. L'EFFCI prétendait que le règlement n'était pas violé si les expérimentations animales avaient été menées pour se conformer aux législations de pays tiers.

En prenant en compte le contexte et les objectifs poursuivis par le règlement, la Cour de justice a rappelé que le règlement cherche à promouvoir l'utilisation des méthodes alternatives (sans animaux) pour assurer la sécurité des produits cosmétiques. La réalisation de cet objectif serait considérablement compromise s'il était possible de contourner les interdictions en effectuant les expérimentations animales dans des pays tiers. Pour ces raisons, la Cour confirmait l'interdiction fixée par le règlement.

## Un Noël aussi pour les animaux

Grâce à votre soutien, la LSCV a pu répondre positivement à plusieurs demandes d'aides urgentes provenant d'autres organisations de protection des animaux. Il s'agit notamment d'une contribution pour la construction de deux nouveaux refuges, dont un se consacrera principalement au placement et soins des lapins. La LSCV a aussi accepté de parrainer le cochon « Ami », né en 2011 et recueilli par le refuge bernois Arche Samar, visité par plusieurs membres du comité de la Ligue en octobre 2016. La dernière aide accordée concerne la prise en charge de l'achat de croquettes Josera pour nourrir une colonie de chats errants, préalablement castrés et stérilisés, dans le Valais central.

### Aliments pour chiens et chats non testés sur les animaux

La marque d'alimentation Josera est également l'une des 15 marques référencées sur notre liste d'aliments non testés sur les animaux. **Tous les membres LSCV bénéficient de 10% de réduction à l'achat de nourriture sur la plateforme de vente en ligne Cro'shop**

([www.cromania.ch/lecroshop](http://www.cromania.ch/lecroshop)). Les produits disponibles sont : Agras Delic (Schesir, Stuzzy, Flosky, Adoc, Dreesy, Tommy, Bebel) Almo Nature ; Bewital (Belcando, Leonardo, Bewi-Dog, Bewi-Cat, Dogland, AmiVita) ; Interquell (Happy Dog, Happy Cat) ; JR Farm MPM Products (Applaws, Encore) ; Pure ; Yarrah

Demandez votre code de réduction au bureau LSCV par courriel ou téléphone (voir page memento)

InterNICHE est un réseau international regroupant des étudiants et des professeurs militant pour le remplacement des animaux dans la recherche et l'enseignement. Fondé en 1988 sous le nom d'EuroNICHE, ce réseau s'est rebaptisé InterNICHE en 2000 après avoir étendu ses activités en s'engageant dans des projets internationaux. InterNICHE dispose aujourd'hui de coordinateurs d'activité dans une trentaine de pays. La LSCV soutient financièrement d'InterNICHE depuis de nombreuses années. Elle diffuse notamment en Suisse le livre « *From Guinea Pig to Computer Mouse* ». Cette publication regroupe plus de 500 méthodes pouvant remplacer les animaux dans l'enseignement.

# Rapport d'activité 2015 InterNICHE

L'année 2015 a été fructueuse pour InterNICHE. La sensibilisation aux alternatives augmente grâce à l'accès à l'information, aux actions de réseautage et aux capacités croissantes de la technologie qui permet d'améliorer les méthodes d'apprentissage et de relever les défis économiques et pratiques des universités en quête de solutions de remplacement. La demande de réforme des programmes est aussi en progression. Tous ces facteurs indiquent une avancée aussi bien pour les droits des animaux que pour la qualité de l'éducation et de la formation. Le présent document décrit une partie des activités d'InterNICHE en 2015, notamment celles rendues possibles grâce au financement de la LSCV.

## Activités d'InterNICHE par pays

### Kenya

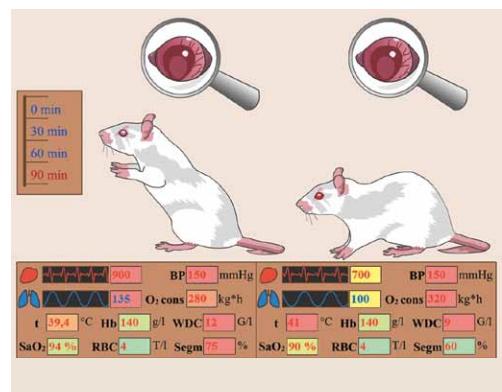
L'organisation partenaire Africa Network for Animal Welfare (ANAW) a mis en place fin 2015 avec InterNICHE, un séminaire d'envergure nationale destiné aux enseignants vétérinaires. Nick Jukes est intervenu en tant que conférencier et a participé au programme qui s'est tenu à l'Université d'Egerton. Il était accompagné du Dr Fawzy Elnady, venu d'Egypte. Une exposition multimédia présentait des exemples pratiques des dispositifs pédagogiques du système de prêt d'alternatives.

Alors qu'au début de la rencontre, quelques intervenants présentaient le concept des 3R et faisaient preuve d'un certain cynisme envers le remplacement intégral, le Doyen de l'Université d'accueil et le vice-chancelier ont tous deux annoncé à l'issue du séminaire qu'ils avaient changé d'avis. Le vice-chancelier a même déclaré qu'il était convaincu que « 99 %, voire 100 % de remplacement était effectivement possible dans l'enseignement et la formation des vétérinaires ». Les étudiants avaient également le sentiment que leur programme d'étude serait plus intéressant, puisque les alternatives sont plus éthiques et peuvent améliorer leur apprentissage. Des interviews ont été filmées avec les professeurs de l'Université d'Egerton et un autre pionnier des pratiques alternatives de l'Université nationale de Nairobi. Ces séquences donnent au film « *Alternatives in Veterinary Education and Training* » la matière qui lui manquait sur le continent africain.

### Serbie

Le Dr Katarina Novakovic continue de promouvoir le remplacement par des alternatives, en planifiant des activités et en répondant par des actions ciblées aux développements politiques et sociaux, sur le plan local et national. Elle utilise les ressources du réseau InterNICHE pour de nombreux projets :

- Examen de la loi de la protection des animaux et de la nécessité de l'adapter à la législation de l'Union européenne ;
- actions de sensibilisation auprès de non-spécialistes réunis en comités d'éthique en les aidant à comprendre les expériences qu'ils évaluaient et en les informant sur les alternatives possibles, la législation et le contrôle des installations ;
- réalisation d'une enquête sur les principaux acteurs des laboratoires serbes dans le domaine animal (combien d'animaux sont utilisés et dans quel but) ;
- travail au niveau national, au sein du Conseil d'éthique, à la recherche d'alternatives en apportant des explications juridiques aux prises de décisions et en évaluant les expériences invasives, notamment dans le domaine de l'enseignement – où un certain nombre d'expérimentations se font sans autorisation ;
- actions de pression dans les universités pour l'utilisation d'alternatives ;
- travail avec une école primaire progressive afin d'utiliser un logiciel de dissec-



tion des poissons, des grenouilles et des pigeons qui sont parfois manipulés dans les classes de biologie du pays.

### Allemagne

Le Dr Astrid Schmidt a prêté des alternatives à la dissection aux étudiants de biologie, aux stagiaires des cours de troisième cycle d'expérimentation animale et à la formation professionnelle des techniciens en médecine et

biologie. Le développement du mouvement vegan dans le pays semble également pousser les enseignants à accepter le changement face à leurs étudiants qui font valoir leur droit à l'objection de conscience face à la maltraitance des animaux dans l'enseignement.

En Norvège, la lutte contre la pratique de la chirurgie militaire sur des porcs progresse depuis qu'un nombre croissant de collectifs et d'individus, y compris le contact national d'InterNICHE, le Dr Siri Martinsen, et l'organisation pour les droits des animaux NOAH, l'ont critiquée publiquement. Le Dr Martinsen et NOAH continuent de dispenser aux étudiants assistants vétérinaires un cours spécialement consacré aux alternatives. Ils ont aussi donné des conférences aux étudiants vétérinaires norvégiens à l'étranger, en les informant sur les alternatives et l'éducation et en prodiguant des conseils aux étudiants qui veulent s'opposer à l'expérimentation animale.

Sur le plan politique, des actions ont été menées pour l'application en Norvège de la directive européenne sur l'expérimentation animale – qui comprend l'éducation – et qui pose toujours problème : l'emploi d'experts ou de comités d'éthique manque toujours de transparence.

## Portugal

Mariana Vieira Crespo a participé à l'organisation de la 2ème Conférence internationale sur les alternatives à l'expérimentation animale. Bien qu'elle n'ait pas abordé la question de l'enseignement, la conférence fut un événement majeur qui, pour la première fois, a gagné l'attention des médias sur la question plus large des alternatives. Désormais, Mariana est la nouvelle responsable en charge du système international de prêt d'alternatives d'InterNICHE.

## Ukraine



Dmitry Leporsky a poursuivi les négociations auprès de six universités et multiplie les accords pour remplacer la maltraitance animale par des alternatives. À Minsk (Biélorussie), il a également pris la parole lors d'une conférence internationale sur la bioéthique, dont le deuxième jour était consacré à l'éducation sans cruauté. Par ailleurs, de nouveaux partenaires en Russie, Vadim Danko et Maksim Kolonok également présents à la conférence, participent à une plus large campagne en aidant à produire de nouveaux logiciels en

physiopathologie, avec le soutien d'un certain nombre d'enseignants. Huit modules sur quinze sont maintenant prêts. Vadim et Maksim assemblent également des ordinateurs à partir de pièces d'occasion pour que les universités russes puissent s'équiper d'outils informatiques à moindre frais, dans le cadre d'éventuels nouveaux accords en faveur du remplacement. La première donation de ces PC a été faite à l'Université d'Etat d'Altaï en Sibérie, au département de zoologie et de physiologie.

## Iran

En partenariat avec l'Association Iranienne Antivivisection (IAVA), le Dr Ramak Roshanaie a proposé une exposition multimédia et présenté des alternatives en matière d'éducation, lors du 10ème Congrès des étudiants en médecine vétérinaire iranienne. Ils ont aussi assuré un atelier sur l'éducation humaine à l'Université vétérinaire de Zâbol. IAVA a également réussi à empêcher de graves expériences de physiologie à l'Université de Zâbol et a récompensé une école qui ne pratique ni la dissection ni la vivisection en lui faisant don d'un ensemble de logiciels d'anatomie sur la grenouille, le rat et la roussette.



## Egypte

Le Dr Fawzy Elnady de la faculté de médecine vétérinaire de l'Université du Caire, a développé sa nouvelle méthode de conservation, la Technique Elnady. Des modèles préservés par sa méthode ont pu être utilisés pour enseigner l'anatomie ainsi que certaines compétences cliniques et techniques de chirurgie, grâce à la flexibilité des modèles. Il a également publié un article détaillant sa technique dans la revue des alternatives scientifiques ALTEX.



## Canada

Un poster universitaire intitulé « The Impact of Alternatives to Harmful Animal Use on Animals Research, Testing and Society » (Impact des alternatives sur l'usage néfaste des animaux dans la recherche animale, les essais et la société) a été réalisé par le Dr Olivier Berreville, et présenté à la Conférence nationale de la Fédération des sociétés canadiennes d'assistance aux animaux. Le Dr Berreville a donné une série de conférences en Colombie-Britannique, ainsi que des présentations à l'Université Simon Fraser et à l'Université de la Colombie-Britannique (UBC). Son action s'est poursuivie en Colombie-Britannique avec la campagne « Stop UBC Animal Research » pour l'arrêt de la maltraitance des animaux dans la recherche à l'UBC. Aujourd'hui, il milite également contre l'expérimentation animale dans l'éducation, en collaboration avec InterNICHE. Plusieurs groupes de la Colombie-Britannique se sont associés pour mener une campagne visant à interdire la dissection des lapins et des chats au Langara Community College.

Plus de 200 personnes, principalement de futurs enseignants, ont utilisé de nombreuses alternatives du système de prêt d'InterNICHE, lors d'un atelier à la Queen's University de l'Ontario. Des ressources, porteuses d'un message en faveur du remplacement, ont également été envoyées à la conférence de l'Association canadienne pour la science des animaux de laboratoire (ACSAL) à Ottawa, à destination des personnes fortement impliquées dans l'expérimentation animale.

## Pérou

Les partenaires d'InterNICHE, Unidos por los Animales (UPA), ont participé à la formation des pompiers aux premiers soins pour animaux avec des équipements tels que les mannequins d'entraînement vétérinaire du système de prêt d'alternatives InterNICHE/UPA.

## Libéria

Une université s'intéresse à la création d'un espace multimédia offrant des alternatives. Cet intérêt est suscité par le succès du partenaire d'InterNICHE, la Libéria Animal Welfare & Conservation Society (LAWCS), à promouvoir une alternative aux dissections des grenouilles.

## Afrique du Sud

Le partenaire d'InterNICHE, la NSPCA, continue d'encourager le recours aux alternatives et a travaillé avec les instituts pour faciliter le financement d'importants équipements de formation vétérinaires et de la formation en chirurgie laparoscopique. Ce programme de sensibilisation et de formation s'appuie sur le remplacement de plusieurs milliers d'animaux voués à la dissection dans les classes de biologie, suite au séminaire InterNICHE / NSPCA de 2012.

## Taiwan

La Life Conservationist Association (LCA) traduit en chinois traditionnel les discours d'InterNICHE et des sites Web consacrés aux alternatives spécifiques. Ces informations ont aussi enrichi les données dans le domaine de la recherche sur les animaux de laboratoire et un laboratoire national pourrait acheter le POP-trainer pour la formation sans expérimentation animale. En 2016, la LCA mènera une campagne de promotion des alternatives à l'Ecole vétérinaire de l'Université nationale de Taïwan.

## Inde

L'University Grants Commission (UGC) centralise le financement des universités et participe à l'élaboration du programme national indien. En 2010, la Commission a recommandé d'interrompre les dissections dans les cours pratiques de zoologie et les a interdites au cours de l'année 2014. La moitié des 60 millions environ d'animaux tués chaque année pour la dissection en zoologie a probablement été sauvée grâce à ce remplacement, le plus important de l'histoire de l'enseignement.

## Actions prévues en 2016

Les invitations à des séminaires organisés 2016 reçues à ce jour concernent tout d'abord une exposition multimédia des alternatives à la conférence nationale pour les scientifiques, qui se tiendra en avril au Danemark, à l'occasion de la journée mondiale pour les animaux de laboratoire. Nous avons également été invités à co-organiser un séminaire national et une formation en Croatie. Ce programme régional de sensibilisation inclura probablement un déplacement en Serbie. Deux conférences de portée nationale sont programmées en Inde. L'une sur l'éducation, la recherche et les essais, l'autre sur les alternatives dans le domaine de la médecine, de l'éducation et de la formation. InterNICHE participera à ce programme et proposera des présentations, une formation et une exposition multimédia. Un déplacement en Géorgie aura sûrement lieu grâce aux liens tissés par Dmitry Leporsky et compte-tenu des possibilités d'étendre l'expérience ukrainienne à un nouveau pays.

Le film sur les alternatives vétérinaires (Alternatives in Veterinary Education and Training) contient maintenant des séquences supplémentaires enregistrées au Kenya promouvant le remplacement intégral de l'expérimentation animale. Ce nouveau contenu constitue un atout majeur, dont l'impact devrait rayonner sur tout le continent et dans d'autres pays en développement. De nouveaux tournages sont encore nécessaires aux États-Unis et ailleurs et il est fondamental d'obtenir des fonds supplémentaires pour poursuivre cette production professionnelle coûteuse. Le lancement du film est prévu en 2016, mais quelques clips seront diffusés en avant-première.

En ce qui concerne l'accès à l'information, les bases de données sur les alternatives et les études d'InterNICHE ont été enrichies et élargies en 2015. La banque de téléchargement qui est toujours en cours de construction hors ligne devrait être opérationnelle en 2016. Nous continuons de chercher et d'inviter des auteurs à contribuer à l'ouvrage « Book of 100 Case Studies of 100 % Remplacement » et la plupart des chapitres seront achevés cette année.

En 2016, les fonds octroyés par la LSCV à InterNICHE seront versés au budget général et au développement des grands projets en cours de production. Ils permettront également d'aider les contacts nationaux et les partenaires d'InterNICHE dans leurs actions, afin de promouvoir et de mettre en œuvre des alternatives à travers le monde. Le soutien de la LSCV est primordial pour notre travail et il est apprécié à sa juste valeur.



Sincères salutations,  
Nick Jukes

# Mémento

## Jede Spende zählt!

Die LSCV erhält keine Mittel von der öffentlichen Hand und ist deshalb vollständig unabhängig. Spenden sind grundsätzlich von den Steuern absetzbar, je nach Wohnort gelten jedoch andere Regeln. Sie können Ihre Spende oder Ihren Mitgliederbeitrag mit dem Einzahlungsschein, der dieser Zeitung beiliegt, oder per E-Banking überweisen. Jahresbeitrag für Mitglieder: mindestens CHF 15.-

Wenn möglich verwenden Sie bitte einen Zahlungsauftrag oder E-Banking, da diese für uns gebührenfrei sind. Für jede Einzahlung am Postschalter berechnet uns die Post eine Gebühr von 1.50 bis 3.55 Franken.

**Vielen herzlichen Dank!**

## Kontaktpersonen

**Haben Sie Fragen zu Tierversuchen oder zur LSCV oder wollen Sie ein Tierschutzprojekt umsetzen?** Unser Präsident Luc Fournier beantwortet Ihre Fragen gerne. Kontaktieren Sie ihn unter l.fournier@lscv.ch.



**Möchten Sie eine Aktion oder Demo organisieren oder bei einer Aktivistengruppe mitmachen?**

**Wenden Sie sich für die Deutschschweiz** an unseren Co-Vizepräsidenten Benjamin Frei: b.frei@lscv.ch.



**Für die Romandie** sind unsere Vorstandsssekretärin Laurianne Parent und unser Co-Vizepräsident Paul Ecoffey zuständig. Sie erreichen sie unter: actions@lscv.ch.



**Haben Sie eine administrative oder allgemeine Frage oder möchten Sie direkt mit einem Vorstandsmitglied Kontakt aufnehmen?** Kontaktieren Sie unsere Kassierin Maja Schmid im LSCV-Sekretariat unter admin@lscv.ch oder von Montag bis Freitag unter 022 349 73 37 (auf Deutsch, Französisch und Englisch).



**Haben Sie Fragen zu tierversuchsfreier Hunde- und Katzenfahrung?** Michèle Perroud gibt Ihnen gerne Auskunft: petfood@lscv.ch.



**Haben Sie Fragen zu politischen Aktionen im Bereich Tierschutz im eidgenössischen Parlament?** Kontaktieren info@tier-parlament.ch.

## Legate sind steuerfrei

Die LSCV ist als gemeinnützige Organisation anerkannt und die ihr zugewendeten Legate sind steuerbefreit.

## Möchten Sie uns besuchen?

Wir empfangen Sie gerne von Montag bis Donnerstag, 9 bis 12 Uhr und 14 bis 17 Uhr, sowie am Freitag von 9 bis 12 Uhr am LSCV-Sitz in Genf.

### Adresse:

Chemin des Arcs-en-Ciel 3, 1226 Thônex  
T 0041 (0)22 349 73 37  
admin@lscv.ch - www.lscv.ch

### Postadresse:

LSCV, Postfach 148, 1226 Thônex

## Librairie café LSCV Happy Books

Rue Hans-Gelier 2, 1700 Fribourg  
T 026 321 12 67 - happybooks@lscv.ch

## Als Mitglied erhalten Sie die LSCV-Zeitung viermal jährlich

Bitte teilen Sie uns Adressänderungen mit. Die Post berechnet uns 2.00 Franken pro retournierte Zeitung und teilt uns neue Adressen nicht mehr mit.

Lassen Sie es uns bitte wissen, wenn Sie die Zeitung nicht erhalten. Die Zeitung erscheint jeweils im März, Juni, September/Oktobe und Dezember.

## Helfen Sie mit, unsere Infos zu verteilen

Sie möchten die LSCV-Zeitung in den Briefkästen in Ihrem Wohnquartier oder an einem anderen Ort verteilen? Wir schicken Ihnen gerne die gewünschte Anzahl Exemplare zu.

## IMPRESSUM Schweizer Liga gegen Vivisektion und für die Rechte des Tieres (LSCV)

Die LSCV wurde in Genf im Jahr 1883 im Rahmen der Bewegung gegen die Vivisektion gegründet, die in den 1870-Jahren in England entstand. Die LSCV ist ein Verein gemäss Art. 60 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches. Ihre Funktionsweise, ihre Aktivität, ihre Ziele, die Ernennung ihres Vorstandes und die Verwendung ihrer Guthaben wurden in den Vereinsstatuten festgelegt, welche ihre Mitglieder an der Generalversammlung vom 30. Juni 1978 verabschiedeten. Der Sitz der LSCV befindet sich in Genf. Seit 1993 sind die Büros in einem Chalet, in der Genfer Gemeinde Thônex untergebracht. Gemäss Art. 2 ihrer Statuten strebt die LSCV die völlige Abschaffung „von medizinischen, wissenschaftlichen oder kommerziellen Versuchen am lebenden Tier (Vivisektion)“ an. Sie setzt sich für die „Schaffung einer gesamtschweizerischen Gesetzgebung, die den Schutz und die Achtung der Rechte des Tieres garantieren“ sowie die „Förderung der ständigen Verbesserung dieser Gesetzgebung und (die) stete Kontrolle ihrer strikten Anwendung“ ein. Sie fördert und unterstützt finanziell die „Anerkennung neuer Methoden wissenschaftlicher Forschung“, welche die Aufhebung von Tierversuchen ermöglicht. Sie fördert und unterstützt insbesondere so genannte Ersatz- (oder Alternativ-)methoden. Diese verwenden menschliche Gewebe oder Zellen (in vitro Modelle), die beispielsweise aus in Krankenhäusern durchgeführten Biopsien stammen, oder bio-informatische Daten (in silico Modelle). Gemäss Art. 19 ihrer Statuten verfolgt die LSCV keine gewinnbringenden Aktivitäten. Die Gelder dürfen nur für die erwähnten Ziele eingesetzt werden.

**Publikation:** Vierteljährlich erscheinende Zeitung. Ohne gegenteilige Hinweise wurden die Artikel von der LSCV verfasst // **Desktop Publishing (DTP) und Layout:** LSCV // **Druck:** Recycling-Papier 60 gm<sup>2</sup> // **Adresse:** LSCV, Postfach 148, CH - 1226 Thônex

## Mitgliederbeiträge und Spenden

### Von der Schweiz aus

Konto-Nr. 12-2745-6  
IBAN: CH38 0900 0000 1200 2745 6

### Von der EU aus in Euro

Konto-Nr. 91-438913-2  
IBAN: CH40 0900 0000 9143 8913 2  
BIC: POFICHBEXXX

### Bankadresse: PostFinance,

Nordring 8, 3030 Bern

**Kontoinhaber:** Schweizer Liga gegen Vivisektion und für die Rechte des Tieres

**Adresse:** Postfach 148, 1226 Thônex

## Mitgliederservice

### Petfood

LSCV-Mitglieder erhalten zehn Prozent Rabatt auf Online-Bestellungen von tierversuchsfreier Hunde- und Katzenfahrung im Cro'shop: www.cromania.ch.

Verlangen Sie Ihren Rabatt-Code für die Bestellung unter: petfood@lscv.ch oder 022 349 73 37

### Liste mit tierversuchsfreien Kosmetika

Die aktuelle Liste steht auf www.lscv.ch unter der Rubrik «Tierversuchsfreie Kosmetika» zum Download bereit.

Eine gedruckte Liste können Sie im LSCV-Büro anfordern.

### Infomaterial für Aktionen

Für Aktivistinnen und Aktivisten stehen zahlreiche Flyer, Broschüren, Aufkleber und weitere Infomaterialien gratis zur Verfügung. Nehmen Sie mit uns Kontakt auf. Eine Materialliste finden Sie unter der Rubrik «Medien» auf www.lscv.ch.

# Editorial

Liebe Mitglieder

Liebe Freundinnen und Freunde der Liga

Liebe Leserinnen und Leser

Wir beenden dieses Jahr mit der Lancierung von zwei Volksinitiativen im Kanton Genf. Die Prüfung der Initiativtexte durch die Genfer Behörden dauerte länger als erwartet, und die Volksinitiativen konnten erst am 20. Dezember 2016 offiziell publiziert werden. Das ist auch der Grund für den späten Erscheinungstermin dieser LSCV-Zeitung.

**Liebe LSCV-Mitglieder aus dem Kanton Genf: Wir brauchen Sie!** Wir haben nun vier Monate Zeit, um je 10'000 Unterschriften für die beiden Initiativen zu sammeln, damit wir sie im April 2017 einreichen können. 10'000 Unterschriften sind viel. Wir zählen auf Ihre Unterstützung. Bitte unterzeichnen Sie die auf den Seiten 6 und 7 abgedruckten Unterschriftenbögen und senden Sie uns diese so schnell wie möglich zu. **Achtung:** Nur im Kanton Genf stimmberechtigte Schweizer Bürger dürfen diese zwei kantonalen Initiativen unterzeichnen.

Gerne senden wir Ihnen auf Anfrage umgehend weitere Bögen zu. Sie können auch in einer der bestehenden Gruppen bei der Unterschriftensammlung auf der Strasse mitmachen. Nehmen Sie einfach mit uns Kontakt auf.



**Werben Sie in Ihrem persönlichen Umfeld für die Initiativen!** Wenn es uns gelingt, 10'000 Unterschriften pro Initiative zu sammeln, kommt es zu einer Volksabstimmung. Und dann ist alles möglich.

Wir danken Ihnen ganz herzlich für Ihre anhaltende Unterstützung und wünschen Ihnen allen frohe Festtage.

Luc Fournier  
Präsident



## Neuer Name für die LSCV

An der Generalversammlung vom 16. April 2016 wurde entschieden, die Meinung der LSCV-Mitglieder zum aktuellen Namen der Liga einzuholen. Dazu wurde in der LSCV-Zeitung vom Juni 2016 ein Talon abgedruckt, mit dem die Mitglieder zu den folgenden Fragen Stellung nehmen konnten:

1. Soll der heutige Name «Schweizer Liga gegen Vivisektion und für die Rechte des Tieres» beibehalten werden?
2. Soll der heutige Name beibehalten werden, aber das Wort «Vivisektion» durch «Tierversuche» ersetzt werden?

Tanti calorosi auguri per il 2017 ai nostri Soci e simpatizzanti!

Alles Gute zum 2017

Meilleurs Vœux 2017  
à tous nos Membres et  
Sympathisants !

La suprastanza engrazia  
a ses numerus comembres  
e simpatisans

## Spendenbescheinigung 2016 für Ihre Steuererklärung

Spenden an die LSCV und andere Organisationen von öffentlichem Nutzen können von Ihrer Steuererklärung abgezogen werden. Je nach Kanton sind unterschiedliche Beträge abzugsberechtigt (im Allgemeinen ab Fr. 100.-). Die LSCV verfügt über kein Informatiksystem, welches automatisch Spendenbescheinigungen erzeugt. Die Inbetriebnahme eines solchen Systems und der jährliche Versand von Zehntausenden von Spendenbescheinigungen wären zu kostspielig. Dies insbesondere in Anbetracht der Tatsache, dass nur ein kleiner Teil dieser Bescheinigungen auch tatsächlich verwendet wird. Das Sekretariat führt hingegen eine Liste mit denjenigen Mitgliedern und Gönnerinnen, die Anfang Jahr eine Spendenbescheinigung erhalten möchten. Wenn Sie sich auf einer solchen Liste eintragen wollen, senden Sie uns eine Nachricht oder telefonieren Sie uns zu den im Impressum angegebenen Zeiten.

Wer wollte, konnte auch einen neuen Namen für die LSCV vorschlagen. Die eingegangenen Antworten zeigen, dass eine grosse Mehrheit dafür ist, den Namen leicht anzupassen und das Wort «Vivisektion» durch «Tierversuche» zu ersetzen.

An der Generalversammlung 2017 wird über den neuen Namen «Schweizer Liga gegen Tierversuche und für die Rechte des Tieres» entschieden. Die Abkürzung «LSCV» soll beibehalten werden.

**Wir danken allen Mitgliedern, die uns ihre Meinung mitgeteilt haben.**

# Genf – zwei kantonale Volksinitiativen lanciert

**Eine Verbesserung der medizinischen Forschung und eine wirksame Tierversuchskontrolle ohne zusätzliche Kosten für den Steuerzahler?**

**Das schlagen die zwei kantonalen Initiativen vor, welche die LSCV am 20. Dezember 2016 im Kanton Genf lanciert hat.**

Die erste Initiative mit dem Titel «Für eine bessere medizinische Forschung» ist eine Verfassungsinitiative. Sie soll den Kanton Genf in einem neuen Artikel 197 A der Kantonsverfassung dazu verpflichten, die Entwicklung von neuen, tierversuchsfreien Forschungsmethoden finanziell zu unterstützen.

Damit müsste der Kanton für diese Alternativmethoden mindestens gleich viele öffentliche Mittel aufwenden wie für Tierversuchsstudien. Zurzeit finanzieren die Genfer Steuerzahler jedes Jahr mit vielen Millionen Franken die Versuchstierhaltung und die In-vivo-Forschung der Universität Genf, während für tierversuchsfreie Ersatzmethoden nur ein paar Hunderttausend Franken zur Verfügung stehen.

Trotz der bescheidenen Mittel, die in alternative Forschungsmethoden fliessen, sind diese im Aufschwung, und ihr Nutzen wurde in zahlreichen Studien bewiesen. Was könnte da erst möglich werden, wenn nicht mehr nur ein paar Hunderttausend, sondern mehrere Millionen Franken zur Verfügung stünden? Der geringe Nutzen der unzähligen Studien an einer Unmenge von Tieren würde noch offenkundiger. Und vielleicht würde dann die

Mehrheit der Bevölkerung erkennen, dass die Zukunft der Forschung nicht im Tiermodell liegt, sondern in der Nachbildung des menschlichen Organismus, ob digital oder in vitro.

Die zweite Initiative mit dem Titel «Für eine bessere Kontrolle der Tierversuche» ist eine Gesetzesinitiative. Sie soll den bestehenden Kommissionen für Tierversuche neue Rechte einräumen und ihre Unabhängigkeit von den Behörden verstärken.

Warum funktionieren die kantonalen Tierversuchskommissionen so schlecht? Weil die Kantone nichts unversucht lassen, um ihre Wirksamkeit zu begrenzen. Etwa, indem sie die Kommissionen hauptsächlich mit Forschungsvertretern und mit fügsamen oder desinteressierten Tierschutzvertretern besetzen. Dafür finden sie in den Tierheimen genügend geeignete Kandidaten.

Mit dem neu zu schaffenden Gesetz will die Initiative die Regierung des Kantons Genf dazu verpflichten, in die Kommission nur Vertreter von Tierschutzorganisationen zu berufen, die sich aktiv gegen Tierversuche

engagieren. Zudem soll eine Rekursmöglichkeit gegen allfällige Verletzungen dieser Bestimmung geschaffen werden.

Das neue Gesetz soll außerdem jedem Kommissionsmitglied das Recht einräumen, Tierversuche jederzeit und ohne Vorankündigung zu kontrollieren, gegen eine missbräuchliche Bewilligung durch die Behörden Rekurs einzulegen sowie Experten für die Beurteilung der eingereichten Projekte beizuziehen.

## Der Kanton Genf und der Genfer Tierschutzverein SGPA

Nachdem im November 2015 ein Tierschutzvertreter seinen Rücktritt aus der Genfer Tierversuchskommission gegeben hatte, schlug die LSCV im Februar 2016 eine Tierärztin als Kandidatin vor. Als die Antwort des Kantons ausblieb, schrieb die LSCV die Kantonsbehörden erneut an. Diese bestätigten am 12. Mai 2016 schriftlich, dass die vorgeschlagene Kandidatin die rechtlichen Bedingungen erfülle und demnächst eingesetzt werde. Doch das war nicht der Fall. Staatsrat Mauro Poggia monierte, unsere Kandidatin habe keinen Bezug zum Genfer Vereinsleben. Er wolle deshalb die anderen Genfer Tierschutzorganisationen anfragen. Wir kontaktierten diese Organisationen mit der Bitte, keinen Gegenkandidaten vorzuschlagen, und leiteten ihnen den Schriftwechsel mit dem Staatsrat weiter, um aufzuzeigen, dass die Ablehnung unserer Kandidatin jeglicher rechtlichen Grundlage entbehrte. Doch auch das nützte nichts, denn die kantonalen Behörden suchten selber einen Kandidaten, der ihnen genehm war, und präsentierte ihn dem Genfer Tierschutzverein. Dieser schlug ihn im November 2016 als seinen eigenen Kandidaten vor.

# Tierschutzvereine im Dienste der Behörden

## Der Kanton Tessin und der Tierschutzverein Biasca

Nachdem die LSCV und die ATRA im Jahr 2012 die Auflösung der illegal zusammengesetzten Tessiner Tierversuchskommission durchgesetzt hatten, schlugen sie einen Wissenschaftler als Tierschutzvertreter für die neue Kommission vor. Um zu verhindern, dass die kantonalen Behörden einen Alibivertreter berufen, hatten wir zuvor die regionalen Tierschutzorganisationen kontaktiert, damit wir einen gemeinsamen Kandidaten vorschlagen konnten. Doch das war umsonst, denn einen Monat später berief der Kanton einen Zürcher Forscher in die Kommission – er war der Sohn des Präsidenten des Tierschutzvereins Biasca.

## Der Kanton Freiburg und der Freiburger Tierschutzverein SPA

Im Kanton Freiburg geschah dasselbe. Die LSCV schlug bei der Erneuerung der Kommission gemeinsam mit dem Freiburger Tierschutzverein einen Wissenschaftler als Tierschutzvertreter vor. Die kantonalen Behörden, die mit der Kandidatur nicht glücklich waren, beriefen stattdessen einen «Tierschutzvertreter», der aus dem Nichts kam. Die Begründung für seine Wahl: Er habe gerne Tiere und sei Mitglied im Waadtländer Tierschutzverein.

Die LSCV erstattete Strafanzeige gegen den Kantonstierarzt. Das Veterinäramt löste das Problem, indem es die Präsidentin des Freiburger Tierschutzvereins nach einigen Verhandlungen davon überzeugte, den Behördenkandidaten als offiziellen Vertreter des Tierschutzvereins zu akzeptieren.

Solange Tierschutzvereine, die sich nur für Hunde und Hauskatzen interessieren, bereit sind, Alibikandidaten zu akzeptieren, damit sie in der Gunst der Behörden stehen, werden die Tierversuchskommissionen ihre Aufgabe nicht erfüllen können. Die Genfer Kommission musste schon 2009 einmal aufgelöst werden, weil die Mehrheit der Mitglieder untätig war. Darauf angesprochen, dass sie kein einziges Gesuch geprüft und keine Fragen zu den laufenden Dossiers gestellt habe, antwortete die Vertreterin des Tierschutzvereins: «Ich denke, dass jeder diese Arbeit so machen muss, wie er es für richtig hält und wie er es zeitlich einrichten kann.»

**A SIGNER  
2 INITIATIVES POPULAIRES**

**Pour une meilleure recherche médicale**

**Pour un meilleur contrôle de l'expérimentation animale**

**Sans coût supplémentaire pour les contribuables !**



*Die Umsetzung des neuen Artikels 197 A in der Kantonsverfassung verursacht dem Steuerzahler keine zusätzlichen Kosten, weil die Förderung von neuen Forschungsmethoden aus den Mitteln bestritten wird, die auch heute schon für die Forschung aufgewendet werden.*

**A SIGNER  
2 INITIATIVES POPULAIRES**

**Pour une meilleure recherche médicale**

**Pour un meilleur contrôle de l'expérimentation animale**

**Sans coût supplémentaire pour les contribuables !**



**35'010 animaux ont été expérimentés dans le canton de Genève en 2015**

*Die Gesetzesvorlage übernimmt die Bestimmungen des aktuell gültigen Reglements M 3 50.02 vom 23. Juni 2011. Die Umsetzung der beiden hinzuzufügenden Bestimmungen (Rekursrecht und Recht, einen Experten einzuziehen) verursachen dem Steuerzahler keine zusätzlichen Kosten, da die Kosten vom Kommissionsmitglied zu tragen sind, das die Rechte in Anspruch nimmt.*

# Nutzen der kantonalen Tierversuchskommissionen in Frage gestellt

## Wie schätzt der Bundesrat den Nutzen der kantonalen Tierversuchskommissionen ein?

Diese Frage stellte die Waadtländer Nationalrätin Isabelle Chevalley am 9. Juni 2016 dem Bundesrat (siehe S. 26).

Seit einer im Dezember 1991 von der Bundesversammlung verabschiedeten Änderung des Tierschutzgesetzes (TschG) muss jeder Kanton, der Tierversuche bewilligt, eine kantonale Kommission für Tierversuche einrichten. Die kantonalen Kommissionen setzen sich aus Fachleuten und aus Vertretern von Tierschutzorganisationen zusammen. Sie prüfen die von den Forschenden eingereichten Gesuche und stellen einen Antrag auf Bewilligung oder Ablehnung an die Bewilligungsbehörden. Zudem werden sie für die Kontrolle der Tierversuche und der Versuchstierhaltung beigezogen (Art. 34 TschG). Diese Massnahme sollte damals die Bevölkerung im Hinblick auf mehrere Volksabstimmungen von der Notwendigkeit der bewilligten Tierversuche überzeugen, nachdem Zweifel an den Kompetenzen der Behörden aufgekommen waren.

Doch es zeigte sich rasch, dass die Wirksamkeit der kantonalen Tierversuchskommissionen gering war. Ein Grund dafür waren die ungenau formulierten Artikel im Tierschutzgesetz (TschG) und in der Tierschutzverordnung (TschV), die es zuließen, dass die Kantone in die Funktion der Kommissionen eingreifen konnten.

## Kommissionen, die unabhängig vom Veterinäramt sein sollten, aber vom Kantonstierarzt präsidiert werden

In den ersten 20 Jahren nach ihrer Einführung kam es nicht selten vor, dass die Tierversuchskommissionen, die eigentlich von den kantonalen Behörden unabhängig sein sollten, vom Kantonstierarzt, also einem Vertreter ebendieser Behörden, präsidiert und mehrheitlich mit weiteren Behördenmitgliedern besetzt wurden.

Um diesen Missbrauch zu unterbinden, verabschiedete die Bundesversammlung 2008 eine Änderung der TschV, die Mitarbeitern der Bewilligungsbehörden den Einsatz in Tierversuchskommissionen offiziell verbietet (Art. 149 TschV). Doch es sollte noch bis 2012

dauern, bis sich mit dem Tessin auch der letzte Kanton an diese eidgenössischen Bestimmungen hielt – und auch das erst nach einem von der LSCV angestrengten Strafverfahren. Davor waren drei der fünf Kommissionmitglieder Mitarbeiter der Tessiner Behörden, darunter der Kantonstierarzt als Kommissionspräsident. Weniger unabhängig kann eine Kommission kaum sein.

## Kommissionen, in denen neben den Forscherkreisen nur einige wenige, von den Behörden ausgewählte Tierschützer vertreten sind

Man hätte davon ausgehen können, dass die Kommissionen nun endlich korrekt funktionieren würden. Doch weit gefehlt. Die Kantone konnten nun zwar keine Behördenmitglieder mehr einschleusen, dafür setzten sie andere Mitglieder von ihren Gnaden in die Kommissionen ein.

In einem föderalistischen Staat wie der Schweiz haben die Kantone einen gewissen Spielraum bei der Umsetzung der eidgenössischen Bestimmungen. So machen es die meisten Kantone durch die kantonalen Verordnungen und Ausführungsgesetze möglich, dass in den Kommissionen hauptsächlich Forschungskreise vertreten sind, damit ja kein Widerspruch gegen die eingereichten Projekte aufkommt. Die «Tierschutzvertreter», die zwingend in den Kommissionen Einsatz haben müssen, werden von den Behörden sorgfältig nach den Hauptkriterien «still und fügsam» ausgewählt.

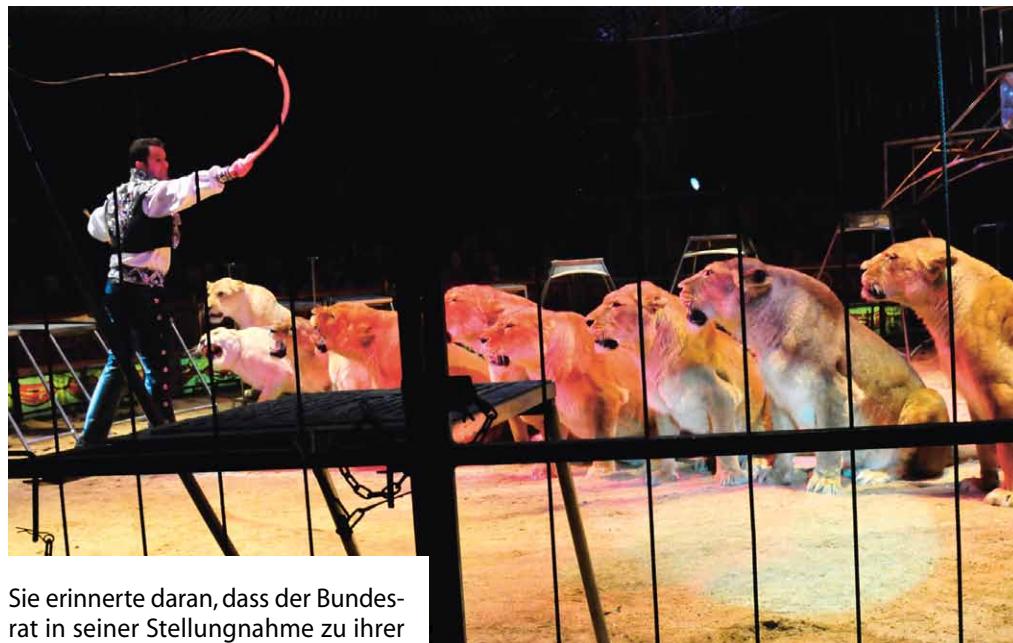
Die idealen Kandidaten finden sie leicht, etwa unter Tierheimvertretern, die sich hauptsächlich für Hunde und Hauskatzen interessieren. Da sie für ihre Tätigkeit zudem auf gute Beziehungen zum Kanton angewiesen sind, sind sie aus Sicht der Behörden die ideale Besetzung für die Kommissionen. Aus Sicht der Versuchstiere leider nicht.

## Das Bundesparlament muss handeln

Es ist an der Bundesversammlung, die nötigen Massnahmen zu ergreifen, damit in den Kantonen eine wirksame Kontrolle der Tierversuche stattfindet. Nach fast 30 Jahren mit einem wirkungslosen Kontrollinstrument ist es Zeit, dass die kantonalen Kommissionen für Tierversuche endlich unabhängig von den Behörden arbeiten.

# Raubtiere haben im Zirkus nichts zu suchen!

Am 29. September 2016 wandte sich die Nationalrätin Isabelle Chevalley (VD/glp) mit einer weiteren Interpellation (16.3701) zum Thema Tiere im Zirkus an den Bundesrat. Sie sprach insbesondere die Löwennummern an, mit denen die Zirkusse Gasser Olympia und Royal seit Ende 2015/Anfang 2016 in der Deutschschweiz auf Tournee sind.



Sie erinnerte daran, dass der Bundesrat in seiner Stellungnahme zu ihrer Motion 15.3296 erklärt hatte, es sei unwahrscheinlich, dass Schweizer Zirkusse wieder mit Raubtiernummern auf Tournee gehen würden. Die Tierschutzvorschriften seien so streng [!], dass es «fast unmöglich» sei, die Tiere dieser Tierarten auf Tournee so zu halten, dass die Tierschutzvorschriften erfüllt seien, denn «dies wäre zu kostenaufwendig und schwer realisierbar».

Obwohl bereits 16 EU-Staaten die Haltung von Wildtieren in Zirkussen ganz oder teilweise verboten haben, sieht der Bundesrat in seiner Antwort, die er am 23. November 2016 auf die zweite Interpellation gegeben hat, nach wie vor keine Notwendigkeit, strengere Bestimmungen einzuführen.

Diese Auffassung erinnert an die Haltung des Bundesrates in der Diskussion um die unter schrecklichen Bedingungen gehaltenen Delfine im Freizeitpark Connyland in Lipperswil. Schliesslich löste das Parlament das Problem durch Aufnahme eines Importverbots für Cetacea (Wale und Delphine) in die Tierschutzgesetzgebung.

Es ist zu hoffen, dass sich das Parlament auch gegen Zirkusnummern mit Tieren aussprechen wird, die nichts hinter Gittern zu suchen haben.



## Strafverfahren gegen den Zirkus Royal wird nicht eröffnet

Am 9. August 2016 hat die Organisation Tier im Recht (TIR) bei der Staatsanwaltschaft St. Gallen Strafanzeige gegen den Zirkus Royal eingereicht. Gemäss TIR verstösst dessen Tiernummer mit sieben Löwinnen gegen das Tierschutzgesetz, da sie nicht artgerecht ist und eine Missachtung der Tierwürde darstellt. Am 10. Oktober 2016 entschied die Staatsanwaltschaft jedoch, auf eine Strafuntersuchung zu verzichten. Da die Organisation TIR von der Entscheidung nicht direkt betroffen ist, hat sie keine Möglichkeit, die Verfügung anzufechten. Eine in diesem Zusammenhang von einer Privatperson gegen TIR eingereichte Strafanzeige wegen falscher Anschuldigung wurde von der Staatsanwaltschaft ebenfalls nicht anhand genommen.

## Die Kampagne gegen Tiere im Zirkus geht weiter. Jetzt erst recht!

Seit Anfang Jahr hat die LSCV in den Kantonen, in denen die Zirkusse Gasser Olympia und Royal aufgetreten sind, schon Dutzende Demos und Flyer-Aktionen durchgeführt. Viele Zuschauer waren nach der Vorstellung mit den entwürdigenden Löwennummern enttäuscht oder schockiert. Die Kampagne geht weiter, damit die Vorführungen 2017 nicht noch einmal ins Programm kommen. Wenn Sie daran teilnehmen möchten, nehmen Sie mit Benjamin Frei Kontakt auf (Kontaktdaten auf S.16). **Wir danken allen Aktivistinnen und Aktivisten, die seit Ende 2015 an den Aktionen teilgenommen haben, von ganzem Herzen.**



## Plakatkampagne «Stopp Pelz!»

Das dritte Jahr in Folge führten die Organisationen LSCV, Animal Trust, Vier Pfoten, Zürcher Tierschutz, Tierschutz beider Basel, Wildtierschutz Schweiz, Stiftung für das Tier im Recht und Susy Utzinger Stiftung gemeinsam die «Stopp Pelz!»-Kampagne durch.

Im November 2016 wurden an diversen Plakatwänden in den Deutschschweizer Kantonen Basel, Zürich, Luzern, Zug und Graubünden (Chur, St. Moritz und Davos) sowie in den Westschweizer Kantonen Genf, Waadt und Neuenburg Plakate im Format F12 ausgehängt.

[www.stopp-pelz.ch](http://www.stopp-pelz.ch)



### Verbotene Produktion, freier Handel

Unsere Gesetzgebung ist paradox: Selbst wenn die Herstellung eines Produktes wegen Tierquälerei verboten wird, bleibt dessen Verkauf aufgrund der Handelsfreiheit erlaubt. Die Direktorin der Genfer Herbstmesse beruft sich auf dieses Argument, um die rund ein Dutzend Stände mit Pelz- und Stopfleberprodukten zu rechtfertigen. Wirtschaft kommt vor Ethik. Doch in diesem speziellen Fall ist der Kanton Genf Hauptaktionär der Palexpo SA. Der gesamte Messekomplex wurde in den 1980er-Jahren aus Genfer Steuergeldern finanziert. 2007 übertrug der grosse Rat die Verwaltung der Palexpo per Gesetz an eine Aktiengesellschaft mit dem Kanton Genf als Hauptaktionär.



## Für eine Genfer Herbstmesse ohne Tierquälerei

Jedes Jahr im November zieht die Genfer Herbstmesse «Les Automnales» rund hunderttausend Besucher in die Palexpo-Hallen beim Genfer Flughafen. Die 500 Aussteller bieten alles Mögliche feil: elektrische Zitruspressen, Wunderstaubauger – und leider auch Pelze von Tieren, die bei lebendigem Leib gehäutet wurden, und Leber von krankgestopften Enten.



### Happenings gegen Tierquälerei

Während der gesamten Dauer der Herbstmesse vom 11. bis 20. November 2016 wurden an verschiedenen Orten in der Stadt Genf Happenings organisiert, um darauf aufmerksam zu machen, dass an der Messe solche Produkte angeboten werden. Bei einer Aktion wurde den Passanten ein Video mit den Haltungs- und Tötungsmethoden für Pelztiere gezeigt. Die Zuschauer reagierten mit Entsetzen und Abscheu auf die Bilder und die Tatsache, dass den Tieren für die Pelzproduktion auch heute noch so unvorstellbare Qualen zugefügt werden. Zudem wurden Tausende Infoflyer über die Pelz- und Stopfleberstände an der Herbstmesse verteilt.

Am 7. und 14. November 2016 schrieben wir die Direktorin der Genfer Herbstmesse, Lau-



rence Brenner, an und luden sie zu einem Gespräch ein. Da sie nicht auf unsere Einladung einging, überreichten ihr unsere Aktivisten am 19. November direkt vor Ort an der Messe die 25'000 Unterschriften der Petition «Für eine Herbstmesse ohne Tierquälerei». Einige Tage später erreichte uns dann doch noch ein Schreiben der Palexpo mit dem Hinweis, wir dürften die von der Einreichung der Petition gemachten Fotos nicht veröffentlichen, da sie in einem «privaten» Bereich des Messegeländes entstanden seien.

### Der Kanton darf keine Plattform für Produkte bieten, deren Herstellungsmethode in der Schweiz verboten ist

Dass von der Direktion der Palexpo nicht viel zu erwarten war, war von Anfang an klar. Da aber der Kanton Genf Hauptaktionär der Palexpo SA ist, wurden während der Happenings Unterschriften für eine zweite Petition gesammelt, die sich an die Genfer Staats- und Grossräte richtet. Die 880 Unterschriften, die in wenigen Tagen zusammenkamen, wurden am 25. November dem Sekretariat des Grossen Rates übergeben. Das Ziel: In die Statuten der Palexpo SA soll eine neue Bestimmung aufgenommen werden, welche die Vermarktung und den Verkauf von tierischen Produkten, deren Herstellungsmethode nicht den in der Schweiz geltenden Tierschutzbestimmungen entspricht, auf dem gesamten Palexpo-Gelände verbietet.



Wir sollten von der Petitionskommission des Genfer Grossen Rates demnächst zur Anhörung eingeladen werden. Doch das ist erst der Anfang der Kampagne für eine Genfer Herbstmesse ohne Tierquälerei. **Wir danken allen Aktivistinnen und Aktivisten, die uns unterstützt haben und bei den täglichen Happenings abwechselnd im Einsatz waren.**

Buchhandlung - Café LSCV Happy Books

Die Buchhandlung führt Werke aus Bereichen wie Tierrechte, Gesundheit und vegane Küche für Erwachsene und Kinder. Sämtliche Speisen und Getränke im Happy Books sind 100 Prozent frei von tierischen Produkten.

Rue Hans-Geiler 2, 1700 Fribourg  
T 026 321 12 67  
[happybooks@lscv.ch](mailto:happybooks@lscv.ch)



Wir danken allen Besuchern, die bei der Einweihung der Buchhandlung Happy Books am 15. Oktober dabei waren.

Kommen Sie doch zum Stöbern oder zum Essen bei uns vorbei, wenn Sie das nächste Mal in Freiburg sind. Unter der Woche empfehlen wir Ihnen, Ihren Tisch im Voraus zu reservieren: [happybooks@lscv.ch](mailto:happybooks@lscv.ch)



## *Carte des boissons* \*

Sans alcool

- Café
  - Thé en sachet : menthe, noir, camomille, verveine.  
Thé du mois, en infusion
  - Jus d'orange
  - Jus de pomme
  - Thé froid
  - Sirop : menthe, grenadine, fraise, cannelle

### *Avec alcool*

- **Vin rouge et blanc** Divers cépages et producteurs
  - **Bière** Diverses bières artisanales de la brasserie du Chauve

## *Carte des mets* \*

## *Tous les matins*

- Bircher müesli
  - Salade de fruits frais
  - Croissants, pain et confiture

*Cuisine chaude de 12h00 à 15h00*

## Menu de la semaine (entrée, plat, dessert)

\* Dans la mesure du possible, tous les ingrédients sont d'origine BIO (CH ou UE)

Fotos : Emmanuelle Vernaz (danke, danke, danke!)



Happy Books ist jetzt auf Happy Cow, der App für vegane und vegetarische Restaurants weltweit.

## VeggieHotels 100% VEGETARIAN/VEGAN

In den Ferien oder auf Reisen ist die Verpflegung für Vegetarier und Veganer häufig ein Problem. Hilfe finden sie auf der Website [www.veggie-hotels.com](http://www.veggie-hotels.com).

Seit 2011 bietet die Online-Plattform Rezensionen für Hotels und Pensionen mit vegetarischem oder veganem Speiseangebot. Bisher wurden über 500 Häuser bewertet.

**Happy Books ist ab Freitag, 23. Dezember, über die Feiertage geschlossen.  
Ab Donnerstag, 12. Januar 2017, sind wir wieder für Sie da.**

### Liebe LSCV-Mitglieder aus dem Kanton Freiburg

#### Happy Books ist für Sie da!

Sie möchten sich in Ihrem Kanton aktiv für den Tierschutz einsetzen? Oder uns bei Stand- und anderen Aktionen in Freiburg unterstützen? Melden Sie sich bei uns oder kommen Sie nachmittags (Donnerstag bis Samstag) bei uns vorbei.

Ein erstes Treffen mit allen, die bei unseren Aktionen mitmachen möchten, findet im Januar 2017 in der Buchhandlung statt.

**Also: Los geht's!**

### Tierrechte, Ethik, vegane Küche ...

Machen Sie es sich in den Winterferien mit einem spannenden oder inspirierenden Buch gemütlich. Alle Artikel, die in der Buchhandlung verfügbar sind, finden Sie hier: [www.lscv.ch/pages/editions/happybooks/vente.html](http://www.lscv.ch/pages/editions/happybooks/vente.html) (siehe auch S. 48)

**LSCV-Mitglieder erhalten zehn Prozent Rabatt auf alle Bestellungen.**



tier-parlament.ch  
Wer setzt sich  
für Tiere ein?



# Eidgenössisches Parlament

**Über Tierschutz entscheiden die beiden eidgenössischen Kammern in Bern. Im Nationalrat sitzen 200, im Ständerat 46 Parlamentarier.**

**Allzu häufig werden Ratsgeschäfte, die eine Verbesserung des Tierschutzes zum Ziel haben, verworfen. Wir brauchen Parlamentarierinnen und Parlamentarier, die sich für den Tierschutz einsetzen.**

Welche Parlamentarier zeigen ein Feingefühl für Tierschutz und dessen Verbesserung? Welche Parlamentarier stellen sich eher gegen eine Verbesserung der Kondition der Tiere oder haben kein Interesse daran? tier-parlament.ch erfasst tierschutzrelevante Vorstösse und Abstimmungen im National- und Ständerat.



## 16.3420 Interpellation - Nutzen und Zukunft der kantonalen Tierversuchskommissionen

Eingereicht von: Chevalley Isabelle, Grünliberale Partei

Einreichungsdatum: 09.06.2016

Eingereicht im Nationalrat

Stand der Beratungen: Erledigt



### Eingereichter Text

Im Tierschutzgesetz (Art. 18 Abs. 3) sind, im Rahmen des Bewilligungsverfahrens für Tierversuche, kantonale Tierversuchskommissionen vorgesehen. Diese prüfen die Bewilligungsgesuche und schlagen den Behörden vor, die Tierversuche zu bewilligen oder nicht (Art. 139 Abs. 4 der Tierschutzverordnung). Dieses Instrument, das seit rund zwanzig Jahren existiert, ist in der Forschung und in der Wirtschaft nicht umstritten, denn die Kommissionen scheinen nicht unbedingt besonders wirkungsvoll, kompetent und nützlich zu sein. Sogar Tierschützerinnen und Tierschützer äussern sich kritisch darüber, da sie in den Kommissionen massiv untervertreten sind (Alibifunktion). Der Kanton Zürich geht, was den Tierschutz betrifft, am weitesten. Denn die Vertreterinnen und Vertreter des Tierschutzes sind in der Zürcher Kommission zwar in der Minderheit, verfügen jedoch über ein Vetorecht.

Gewisse Vertreterinnen und Vertreter der Wirtschaft, der Forschung und des Tierschutzes schlagen inzwischen vor, anstelle des kantonalen Bewilligungsverfahrens eine zentrale Bundesstelle für Tierversuchsbewilligungen einzurichten.

### Der Bundesrat wird gebeten, folgende Fragen zu beantworten:

1. Was hält der Bundesrat von der Forderung nach einer zentralen Bundesstelle, die landesweit Bewilligungen für Tierversuche erteilt (Vor- und Nachteile), und könnte eine solche Stelle gegebenenfalls an das vorgesehene 3R-Kompetenzzentrum angeschlossen werden?

2. Wie schätzt der Bundesrat in diesem Rahmen die Idee ein, die Stellung der kantonalen Kommissionen durch eine Übernahme des Zürcher Modells zu stärken (faktisches Vetorecht)?

3. Wie viele Bewilligungsgesuche wurden in den letzten zehn Jahren von den kantonalen Behörden aus Tierschutzgründen abgelehnt, und wie gross war der Anteil der abgelehnten Gesuche an der Gesamtzahl? Wie viele Gesuche mussten, was den Tierschutz betrifft, von den Gesuchstellerinnen und -stellern in diesen zehn Jahren nachgebessert werden?

4. Wie schätzt der Bundesrat die Wirkung, die Kompetenz und den Nutzen der kantonalen Tierversuchskommissionen ein, und was sagt er zum Vorwurf, wonach die Vertreterinnen und Vertreter des Tierschutzes in den Kommissionen unter den gegenwärtigen Verhältnissen eher eine Alibifunktion innehaben?



## Stellungnahme des Bundesrates vom 07.09.2016

1. Der Bundesrat steht einer zentralen Bewilligungsbehörde für Tierversuche ablehnend gegenüber. Eine nationale Lösung würde mehr Nachteile als Vorteile mit sich bringen. Zwar könnte sie zu einer einheitlicheren Bewilligungspraxis führen. Damit eine zentrale Behörde aber alle heute in den Kantonen eingereichten Tierversuchsgesuche bearbeiten könnte, müsste sie über erhebliche Ressourcen verfügen. Insbesondere müsste sie auch alle Forschungsrichtungen abdecken, während die Kantone sich auf die Besonderheiten der in ihrem Kanton bestehenden Forschungsrichtungen konzentrieren können. Zudem liegt der Vollzug der Tierschutzgesetzgebung grundsätzlich bei den Kantonen. So sind die Kantone auch im Tierversuchsbereich für den Vollzug zuständig und für die Kontrolle der in ihren Forschungseinrichtungen durchgeführten Tierversuche. Es wäre weder sinnvoll noch effizient, wenn die Kantone die Einhaltung der Bewilligungen kontrollieren müssten, die eine zentrale Bewilligungsbehörde erteilt hat, oder wenn zusätzliche Kontrollen durch eine nationale Stelle eingeführt werden müssten. Bei einer Angliederung an ein Kompetenzzentrum

3R würde sich insbesondere die Frage der Unabhängigkeit der zentralen Bewilligungsstelle stellen, da ein Kompetenzzentrum 3R eng mit den im Bereich Tierversuche tätigen Institutionen zusammenarbeiten würde.

2. Die kantonalen Tierversuchskommissionen haben im Bewilligungsverfahren eine starke Position. Jedes Gesuch für einen belastenden Tierversuch muss ihnen zur Beurteilung vorgelegt werden. Im Kanton Zürich hat die Tierversuchskommission zudem Beschwerderechte; die gleichen Befugnisse haben mindestens drei gemeinsam handelnde Mitglieder der Tierversuchskommission. Die Zürcher Lösung den anderen Kantonen vorzuschreiben ginge aus Sicht des Bundesrates zu weit.

3. Der Bund führt keine Statistik über die von den Kantonen abgewiesenen Gesuche. Die Anzahl abgewiesener Gesuche sagt wenig über die Qualität des Bewilligungsverfahrens aus. In der Praxis gehen den Bewilligungsscheinen häufig eingehende Diskussionen zwischen den Gesuchstellenden und den Behörden voraus. Diese führen zu Anpassungen

der Gesuche und somit zur Verbesserung der Versuchsvorhaben. Für Vorhaben, welche die Bewilligungsvoraussetzungen offensichtlich nicht erfüllen, werden nach ersten informellen Abklärungen mit den Behörden oft gar keine Gesuche gestellt.

4. Die kantonalen Bewilligungsbehörden und die kantonalen Tierversuchskommissionen verfügen aufgrund der Konzentration der Tierversuche auf wenige Kantone über eine beträchtliche Erfahrung und Kompetenz in der Beurteilung der Gesuche. Sowohl die kantonalen Tierversuchskommissionen als auch die Aufgabenverteilung zwischen ihnen und der kantonalen Bewilligungsbehörde haben sich bewährt. Die Tierschutzorganisationen müssen in jeder kantonalen Tierversuchskommission angemessen vertreten sein. Der Bundesrat ist nicht der Ansicht, dass den Vertreterinnen und Vertretern der Tierschutzorganisationen in den kantonalen Tierversuchskommissionen nur eine Alibifunktion zukommt. Sie nehmen durch kritisches Hinterfragen der Vorhaben und ihre Diskussionsbeiträge eine wichtige Rolle wahr.

[www.tier-parlament.ch](http://www.tier-parlament.ch)

Mit Dropdown-Menüs findet man nach Kantonen die Kandidaten und Gewählten denen Tierschutz etwas bedeutet, aber auch jene die dem Thema gleichgültig gegenüber treten oder sogar dagegen handeln.

tier-parlament.ch ist eine von der LSCV betriebene, politisch unabhängige Plattform, die über die Aktivitäten und Positionen von National- und Ständeratsmitgliedern und -kandidaten im Bereich Tiere und Tierschutz informiert.

Das Ranking bezieht sich ausschliesslich auf diesen Bereich und auf die Haltung der einzelnen Politikerinnen und Politiker, unabhängig von der Haltung und dem Programm der Partei, die sie vertreten.

## Endlich: Einfuhr von Robbenprodukten in der Schweiz bald verboten

Am 4. November 2016 endete die Vernehmlassung zur Änderung der Verordnung über die Ein-, Durch- und Ausfuhr von Tieren und Tierprodukten im Verkehr mit Drittstaaten (EDAV-DS). Die Änderung umfasst unter anderem die Neuformulierung von Artikel 10a in Umsetzung der am 24. November 2014 vom Parlament angenommenen Motion 11.3635 «Importverbot für Robbenprodukte».

Zwei volle Jahre hat der Bundesrat nun also gebraucht, um eine einfache Änderungsvorlage auszuarbeiten. Insgesamt hat es über sechs Jahre gedauert, bis die Schweiz das im August 2010 in Kraft getretene europäische Verbot nachvollzogen hat. Das ist mehr als bedenklich für ein Land, das sich rühmt, beim Tierschutz ganz vorne dabei zu sein.

Die EU hat den Handel mit Robbenprodukten aufgrund der grausamen Jagdmethoden verboten. Das Verbot umfasst das Inverkehrbringen von Fleisch, Öl, Organen, Fett und Fellen von Robben. Davon ausgenommen sind Erzeugnisse aus der von den Inuit oder anderen indigenen Gemeinschaften traditionell betriebenen Robbenjagd, die zum Lebensunterhalt dieser Volksgruppen beiträgt.

Kanada und Norwegen legten bei der WTO umgehend Klage gegen das Handelsverbot ein. Diese wurde im November 2013 in erster Instanz abgewiesen. Die kanadische Umweltministerin Leona Aglukkaq erklärte im März 2014, dass die Entscheidungen der WTO auf internationalen Handelsregeln und nicht auf moralischen Überlegungen basieren müssen.



ten. Die Robbenjagd sei «human, nachhaltig und gut reglementiert», so die kanadische Ministerin. Das europäische Embargo würde zu einer Zunahme der Robbenpopulation führen und somit die Fischereiressourcen des Landes gefährden. Doch die WTO bestätigte am 22. Mai 2014, dass moralische Bedenken, beispielsweise bezüglich des Tierwohls, Beschränkungen des internationalen Handels rechtfertigen.

Der WTO-Entscheid ist wichtig und könnte wegweisend für weitere Handelsverbote in der Schweiz sein, etwa für Gänseleber- oder Pelzprodukte.

## Kanton Zürich: Petition gegen Affenversuche mit 50'000 Unterschriften eingereicht

Am Montag, 31. Oktober 2016, überreichte eine Delegation der Organisationen LSCV, ATRA, AG STG, Zürcher Tierschutz, Tier im Recht, AnimalTrust und ProTier dem Zürcher Kantonsratspräsidenten Rolf Steiner die 50'000 Unterschriften für die Petition «Stoppt Experimente an Primaten!». Die Petition zielt darauf ab, dass die Zürcher Exekutive Affenversuche an der Universität verbietet und die Entwicklung von Ersatzmethoden fördert. Medienvertreter der NZZ, der Limmattaler Zeitung und von Radio 1 waren vor Ort und berichteten von unseren Forderungen.

Nun beginnt die Lobbyarbeit bei den Zürcher Kantonsräten, damit wir eine Mehrheit für den Petitionsvorstellung gewinnen können. **Wir danken allen, die die Petition unterzeichnet haben. Bleiben Sie zuversichtlich und denken Sie niemals, dass das, was Sie tun, nichts nützt!**



## Tierversuche für Kosmetika bleiben in der EU verboten

Der Europäische Gerichtshof bestätigt in seinem Urteil C-592/14 vom 21. September 2016 das in der Verordnung Nr. 1223/2009 über kosmetische Mittel vorgesehene EU-weite Importverbot für Kosmetika, deren Bestandteile an Tieren getestet wurden.

Der europäische Branchenverband der Hersteller kosmetischer Rohstoffe EFfCI (European Federation for Cosmetic Ingredients) verlangte von der englischen Justiz die Überprüfung der Frage, ob sich seine Mitglieder strafbar machen, wenn sie in Grossbritannien kosmetische Mittel in Verkehr bringen, die für den Verkauf in China und Japan an Tieren getestet wurden. Die Verordnung, so die Ansicht des EFfCI, werde nicht verletzt, wenn Tierversuche in Drittländern durchgeführt würden, um deren gesetzliche Bestimmungen zu erfüllen.

Der Gerichtshof berücksichtigte den Zusammenhang und die Ziele der Verordnung und erinnerte daran, dass diese die Verwendung von tierversuchsfreien Alternativmethoden zur Gewährleistung der Sicherheit von kosmetischen Produkten aktiv fördern wolle. Diese Zielsetzung wäre erheblich gefährdet, wenn Tierversuche in Drittländern durchgeführt werden dürften. Mit dieser Begründung bestätigte der Gerichtshof das in der Verordnung formulierte Verbot.

Das gesamte Urteil und die zugehörigen Dokumente können hier eingesehen werden: <http://curia.europa.eu/juris/documents.jsf?num=C-592/14>

## Auch für Tiere ist Weihnachten

Dank Ihrer Unterstützung konnte die LSCV auf mehrere dringende Anfragen von anderen Tierschutzorganisationen eingehen.

Dazu gehörte unter anderem ein Beitrag für den Bau zweier neuer Tierheime, von denen eines hauptsächlich Kaninchen aufnimmt und vermittelt. Zudem hat die LSCV die Patenschaft für das 2011 geborene Schwein «Ami» übernommen. Das Tier lebt im Berner Tierheim «Lebenshof Arche Samar», das im Oktober 2016 von einigen LSCV-Vorstandsmitgliedern besucht wurde. Die jüngste Unterstützungsaktion war der Kauf von Trockenfutter der Marke Josera für eine Kolonie streunender Katzen im Mittelwallis. Die Tiere wurden zuvor kastriert oder sterilisiert.

### Nicht an Tieren getestetes Hunde- und Katzenfutter

Josera ist eine der 15 Futtermarken aus unserer Liste mit tierversuchsfreier Tiernahrung. **LSCV-Mitglieder erhalten zehn Prozent auf das gesamte Tierfuttersortiment, das auf der Internetplattform Cro-shop ([www.cromania.ch/lecroshop](http://www.cromania.ch/lecroshop)) angeboten wird.** Die folgenden Produkte sind verfügbar:

Agras Delic (Schesir, Stuzzy, Flosky, Adoc, Dreesy, Tommy, Bebel) ; Almo Nature ; Bewital (Belcando, Leonardo, Bewi-Dog, Bewi-Cat, Dogland, AmiVita) ; Interquell (Happy Dog, Happy Cat) ; JR Farm ; MPM Products (Applaws, Encore) ; Pure ; Yarrah

Verlangen Sie Ihren Rabatt-Code per E-Mail oder Telefon (siehe Infoseite) beim LSCV-Büro.

InterNICHE ist ein internationales Netzwerk aus Studierenden und Professoren, die sich gegen Tierversuche in Forschung und Unterricht einsetzen. Das 1988 unter der Bezeichnung EuroNICHE gegründete Netzwerk wurde im Jahr 2000 in InterNICHE umbenannt, nachdem sich dieses an internationalen Projekten beteiligt und so seine Tätigkeitsfelder infolgedessen erweitert hatte. InterNICHE verfügt heute über Koordinatoren in rund dreissig Ländern. Die LSCV unterstützt InterNICHE seit vielen Jahren finanziell. Sie vertreibt in der Schweiz insbesondere das Buch „From Guinea Pig to Computer Mouse“. Dieses Werk umfasst über 500 Methoden, mit denen sich Tierversuche im Unterricht ersetzen lassen.

# Tätigkeitsbericht 2015 InterNICHE

2015 war ein erfolgreiches Jahr für InterNICHE. Dank Netzwerkaktionen und gut zugänglichen Informationen nimmt die Sensibilisierung für Alternativmethoden zu; und der technologische Fortschritt ermöglicht immer bessere Lehrmethoden und Lösungen für die wirtschaftlichen und praktischen Herausforderungen von Hochschulen, die auf tierfreie Ersatzmethoden umsteigen wollen. Auch die Nachfrage nach alternativen Studienprogrammen steigt. Alle diese Faktoren weisen auf Fortschritte hin, die sowohl den Rechten der Tiere als auch der Qualität der Bildung zugutekommen. Dieser Bericht fasst einen Teil der Tätigkeiten von InterNICHE zusammen. Im Vordergrund stehen dabei die Aktivitäten, die 2015 dank der finanziellen Unterstützung der LSCV ermöglicht wurden.



## Die Aktivitäten von InterNICHE in verschiedenen Ländern

### Kenia

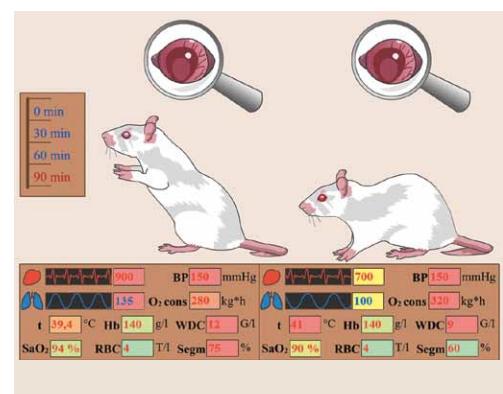
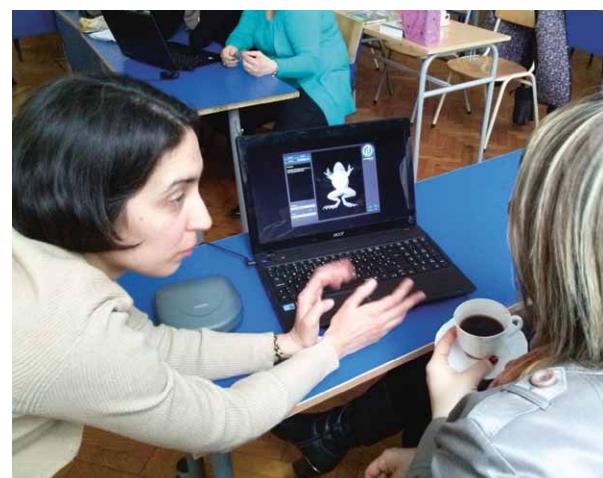
Gemeinsam mit der Partnerorganisation Africa Network for Animal Welfare (ANAW) hat InterNICHE Ende 2015 an der Egerton University eine nationale Tagung für Dozierende im Bereich Veterinärmedizin durchgeführt. Nick Jukes war als Referent und Teilnehmer dabei. Begleitet wurde er von Dr. Fawzy Elnady aus Ägypten. In einer Multimedia-Ausstellung wurden verschiedene pädagogische Hilfsmittel aus dem Leihsystem für tierversuchsfreie Unterrichtsmaterialien präsentiert.

Bei der Vorstellung des 3R-Konzepts zu Beginn der Tagung äusserten sich einige Redner noch eher zynisch zum vollständigen Ersatz von Tierversuchen. Doch nach dem Workshop zeigten sich sowohl der Dekan als auch der Rektor der Gastgeberuniversität überzeugt. Der Rektor erklärte sogar, dass seiner Meinung nach «99, wenn nicht 100 Prozent der Tierversuche im Studium der Veterinärmedizin» ersetzt werden könnten. Auch die Studierenden äusserten sich positiv und hatten das Gefühl, dass ihr Studiengang durch Alternativmethoden interessanter würde, da sie ethisch vertretbarer und zugleich lehrreicher seien. Es wurden Interviews mit Professoren der Egerton University und mit einem Pionier für Alternativmethoden von der nationalen Universität Nairobi gedreht. Mit diesen Filmsequenzen wird das Material für den Film «Alternatives in Veterinary Education and Training» um bisher fehlende Aufnahmen aus Afrika ergänzt.

### Serbien

Dr. Katarina Novakovic hat sich weiterhin für die Förderung von Alternativmethoden eingesetzt. Sie hat verschiedene Aktivitäten sowie lokale und nationale Aktionen geplant, die gezielt auf die politischen und gesellschaftlichen Entwicklungen reagieren. Sie hat die Ressourcen des InterNICHE-Netzwerks für zahlreiche Projekte genutzt:

- Prüfung des Tierschutzgesetzes hinsichtlich des Anpassungsbedarfs an die Gesetzgebung der EU
- Sensibilisierungsaktionen für fachfremde Mitglieder von Ethikkommissionen in Form von Erläuterungen zu den überprüften Tierversuchen, zu möglichen Alternativen sowie zur Gesetzgebung und zur Kontrolle von Tierversuchseinrichtungen
- Eine Erhebung über die wichtigsten serbischen Tierversuchslabors (wie viele Tiere werden eingesetzt und zu welchem Zweck?)
- Mitarbeit im nationalen Ethik-Rat, Unterstützung bei der Suche nach Alternativmethoden, rechtliche Hinweise bei der Entscheidfindung und Auswertung von invasiven Versuchen, die insbesondere im Unterricht häufig ohne Bewilligung durchgeführt werden
- Protestaktionen, um Universitäten zum Einsatz von Alternativmethoden zu bewegen



- Zusammenarbeit mit einer fortschrittlichen Primarschule bei der Einführung einer Software, die das im Biologieunterricht praktizierte Sezieren von Fischen, Fröschen und Tauben ersetzt

### Deutschland

Dr. Astrid Schmidt hat auch 2015 alternative Lehrmittel zum Ersatz von Sezierübungen verliehen, beispielsweise an Biologiestuden-

tinnen, an Doktoranden und Teilnehmer von tierverbrauchenden Praktika sowie angehende Medizin- und Biologietechniker/innen. Die aktuelle vegane Bewegung in Deutschland scheint dazu zu führen, dass der Druck von Studierenden, die ihr Recht auf Gewissensfreiheit bei tierquälerischen Unterrichtsmethoden geltend machen, zunimmt und Lehrpersonen vermehrt bereit sind, Neuerungen zu akzeptieren.

In Norwegen geht der Kampf gegen die in der Ausbildung von Militärchirurgen praktizierten Versuche an Schweinen voran, seit immer mehr Organisationen und Einzelpersonen – darunter der InterNICHE-Länderkontakt Dr. Siri Martinsen und die Tierrechtsorganisation NOAH – diese Praxis öffentlich kritisieren. Dr. Martinsen und NOAH haben weitere Alternativmethodenkurse für angehende tiermedizinische Praxisassistenten angeboten. Zudem hielten sie Vorträge vor norwegischen Studierenden der Veterinärmedizin im Ausland und informierten sie über Alternativen in der Ausbildung und die Möglichkeit, Tierversuche zu verweigern. Auf politischer Ebene wurden Aktionen für die Anwendung der EU-Tierversuchsrichtlinie in Norwegen durchgeführt. Die Umsetzung der Richtlinie, die auch das Bildungswesen umfasst, macht immer noch Probleme: Der Einsatz von Experten oder Ethikkommissionen ist zu wenig transparent.

## Portugal

Mariana Vieira Crespo nahm an der 2. Internationalen Konferenz über Alternativen zu Tierversuchen teil. An der Konferenz ging es zwar nicht um Tierversuche in der Lehre, sie war aber eine wichtige Veranstaltung, die erstmals das Interesse der Medien für Alternativmethoden im weiteren Sinne zu wecken vermochte. Mariana Vieira Crespo hat neu die Betreuung des internationalen InterNICHE-Alternativen-Leihsystems übernommen.

## Ukraine



Dmitry Leporsky hat die Verhandlungen mit sechs Universitäten weitergeführt und weitere Vereinbarungen für den Ersatz von tierverbrauchenden Lehrmethoden getroffen. Er wirkte als Referent an einer internationalen Bioethik-Konferenz im weißrussischen Minsk mit, die sich am zweiten Tag der tierverbrauchsreien Bildung widmete. Die neuen InterNICHE-Partner in Russland, Vadim Danko und Maksim Kolonok, nahmen ebenfalls an der Konferenz in Minsk teil. Sie arbeiten an einer breiten Kampagne, die mit Unterstüt-

zung einiger Lehrpersonen die Herstellung von neuer Software für den Pathophysiologie-Unterricht fördert. Acht von 15 Modulen sind bereits fertiggestellt. Vadim Danko und Maksim Kolonok bauen zudem Computer aus gebrauchten Teilen zusammen, damit für russische Universitäten, mit denen Vereinbarungen zustande kommen, günstige Hardware bereitgestellt werden kann. Die ersten PCs wurden an die Fakultät für Zoologie und Physiologie der staatlichen Universität Altai in Sibirien abgegeben.

## Iran

Dr. Ramak Roshanaie und die InterNICHE-Partnerorganisation IAVA (Iranische Vereinigung gegen Tierversuche) haben an der 10. nationalen Studierendentagung der Human- und Veterinärmedizin eine Multimedia-Ausstellung organisiert und tierfreie Lehrmethoden vorgestellt. An der veterinärmedizinischen Universität Zabol haben sie einen Workshop zu ethisch vertretbaren Lehrmethoden durchgeführt. Der IAVA ist es gelungen, Tierversuche mit hohem Schweregrad im Physiologie-Unterricht der Universität Zabol zu verhindern. Zudem hat die Organisation eine Schule ausgezeichnet, die weder Sezierungen noch andere Tierversuche durchführt, und ihr als Preis eine Software-Serie zur Anatomie von Fröschen, Ratten und Flughunden überreicht.



## Ägypten

Dr. Fawzy Elnady von der veterinärmedizinischen Fakultät der Universität Kairo hat seine neue Präparationsmethode weiterentwickelt. Die nach der Elnady-Methode präparierten Modelle sind besonders flexibel und konnten bereits im Anatomie-Unterricht sowie zum Üben von klinischen und chirurgischen Fähigkeiten eingesetzt werden. Dr. Elnady hat in der wissenschaftlichen Fachzeitschrift für Alternativmethoden ALTEX einen Artikel über seine Methode veröffentlicht.



## Kanada

Dr. Olivier Berreville hat ein wissenschaftliches Poster mit dem Titel «The Impact of Alternatives to Harmful Animal Use on Animals Research, Testing and Society» (Die Auswirkungen von tierverbrauchs-freien Alternativen auf die Forschung und Entwicklung an Tieren und auf die Gesellschaft) verfasst und an der nationalen Konferenz des kanadischen Tier-schutzverbands CFHS vorgestellt. Zudem hielt Dr. Berreville eine Reihe von Vorträgen an der University of British Columbia (UBC) und der Simon Fraser University in der Provinz Britisch-Kolumbien, wo er auch die Kampagne «Stop UBC Animal Research» gegen die Tierquälerei in der UBC-Forschung durchführte und in Zusammenarbeit mit InterNICHE bis heute gegen Tierversuche in der Ausbildung kämpft. Mehrere Organisationen aus Britisch-Kolumbien führen gemeinsam eine Kampagne gegen das Sezieren von Kaninchen und Katzen am Langara Community College durch.

Im Rahmen eines Workshops an der Queen's University in Ontario konnten über 200 Personen – die meisten davon angehende Lehrerinnen und Lehrer – verschiedenste Alternativmethoden aus dem InterNICHE-Verleihsystem ausprobieren. Auch für die Konferenz des Verbands CALAS (Canadian Association for Laboratory Animal Science), in dem Fachleute aus dem Bereich Tierversuche und Tierhaltungen organisiert sind, wurde Infomaterial zu Ersatzmethoden bereitgestellt.

## Peru

Die InterNICHE-Partnerorganisation UPA (Unidos por los Animales) war bei den Tierrettungskursen für Feuerwehrleute dabei und stellte Tierphantome für den tiermedizinischen Unterricht aus dem InterNICHE/UPA-Alternativen-Leihsystem zur Verfügung.

## Liberia

Eine Universität zeigt Interesse an der Schaffung eines Multimedia-Angebots mit Alternativmethoden. Geweckt wurde das Interesse durch die InterNICHE-Partnerorganisation LAWCS (Liberia Animal Welfare & Conservation Society), die erfolgreich eine Alternative für Froschsezierungen angepriesen hatte.

## Südafrika

Die InterNICHE-Partnerorganisation NSPCA setzte sich weiter für die Verwendung von Alternativmethoden ein und arbeitete mit den Hochschulinstituten zusammen, um die Finanzierung von wichtigen Unterrichtsmitteln für die Ausbildung in Tiermedizin und laparoskopischer Chirurgie zu ermöglichen. Das Sensibilisierungs- und Weiterbildungsprogramm knüpft am Erfolg des InterNICHE/NSPCA-Seminars 2012 an, das zum Ersatz von Sezierungen an mehreren Tausend Tieren im Biologieunterricht geführt hat.

## Taiwan

Die taiwanische Organisation LCA (Life Conservationist Association) hat die Vorträge von InterNICHE und Websites über bestimmte Alternativmethoden ins Chinesische übersetzt. Mit diesen Informationen konnte die Tierversuchsdatenbank erweitert werden, und ein nationales Labor könnte nun einen POP-Trainer für die tierfreie Ausbildung kaufen. 2016 wird die LCA eine Kampagne zur Förderung von Alternativmethoden an der Schule für Veterinärmedizin der nationalen Universität Taiwan durchführen.

## Indien

Die nationale Kommission für Universitätszuschüsse UGC (University Grants Commission) ist die zentrale Stelle für die Mittelvergabe an die Hochschulen und wirkt bei der Ausarbeitung der indischen Lehrpläne mit. Die UGC hat 2010 die Abschaffung von Sezierübungen im praktischen Zoologie-Unterricht empfohlen und diese 2014 ganz verboten. Dank dieser Umstellung auf Ersatzmethoden, der grössten in der Bildungsgeschichte, konnte vermutlich etwa die Hälfte der jährlich im Zoologie-Unterricht getöteten 60 Millionen Tiere gerettet werden.

## Für 2016 geplante Aktionen

Bisher hat InterNICHE für verschiedene Tagungen eine Einladung erhalten. So sind wir im April 2016 in Dänemark an der nationalen Wissenschaftskonferenz zum internationalen Tag zur Abschaffung der Tierversuche mit einer Multi-media-Ausstellung über Alternativmethoden präsent. Zudem erhalten wir Gelegenheit, eine nationale Tagung und eine Weiterbildung in Kroatien mit zu organisieren. Im Rahmen dieses regionalen Sensibilisierungsprogramms ist auch ein Besuch in Serbien möglich. In Indien stehen zwei nationale Konferenzen auf dem Programm. In einer geht es um Bildung, Forschung und Versuche, in der anderen um Alternativmethoden in der Medizin und in der Aus- und Weiterbildung. InterNICHE ist an den Konferenzen mit Präsentationen, einer Schulung und einer Multi-media-Ausstellung beteiligt. Dank den von Dmitry Le-porsky geknüpften Kontakten wird sicher auch ein Besuch in Georgien stattfinden. Die in der Ukraine gesammelten Erfahrungen könnten auf dieses Land ausgeweitet werden.

Der Film über alternative Lehrmethoden in der Veterinärmedizin (Alternatives in Veterinary Education and Training), mit dem der vollständige Ersatz von Tierversuchen vorangetrieben werden soll, konnte um zusätzliches Material aus Kenia erweitert werden. Die neuen Inhalte sind ein grosser Mehrwert, der auf dem ganzen afrikanischen Kontinent und in anderen Entwicklungsländern Wirkung zeigen dürfte. Was noch fehlt, sind zusätzliche Dreharbeiten in den USA und in anderen Ländern. Für die Fertigstellung der kostspieligen professionellen Produktion sind zusätzliche Mittel dringend nötig. Der Film soll 2016 herauskommen, davor werden einige Vorschau-Clips erscheinen.

Im Informationsbereich konnte die Alternativen- und Studiendatenbank von InterNICHE 2015 erweitert werden. Der Download-Service, der sich immer noch im Aufbau befindet, dürfte 2016 online gehen. Wir suchen noch weitere Autoren, die einen Beitrag zum Buch «100 Case Studies of 100 % Replacement» schreiben. Die meisten Kapitel werden 2016 fertiggestellt.

Die finanziellen Mittel, die InterNICHE 2016 von der LSCV erhält, fliessen ins allgemeine Budget und in die Umsetzung der grossen laufenden Projekte. Sie ermöglichen uns zudem die Unterstützung von Aktionen für die Förderung und Umsetzung von Alternativmethoden, die unsere Länderkontakte und Partnerorganisationen rund um die Welt durchführen. Die hoch geschätzte Unterstützung durch die LSCV ist von grosser Bedeutung für unsere Arbeit.



Freundliche Grüsse

Nick Jukes

# Mémento

## Ogni dono conta !

La LSCV non riceve alcuna sovvenzione dai poteri pubblici, ciò che le garantisce una totale indipendenza. A seconda del vostro luogo di residenza, i doni sono generalmente deducibili dalle tasse. Utilizzate il bollettino di versamento nel presente giornale o procedete via e-banking per i vostri doni o quote. Quota annua dei Soci : Minimo CHF 15.--

Se possibile, privilegiate i versamenti tramite ordine di pagamento o e-banking che sono gratuiti. Ogni versamento effettuato in ufficio postale è fatturato dalla Posta tra CHF 1.50 e CHF 3.55.

**Un immenso grazie!**

## Persone di contatto

*Avete una domanda relativa alla sperimentazione animale, un progetto da realizzare connesso alla protezione degli animali o al funzionamento della LSCV ? Il nostro Presidente Luc Fournier vi risponderà volentieri! Contattatelo : l.fournier@lscv.ch*



*Desiderate organizzare azioni, manifestazioni, oppure avete voglia di unirvi ad un gruppo di militanti attivi ?*



**Per la Svizzera tedesca**, contattate (in tedesco) il nostro co-vice Presidente Benjamin Frei : b.frei@lscv.ch



**Per la Svizzera romanda**, contattate (in francese) la nostra segretaria del Comitato Laurianne Parent ed il nostro notre co-vice Presidente Paul Ecoffey : actions@lscv.ch

*Avete una domanda amministrativa o di carattere generale, desiderate ottenere il contatto diretto di un membro del Comitato ? Contattate (in tedesco, francese e inglese) la nostra Tesoriere incaricata della segreteria, Maja Schmid : admin@lscv.ch o telefonicamente da lunedì a venerdì allo 022 349 73 37*



*Avete una domanda relativa agli alimenti per cani e gatti non testati sugli animali ? Contattate Michèle Perroud, incaricata di questo settore: petfood@lscv.ch*



*Avete una domanda relativa alle azioni politiche portate avanti in favore della protezione degli animali in seno al nostro Parlamento federale ? Contattate info@animaux-parlement.ch*

## I lasciti sono esonerati dalle tasse

La LSCV è riconosciuta di pubblica utilità e i doni e lasciti che riceve non sono tassati fiscalmente.

## Avete voglia di venire a trovarci ?

Vi accogliamo con piacere da lunedì a giovedì dalle 9.00 alle 12.00 e dalle 14.00 alle 17.00, e venerdì dalle 9.00 alle 12.00, nei locali della nostra sede situata a Ginevra :

### Indirizzo:

Chemin des Arcs-en-Ciel 3, 1226 Thônex  
T 0041 (0)22 349 73 37  
admin@lscv.ch - www.lscv.ch

### Indirizzo postale

LSCV, Case postale 148, 1226 Thônex

**Librairie café LSCV Happy Books**  
Rue Hans-Gelier 2, 1700 Fribourg  
T 026 321 12 67 - happybooks@lscv.ch

## In quanto socio ricevete il nostro giornale quattro volte all'anno

Non dimenticate di comunicarci ogni eventuale cambiamento di indirizzo. La Posta ci fattura CHF 2.-- per ogni giornale rinviato al mittente e non comunica più i nuovi indirizzi. Se non ricevete il giornale, non esitate a contattarci! I periodi di distribuzione sono : marzo, giugno, settembre o ottobre, dicembre.

### Contribuite alla diffusione delle informazioni

Desiderate distribuire il nostro giornale nelle casette delle lettere del vostro quartiere o altrove ? Vi invieremo con piacere il numero di copie richiesto.

### IMPRINT Lega svizzera contro la vivisezione e per i diritti dell'animale

La LSCV è stata fondata a Ginevra nel 1883, sulla scia del movimento antivivisezionista sorto in Inghilterra negli anni 1870. La LSCV è un'associazione conforme ai termini dell'articolo 60 del Codice civile svizzero. Il suo funzionamento, la sua attività, i suoi obiettivi, la nomina del suo Comitato e l'utilizzazione dei suoi averi sono fissati dallo statuto dell'associazione, adottato in occasione dell'Assemblea generale dei suoi soci il 30 giugno 1978. La sede della LSCV si trova a Ginevra. Un edificio acquistato nel comune di Thônex vi accoglie i suoi uffici dal 1993. Conformemente all'art.2 del suo Statuto, la LSCV mira all'abolizione totale della «pratica di esperimenti medici, scientifici o commerciali sull'animale vivo (vivisezione)». Si impegna nel «conseguimento su tutto il territorio svizzero, di una legislazione che garantisca la difesa ed il rispetto dei diritti dell'animale», ed a consentire «il miglioramento costante di questa legislazione e controllarne in permanenza l'attuazione». Promuove ed incoraggia finanziariamente «la messa a punto di nuovi metodi di ricerca scientifica» che consentano l'abolizione della sperimentazione animale. Incoraggia e sostiene particolarmente i metodi detti sostitutivi (o alternativi), che ricorrono a tessuti o cellule umane (modelli *in vitro*) provenienti per esempio da biopsie praticate negli ospedali, o da dati bio-informatici (modelli *in silico*). Ai sensi dell'articolo 19 del suo statuto, la LSCV non persegue alcun scopo di lucro ed i suoi averi possono essere utilizzati unicamente per il conseguimento degli obiettivi prefissati.

**Pubblicazione:** Giornale trimestrale. Salvo diversa indicazione, gli articoli sono redatti dalla LSCV // **PAO e maquette :** LSCV // **Tipografia:** carta riciclata 60 gm<sup>2</sup> // **Indirizzo:** LSCV, Case postale 148, CH - 1226 Thônex

## Quote e doni

### Dalla Svizzera

Conto n° 12-2745-6  
IBAN : CH38 0900 0000 1200 2745 6

### Dall'Europa in EURO

Conto n° 91-438913-2  
IBAN : CH40 0900 0000 9143 8913 2  
BIC : POFICHBEXXX

**Istituto :** PostFinance,  
Nordring 8,  
3030 Bern

**Titolare :** Lega svizzera contro  
la vivisezione e per i diritti  
dell'animale

**Indirizzo :** Case postale 148,  
1226 Thônex

## Servizi per i soci

### Petfood

Sconto del 10% sull'acquisto di alimenti per cani e gatti non testati sugli animali ordinati on-line sul cro'shop : [www.cromania.ch](http://www.cromania.ch)

**Chiedete il vostro codice sconto da indicare sulle vostre ordinazioni :** [petfood@lscv.ch](mailto:petfood@lscv.ch) o 022 349 73 37

### Elenco dei cosmetici non testati sugli animali

Scaricate on-line il nostro elenco aggiornato nella rubrica «cosmetici» : [www.lscv.ch](http://www.lscv.ch)

Per riceverlo in forma cartacea, vogliate contattare l'ufficio della LSCV.

### Informazione militante

Numerosi flyer, pieghevoli, autoadesivi ed altro materiale informativo possono esservi inviati gratuitamente. Contattateci. Elenco del materiale : rubrica «Edizioni» [www.lscv.ch](http://www.lscv.ch)

## Édito

Care Socie, cari Soci,  
Care amiche e cari amici della Lega,  
Care lettrici e cari lettori,

L'anno in corso si conclude con il lancio di due iniziative popolari nel cantone di Ginevra. La convalida dei testi e la loro pubblicazione ufficiale il 20 dicembre 2016 da parte dell'amministrazione ginevrina hanno necessitato più tempo del previsto, motivo per cui il presente numero è pubblicato tardivamente.

### Cari soci del cantone di Ginevra, abbiamo bisogno di voi !

Abbiamo 4 mesi per raccogliere 10'000 firme per ciascuna delle due iniziative, per poterle depositare il prossimo aprile. 10'000 firme sono tante. E dunque contiamo sul vostro aiuto. Grazie di firmare le liste pubblicate a pagina 6 e 7 e di rinviarcelo non appena possibile – **attenzione: soltanto le elettrici e gli elettori di nazionalità svizzera con diritto di voto nel cantone di Ginevra possono firmare queste iniziative cantonali.**

Potete ordinare liste supplementari. Ve le invieremo nel più breve tempo possibile. Potete anche partecipare alla raccolta di firme per la strada. Contattateci per unirvi ad un gruppo esistente.

### Fate conoscere queste iniziative intorno a voi !

Se riusciamo ad ottenere queste 10'000 firme, le iniziative saranno poi sottoposte a votazione popolare. Ed allora tutto è possibile !

Vi ringraziamo di cuore per il vostro sostegno costante ed a tutte e tutti voi auguriamo felici feste di fine anno.

Luc Fournier  
Presidente

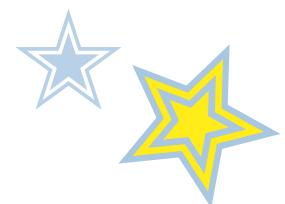


Meilleurs Vœux 2017 à tous nos Membres et Sympathisants !

Alles Gute zum 2017

Tanti calorosi auguri per il 2017 ai nostri Soci e simpatizzanti !

La suprastanza engrazia a ses numerus comembres e simpatisans



### Attestati di doni 2016 per la dichiarazione dei redditi

I doni effettuati alla LSCV ed altri organismi riconosciuti di pubblica utilità possono essere detratti dalla vostra dichiarazione dei redditi. Gli importi deducibili (generalmente a partire da Fr. 100.-) sono variabili a dipendenza dei cantoni. La LSCV non dispone di un sistema informatico che genera automaticamente attestati di doni. L'attivazione di questo tipo di sistema e l'invio ogni anno per posta di una decina di migliaia di attestati di doni sarebbero troppo onerosi, tanto più che soltanto una piccola parte di questi attestati sono di fatto utilizzati.

La segreteria aggiorna regolarmente un elenco di soci o donatori che desiderano ricevere un attestato all'inizio dell'anno. Se desiderate essere registrati su questo elenco, basta inviarci un messaggio o telefonarci, i giorni e le ore indicati nell'impressum.

## Nuovo nome per la LSCV

Nel corso della nostra Assemblea generale del 16 aprile scorso, si era deciso di sollecitare i soci della LSCV quanto all'attuale denominazione della Lega. A tal fine, era stato pubblicato un bollettino sul giornale di giugno 2016, in cui si invitavano i soci a pronunciarsi sulle seguenti domande:

- 1) L'attuale nome della Lega svizzera contro la vivisezione e per i diritti dell'animale deve essere mantenuto ?
- 2) L'attuale nome della Lega deve essere mantenuto ma il termine « vivisezione » deve essere sostituito con « sperimentazione animale » ?

I soci hanno anche avuto la possibilità di proporre un nuovo nome per la LSCV. Le risposte ricevute rivelano che una larga maggioranza è favorevole ad una semplice modifica del nome, ossia la sostituzione del termine « vivisezione » con « sperimentazione animale ».

La prossima Assemblea generale del 2017 sarà chiamata a pronunciarsi sul nuovo nome proposto, ossia Lega svizzera contro la sperimentazione animale e per i diritti dell'animale, mantenendo comunque l'acronimo « LSCV ». **Un immenso grazie a tutte le persone che ci hanno dato il loro parere e presentato delle proposte.**



# Ginevra - Lancio di due iniziative popolari cantonali

**Una migliore ricerca medica ed un reale controllo della sperimentazione animale senza costi supplementari per i contribuenti ?**

**E' quanto propongono le due iniziative lanciate dalla LSCV il 20 dicembre 2016 nel cantone di Ginevra.**

La prima iniziativa, costituzionale, intitolata « Per una migliore ricerca medica », mira a costringere lo Stato a sostenere finanziariamente lo sviluppo di nuovi metodi di ricerca senza animali, tramite l'aggiunta dell'articolo 197a nella costituzione ginevrina.

I fondi pubblici stanziati per questi metodi dovranno essere almeno pari a quello stanziato per la sperimentazione animale. Attualmente i contribuenti ginevrini finanziano ogni anno, con diverse decine di milioni, la detenzione degli animali e le ricerche in vivo svolte dall'Università, a fronte di poche centinaia di migliaia di franchi per i metodi di sostituzione.

Malgrado i magri mezzi loro assegnati, questi metodi sono in pieno sviluppo e si dimostrano efficaci in un gran numero di ricerche. Allora si può sognare a quello che si potrebbe fare se non gli fossero assegnati soltanto qualche centinaia di migliaia di franchi ma decine di milioni! L'inefficacia di questi molteplici studi portati avanti su coorti di animali sarà ancora più flagrante. Allora forse la maggioranza della popolazione si renderà conto che il futuro della ricerca non risiede nel modello animale, ma nella modellizzazione, informatica o in vitro, dell'organismo umano.

La seconda iniziativa, legislativa, intitolata « Per un migliore controllo della sperimentazione animale » mira a conferire nuove prerogative all'attuale commissione cantonale per gli esperimenti sugli animali e a rinforzarne l'indipendenza dall'autorità.

Per quali motivi queste commissioni cantonali funzionano così male ? Perchè i cantoni fanno a gara di ingegno per renderle inefficaci, introducendo maggioritariamente rappresentanti del mondo della ricerca. Ma anche facendo nominare rappresentanti di organizzazioni di protezione degli animali poco decisi o poco interessati dall'argomento. E tra i rifugi SPA, non c'è che l'imbarazzo della scelta.

La prima disposizione prevista in questa nuova legge mira a costringere il Consiglio di Stato a far nominare in seno alla commissione, dei rappresentanti della protezione degli animali provenienti da organizzazioni attive nel campo della sperimentazione animale, ed aprire una possibilità di ricorso in caso di violazione di questa disposizione. La legge permetterà inoltre ad ogni mem-

bro della commissione di controllare gli esperimenti in qualsiasi momento e senza preavviso, di ricorrere contro un'autorizzazione abusiva rilasciata dall'autorità, come pure sollecitare il parere di periti per la valutazione di un progetto.

## Ginevra e la SGPA

In seguito alle dimissioni, nel novembre 2015, di un rappresentante della protezione degli animali nella commissione ginevrina, la LSCV presenta la candidatura di una veterinaria nel febbraio 2016. Nessuna risposta. La LSCV rilancia l'autorità cantonale, che conferma per iscritto il 12 maggio 2016 che la nostra candidata soddisfa i requisiti legali e che sarà prossimamente nominata. E invece no. Il Consigliere di Stato Mauro Poggia, secondo il quale la nostra candidata non avrebbe legami con la vita associativa ginevrina, decide di sollecitare le altre organizzazioni di protezione degli animali del cantone. Le contattiamo per chiedere di non presentare candidature contro la nostra, inviando gli scambi di corrispondenza con il Consigliere di Stato, scambio dal quale risulta che il rifiuto non si fonda su alcuna base legale. Tutto inutile, dato che l'autorità cantonale va a cercare una candidatura che le va a genio, la propone alla società ginevrina di protezione degli animali, che si premura di apportare il proprio sostegno e farla nominare nel novembre 2016!

## Delle SPA al servizio delle autorità

### Ticino e SPA di Biasca e Valli

Nel 2012, dopo aver ottenuto lo scioglimento della commissione ticinese per via della sua illegalità, la LSCV e l'ATRA avevano presentato la candidatura di un ricercatore come membro della nuova commissione ticinese. Per evitare che l'autorità cantonale riuscisse a far nominare un commissario bidone, avevamo previamente contattato le SPA locali per proporre una candidatura comune. Tutto inutile dato che l'autorità cantonale ha fatto nominare, un mese dopo, un ricercatore zurighese, figlio del presidente della SPA di Biasca !

### Friborgo e SPA di Friborgo

Stessa situazione a Friborgo dove la LSCV presenta, insieme alla SPA di Friborgo, la candidatura di un ricercatore in occasione del rinnovo della commissione. L'autorità cantonale che non vuole questa candidatura fa nominare al suo posto un « rappresentante della protezione degli animali » spuntato dal nulla. Spiegazione: ama gli animali, prova ne è che è socio della società vodese di protezione degli animali. La LSCV denuncia penalmente il veterinario cantonale. Nessun problema per l'autorità che va a trovare la presidente della SPA friborghese e che, dopo qualche trattativa, accetta che il candidato del servizio veterinario sia ufficialmente il rappresentante della SPA !

Fintanto che queste SPA, unicamente preoccupate dal benessere dei cani e gatti da salotto, accetteranno di presentare candidature di convenienza per piacere all'autorità, non avremo commissioni che svolgono correttamente il proprio ruolo. La commissione ginevrina era già stata sciolta nel 2009, in seguito all'inattività della maggior parte dei suoi membri. Interrogata sul fatto che non studia nessuna richiesta né formula domande sui dossier in corso, la rappresentante della SGPA ha risposto: « *Penso che ognuno debba fare questo lavoro come crede e secondo il tempo che trova per farlo* ».

**A SIGNER  
2 INITIATIVES POPULAIRES**

**Pour une meilleure recherche médicale**

**Pour un meilleur contrôle de l'expérimentation animale**

**Sans coût supplémentaire pour les contribuables !**

L'attuazione dell'art. 197a Cst non genererà costi per la collettività in quanto il sostegno ai nuovi metodi di ricerca sarà garantito dai finanziamenti pubblici già stanziati per la ricerca.

**A SIGNER  
2 INITIATIVES POPULAIRES**

**Pour une meilleure recherche médicale**

**Pour un meilleur contrôle de l'expérimentation animale**

**Sans coût supplémentaire pour les contribuables !**

35'010 animaux ont été expérimentés dans le canton de Genève en 2015

La proposta di legge riprende le disposizioni dell'attuale regolamento M 3 50.02 del 23 giugno 2011. L'attuazione delle due nuove disposizioni aggiunte (diritto di ricorso e possibilità di chiedere una perizia) non genererà costi per la collettività in quanto a carico del membro della commissione che decide di farvi appello.

# L'efficacia delle commissioni cantonali contestata al Parlamento federale

## Qual è l'utilità delle commissioni cantonali sulla sperimentazione animale ?

L'interrogativo è stato posto al Consiglio federale il 9 giugno 2016 dalla consigliera nazionale vodese Isabelle Chevalley (legggi p. 40). Anzitutto va ricordato che ogni cantone che autorizza esperimenti è stato obbligato ad istituire una commissione cantonale per gli esperimenti sugli animali, in seguito ad una modifica della Legge federale sulla protezione degli animali (LPAn) da parte del Parlamento federale nel dicembre 1991. Queste commissioni cantonali, composte da specialisti e rappresentanti di organizzazioni di protezione degli animali, sono incaricate di prendere parte ai controlli dello svolgimento degli esperimenti e dei centri di custodia di animali da laboratorio, di esaminare le domande e formulare un preavviso, positivo o negativo, all'autorità (art.34 LPAn).

Questa misura mirava a rassicurare l'opinione pubblica, in un contesto di diverse votazioni popolari e di contestazione delle competenze delle autorità, sulla necessità di eseguire gli esperimenti autorizzati.

Ma queste commissioni cantonali si sono rapidamente rivelate inefficaci, tra l'altro per via della scarsa precisione degli articoli di legge (LPAn) e dell'ordinanza (OPAn), permettendo così ai cantoni di interferire nel loro funzionamento.

## Commissioni che dovrebbero essere indipendenti dal servizio veterinario ma che sono presiedute dal veterinario cantonale

Per una ventina d'anni queste commissioni considerate indipendenti dall'autorità cantonale erano di fatto spesso pilotate da quest'ultima (veterinario cantonale), coadiuvata per lo più da altri membri dell'amministrazione!

Per por termine a questi abusi, il Parlamento federale ha accettato la modifica dell'OPAn nel 2008, che vietava formalmente ad un collaboratore dell'autorità di far parte di una commissione (art.149 OPAn). Ma è soltanto nel 2012 che il Ticino, ultimo cantone ad infrangere deliberatamente le disposizioni federali, si conforma alle normative,

in seguito all'apertura di una procedura penale avviata dalla LSCV. Dei 5 membri della commissione ticinese, tre erano collaboratori dell'amministrazione, tra cui il veterinario cantonale che presiedeva la commissione. In materia di indipendenza, si può difficilmente fare peggio.

## Commissioni composte maggioritariamente da ricercatori e da qualche protettore degli animali scelti dall'autorità

Si sarebbe potuto pensare che queste commissioni avrebbero finito col funzionare correttamente. Ed invece no. Non potendo introdurvi collaboratori dell'amministrazione, i cantoni vi introducono membri scelti da loro stessi.

In uno stato federale come la Svizzera, i cantoni dispongono di una certa autonomia in materia di attuazione delle disposizioni federali. Predisponendo regolamenti cantonali o leggi di applicazione, la maggior parte dei cantoni hanno dunque potuto comporre commissioni largamente rappresentate dagli ambienti della ricerca, risparmiandosi così qualsiasi contestazione dei progetti presentati. Quanto alla presenza obbligatoria di « protettori degli animali » in seno alla commissione, si tratta di persone accuratamente scelte dall'autorità. Requisiti necessari: silenziose e docili.

Per trovare il suo candidato ideale, l'autorità cantonale non ha che l'imbarazzo della scelta andando a sollecitare dei rifugi SPA il cui principale centro di interesse sono i cani e i gatti da salotto. Dato che questi rifugi contano sulle buone relazioni che intrattengono con l'autorità cantonale per la loro attività principale, presentano candidati proposti dall'autorità senza batter ciglio. E tanto peggio per gli animali da laboratorio.

## Ora tocca al Parlamento federale agire

Spetta al Parlamento federale attuare i provvedimenti necessari affinché sia effettuato un reale controllo della sperimentazione animale da parte dei cantoni. Dopo quasi 30 anni di inefficacia, è veramente ora che queste commissioni cantonali possano finalmente agire in assoluta indipendenza dall'autorità.

# Il posto delle belve non è in un circo !

Nuova interpellanza (16.3701) al Consiglio federale il 29 settembre 2016 della consigliera nazionale Isabelle Chevalley (VD/Vert'libéral) sull'esibizione di leoni nei circhi Gasser Olympia e Royal, in tournée da fine 2015 e inizio 2016 in Svizzera tedesca.



Richiamava in particolare la risposta del Consiglio federale del 20 maggio 2015 alla sua mozione 15.3296, risposta secondo la quale è improbabile che numeri di circhi con belve tornino in Svizzera, poichè la legislazione svizzera in materia di protezione degli animali è talmente severa (!) che sarebbe « materialmente quasi impossibile (perchè troppo oneroso e difficile da realizzare) offrire a questo tipo di animali le condizioni imposte dalle prescrizioni in materia di protezione degli animali » !

Nella sua risposta del 23 novembre 2016 all'interpellanza, il Consiglio federale continua a non vedere la necessità di introdurre disposizioni più severe, anche se altri 16 Stati dell'Ue hanno già introdotto divieti parziali o totali relativi alla detenzione di animali selvatici per i circhi itineranti. Questa posizione richiama quella adottata in passato dal Consiglio federale nel corso dei dibattiti sulle miserabili condizioni di detenzione dei delfini del delphinarium Connyland a Lipperswil. Per finire era stato il Parlamento a risolvere il problema inserendo nella LPAn il divieto di importare i cetacei in Svizzera.

C'è da sperare che il Parlamento imboccherà la stessa strada per quanto riguarda i circhi, che mettono in scena animali il cui posto non è certo dietro le sbarre.



## Archiviata la denuncia penale contro il circo Royal

Il 9 agosto 2016, l'organizzazione Tier im Recht (TIR) depositava una denuncia penale presso il procuratore generale di San Gallo contro il circo Royal. Secondo TIR, il numero che utilizzava 7 leonesse è contro natura e ne offende la dignità, conformemente alle prescrizioni della legge sulla protezione degli animali.

Il 10 ottobre 2016, il procuratore generale decideva nè più nè meno di archiviare la denuncia. Non essendo direttamente leso da tale decisione, TIR non disponeva di alcun mezzo di ricorso per impugnare la decisione. Anche la denuncia sporta da un privato contro TIR per falsa accusa è stata archiviata dal procuratore generale di San Gallo.

## La campagna contro gli animali va avanti. Più che mai

Dall'inizio dell'anno, la LSCV ha organizzato decine di raduni e distribuzioni di flyer in tutti i cantoni in cui si producono i circhi Gasser Olympia e Royal. Molti spettatori sono usciti delusi o sconvolti dopo aver assistito a questi numeri ridicoli che mettono in scena dei leoni. La campagna continua, perché non vogliamo più vedere questi spettacoli nel 2017 ! Per prendervi parte, contattate Benjamin (vedi contatto p.32).

**Un immenso grazie a tutti i militanti che partecipano a queste azioni dalla fine del 2015.**



## Campagna di affissione Stop alla pelliccia

Lancio, per il terzo anno consecutivo, della campagna anti pelliccia « Stop alla pelliccia » (Stopp Pelz) da parte delle organizzazioni LSCV, Animal Trust, Vier Pfoten, Zürcher Tierschutz, Tierschutz beider Basel, Wildtierschutz Schweiz, Stiftung für das Tier im Recht e Susy Utzinger Stiftung.

I manifesti formato F12 sono stati affissi per tutto il mese di novembre 2016 per le strade della Svizzera romanda nei cantoni di Ginevra, Vaud e Neuchâtel, e della Svizzera tedesca nei cantoni di Basilea, Zurigo, Lucerna, Zugo e Grigioni (Coira, Saint-Maurice e Davos).

[www.stopp-pelz.ch](http://www.stopp-pelz.ch)



## Produzione vietata e libertà di commercio

E' uno dei paradossi della nostra legislazione : vietare la fabbricazione di un prodotto per motivi di crudeltà, autorizzandone nel contempo la vendita invocando la libertà del commercio. La direttrice di Automnales si avvale di questa argomentazione per giustificare la presenza di una decina di stand che vendono pellicce e foie gras. L'économia prevale sull'etica. Solo che in questo caso specifico, lo Stato di Ginevra è l'azionista maggioritario della società Palexpo. L'insieme delle hall espositive è stato finanziato dai contribuenti ginevrini negli anni 80, prima che il Gran Consiglio votasse nel 2007 una legge che ne trasferiva la gestione ad una società anonima creata dallo Stato, che deve obbligatoriamente rimanerne l'azionista maggiорitario.



## Per una fiera Automnales senza crudeltà animale

Ogni anno, nel mese di novembre, questa grande fiera popolare di Palexpo, vicino all'aeroporto di Ginevra, attira un centinaio di migliaia di visitatori che vagano da uno stand di spremilimoni automatici ad uno di aspirapolvere miracolosi. Si trova di tutto tra i 500 espositori. Persino pellicce provenienti da animali scuoati vivi o fegati di anatre ingozzate fino a farle star male.



### Happening contro la crudeltà

Durante tutta la fiera Automnales dall'11 al 20 novembre 2016, sono stati organizzati happening in diversi punti del centro città di Ginevra per denunciare la presenza di questi prodotti nella fiera. Diverse azioni statiche hanno permesso ai passanti di vedere un video in cui erano filmate le condizioni di detenzione e di uccisione degli animali utilizzati per la loro pelliccia. I passanti hanno potuto condividere la sorpresa ed il disgusto che hanno provato constatando che ancora oggi la produzione di pelliccia infligge sofferenze inimmaginabili agli animali. Sono stati distribuiti migliaia di flyer informativi relativamente agli stand di pelliccia e foie gras presenti alla fiera Automnales.



Invitata, per lettera, il 7 e 14 novembre 2016, ad incontrarci per una discussione, la direttrice di Automnales Laurence Brenner inizialmente ha preferito ignorarci. Dunque alcuni militanti si sono recati direttamente alla fiera il 19 novembre per consegnarle personalmente le 25'000 firme della petizione « Pour des Automnales sans cruauté animale ». Qualche giorno dopo abbiamo ricevuto una lettera di Palexpo che ci vietava di pubblicare le foto che ritraevano la consegna della petizione, foto scattate in uno spazio « privato » della fiera.

## Lo Stato non deve promuovere pratiche illegali in Svizzera

Era chiaro fin dall'inizio che non c'era da aspettarsi granché dalla direzione di Palexpo. Lo Stato di Ginevra ne è l'azionista principale, e dunque è stata lanciata una seconda petizione durante gli happening, indirizzata questa volta al Consiglio di Stato ed ai deputati del Gran Consiglio ginevrino. Le 880 firme raccolte per la strada nel giro di pochi giorni sono state depositate presso la segreteria del Gran Consiglio il 25 novembre. Il nostro obiettivo: introdurre nel regolamento di Palexpo una nuova disposizione vincolante mirata a vietare, su tutto il sito di Palexpo, la promozione e la vendita di qualsiasi articolo contenente materie animali provenienti da modi di produzione contrari alle disposizioni legali vigenti nel nostro paese.



Dovremmo essere prossimamente sentiti dalla commissione delle petizioni del Gran Consiglio ginevrino. Questa campagna per Automnales senza crudeltà animale è soltanto agli inizi. Un immenso grazie alla quindicina di militanti che hanno sostenuto queste azioni e che si sono avvicendati per partecipare agli happening.

## Libreria caffé LSCV Happy Books

La libreria propone alla vendita libri per adulti e bambini, su tematiche come il diritto degli animali, la salute o la cucina vegetariana. la totalità dei piatti e bibite proposti sono 100% senza prodotti di origine animale.

Rue Hans-Geiler 2, 1700 Fribourg  
T 026 321 12 67  
happybooks@lscv.ch



Grazie di cuore a tutti coloro che sono venuti a trovarci in libreria in occasione della sua inaugurazione il 15 ottobre scorso. Se siete di passaggio a Friborgo, non esitate a fare un salto a trovarci. O per assaggiare la nostra cucina! Se volete essere sicuri di trovare un posto in settimana, vi invitiamo a prenotare su: happybooks@lscv.ch



## Carte des boissons \*

### Sans alcool

- Café
- Thé en sachet : menthe, noir, camomille, verveine. Thé du mois, en infusion
- Jus d'orange
- Jus de pomme
- Thé froid
- Sirop : menthe, grenadine, fraise, cannelle

### Avec alcool

- Vin rouge et blanc Divers cépages et producteurs
- Bière Diverses bières artisanales de la brasserie du Chauve

## Carte des mets \*

### Tous les matins

- Bircher müesli
- Salade de fruits frais
- Croissants, pain et confiture

### Cuisine chaude de 12h00 à 15h00

Menu de la semaine (entrée, plat, dessert)  
Salades, potage

\* Dans la mesure du possible, tous les ingrédients sont d'origine BIO (CH ou UE)

Foto : Emmanuelle Vernaz (grazie, grazie, grazie !)



 **HappyCow**  
www.happycow.com

Happy Books è ora su HappyCow, l'applicazione ideale per trovare un buon ristorante vegetariano quando siete in viaggio !

## VeggieHotels 100% VEGETARIAN/VEGAN

In vacanza o in viaggio di lavoro, l'alimentazione è spesso un problema per le persone che rinunciano a mangiare prodotti animali. Il sito internet [www.veggie-hotels.com](http://www.veggie-hotels.com) può appor-tare un aiuto interessante.

Creata nel 2011, questa piattaforma web identifica oltre 500 alberghi e pensioni che pro-pongono un'offerta vegetariana o vegan.

**Happy Books sarà chiuso a partire da venerdì 23 dicembre. Riapertura : giovedì 12 gennaio 2017**

## A tutti i nostri soci friborghesi

**Happy Books è lì per voi !** Avete vo-glia di diventare attivi in favore della protezione degli animali nel vostro cantone ? O semplicemente di aiutarci sui nostri stand o per altre azioni a Friborgo? Fatecelo sapere o venite a trovarci in libreria da giovedì a sabato, di pomeriggio.

Un primo incontro si svolgerà in libreria nel gennaio 2017, con le persone che desiderano partecipare alle no-stre azioni.

**Allora, interessati (e)?**

## Diritto degli animali, etica, cucina vegan...

Approfittate delle vacanze invernali per tuffarvi in una lettura appassionante o appetitosa. Tutti i titoli disponibili in libreria sono visibili qui : [www.lscv.ch/pages/editions/happybooks/vente.html](http://www.lscv.ch/pages/editions/happybooks/vente.html) (vedere anche p.48)

Sconto del 10% sulle ordinazioni per tutti i soci LSCV



animali-parlamento.ch  
*Chi difende gli animali?*



# Parlamento federale

**La protezione degli animali è decisa a Berna, dalle nostre due camere. Il Consiglio nazionale riunisce 200 eletti, il Consiglio degli Stati ne riunisce 46.**

**Troppi oggetti mirati ad una migliore protezione degli animali sono regolarmente respinti. Abbiamo bisogno di eletti in grado di impegnarsi per questa causa.**

Quali sono i candidati sensibili alla causa animale che potranno contribuire alla sua evoluzione? Quali sono al contrario i candidati che rischiano di opporsi al miglioramento della sorte degli animali o che non daranno nessuna importanza a questi ultimi? Animali-parlamento censisce gli oggetti depositati o votati al Parlamento federale connessi alla protezione degli animali



## 16.3420 Interpellanza - Utilità e futuro delle commissioni cantonali per gli esperimenti sugli animali

Depositato da: Chevalley Isabelle, Partito Verde liberale

Data del deposito: 09.06.2016

Depositato in Consiglio nazionale

Stato delle deliberazioni: Liquidato

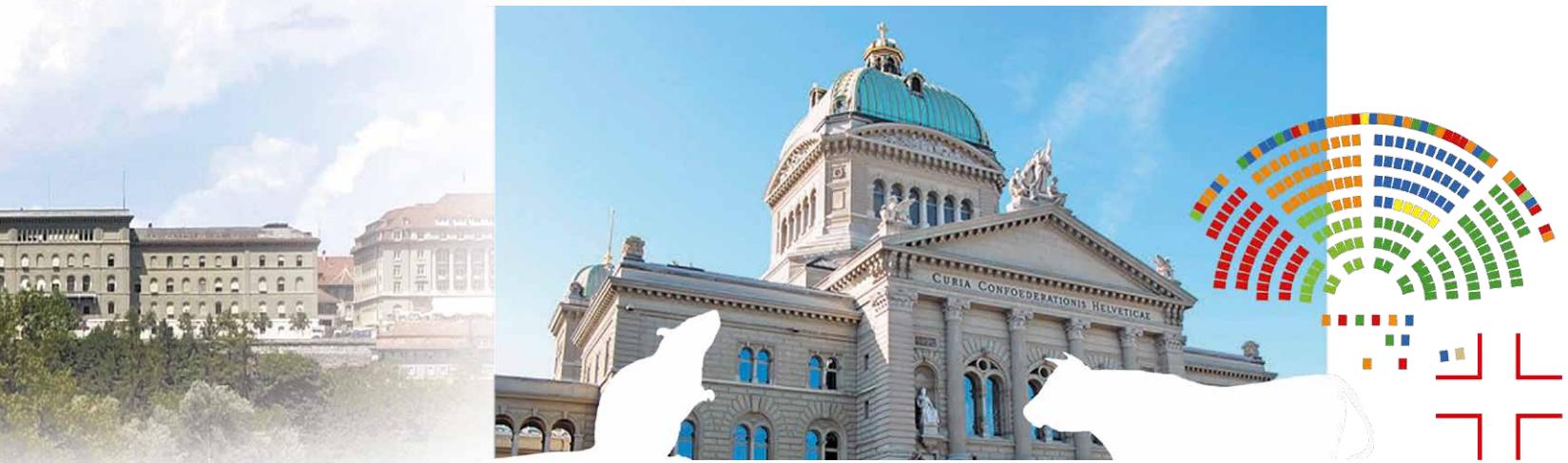


### Testo depositato

La legislazione sulla protezione degli animali (art. 18 cpv. 3 LPAn) prevede, nel quadro delle procedure di autorizzazione, commissioni per gli esperimenti sugli animali. Queste commissioni esaminano le domande per gli esperimenti soggetti ad autorizzazione e propongono alle autorità se autorizzarli o meno (art. 139 cpv. 4 OPAn). Dopo circa vent'anni, questo strumento non gode più dell'unanimità degli ambienti scientifici ed economici. Le commissioni non sembrano più essere pertinenti sotto il profilo dell'efficacia, della competenza e dell'utilità. Addirittura gli animalisti stessi si esprimono in modo critico a causa della loro evidente sottorappresentanza in seno a queste commissioni (funzione alibi). Quello di Zurigo è il cantone andato più lontano nella protezione degli animali: in seno alla commissione cantonale, infatti, i rappresentanti della protezione degli animali sono sì una minoranza, ma hanno il diritto di voto. Nel frattempo alcuni attori dell'economia, della ricerca e della protezione degli animali suggeriscono di istituire, al posto della procedura di autorizzazione cantonale, un ufficio federale centrale incaricato di rilasciare le autorizzazioni per questi esperimenti.

### Pongo pertanto la Consiglio federale le domande seguenti:

1. Che cosa ne pensa di un ufficio centrale per il rilascio a livello nazionale delle autorizzazioni per esperimenti sugli animali (vantaggi e svantaggi)? Questo ufficio potrebbe, se del caso, essere integrato nel previsto centro di competenza 3R?
2. Come valuta l'idea di rafforzare il ruolo delle commissioni per gli esperimenti sugli animali in questo contesto riprendendo il modello di Zurigo (diritto di voto fattivo)?
3. Quante domande sono state respinte durante gli ultimi dieci anni dalle autorità cantonali per ragioni legate alla protezione degli animali e che percentuale rappresentano? Durante questo periodo, quante domande hanno dovuto essere migliorate in un secondo tempo sotto il profilo della protezione degli animali?
4. Come giudica l'efficacia, la competenza e l'utilità di queste commissioni cantonali e che cosa dice del rimprovero che, tenuto conto delle circostanze, ai rappresentanti della protezione degli animali è riservata soltanto una funzione alibi?



## Parere del Consiglio federale del 07.09.2016

1. Il Consiglio federale è contrario a un'autorità centrale di autorizzazione per la sperimentazione animale. Una soluzione nazionale comporterebbe più svantaggi che vantaggi, anche se permetterebbe di uniformare maggiormente la procedura di autorizzazione. Un'autorità centrale dovrebbe infatti disporre di risorse considerevoli per riuscire a sbrigare tutte le domande per esperimenti su animali che attualmente pervengono ai cantoni. In particolare, dovrebbe coprire tutti i settori di ricerca, mentre i cantoni possono concentrarsi sulle particolarità dei settori di ricerca presenti sul loro territorio. Inoltre, l'esecuzione della legislazione sulla protezione degli animali è di competenza dei cantoni, che sono dunque responsabili anche dell'esecuzione e del controllo delle sperimentazioni animali condotte nelle loro strutture di ricerca. Non sarebbe né ragionevole né efficiente se i cantoni dovessero controllare l'osservanza delle autorizzazioni rilasciate da un'autorità centrale o se dovessero essere introdotti ulteriori controlli da parte di un ente nazionale. L'integrazione in un centro di competenza 3R solleverebbe

in particolare la questione dell'indipendenza dell'autorità centrale di autorizzazione, visto che il centro di competenza 3R collaborerebbe strettamente con le istituzioni attive nel settore della sperimentazione animale.

2. Nella procedura di autorizzazione le commissioni cantonali per gli esperimenti sugli animali hanno una posizione forte. Ogni domanda per una sperimentazione che compromette il benessere animale deve essere sottoposta alla loro valutazione. Nel cantone di Zurigo la commissione per gli esperimenti sugli animali ha inoltre diritto di ricorso; la stessa facoltà è accordata ad almeno tre membri della commissione che agiscono di concerto. Il Consiglio federale è dell'avviso che sarebbe eccessivo imporre agli altri cantoni la soluzione di Zurigo.

3. La Confederazione non tiene alcuna statistica delle richieste respinte dai cantoni. Il numero di richieste respinte non è indicativo della qualità della procedura di autorizzazione. Nella prassi le decisioni di autorizzazione sono spesso precedute da approfondite discussioni tra i richiedenti e le autorità, che portano a modifiche delle richieste e dunque al miglio-

ramento dei progetti di sperimentazione. Per i progetti che manifestamente non soddisfano i presupposti per l'autorizzazione, dopo i primi chiarimenti informali, spesso non viene presentata alle autorità nessuna domanda di autorizzazione.

4. Grazie alla concentrazione di sperimentazioni animali in pochi cantoni, le autorità cantonali di autorizzazione e le commissioni cantonali per gli esperimenti sugli animali dispongono di un'esperienza e di competenze notevoli nella valutazione delle domande. L'idoneità sia delle commissioni cantonali per gli esperimenti sugli animali sia della ripartizione dei compiti tra queste e le autorità di autorizzazione cantonali è comprovata. Le organizzazioni animaliste devono essere rappresentate in maniera adeguata in ogni commissione cantonale per gli esperimenti sugli animali. Il Consiglio federale non ritiene che la presenza dei rappresentanti delle organizzazioni animaliste nelle commissioni cantonali per gli esperimenti sia soltanto un alibi: sollevando domande critiche sui progetti e partecipando alla discussione, questi rappresentanti assumono infatti un ruolo importante in questo processo.

## www.animali-parlamento.ch

Diversi menu scorrevoli permettono di trovare per ogni cantone i nomi dei candidati e gli eletti favorevoli alla protezione degli animali, nonché coloro che si oppongono o che agiscono contro un miglioramento della situazione attuale.

animali-parlamento.ch è una piattaforma web apolitica gestita dalla LSCV, che informa sulle attività e prese di posizione nel settore degli animali e della loro protezione, dei Consiglieri nazionali ed agli Stati eletti al parlamento federale oppure delle persone che si candidano all'elezione.

La classificazione degli eletti e candidati prende in conto esclusivamente il settore sopracitato, a prescindere dalle idee e dagli obiettivi dei partiti che rappresentano.

## Importazione dei prodotti derivati dalle foche presto (finalmente!) vietata in Svizzera

Conclusasi il 4 novembre 2016, la procedura di consultazione relativa alla modifica dell'ordinanza concernente l'importazione, il transito e l'esportazione di animali e prodotti animali nel traffico con Paesi terzi (OITE-PT), consentirà, segnatamente nel suo articolo 10a, l'attuazione della mozione 11.3635 « Divieto di importazione di prodotti derivati dalle foche », definitivamente adottata il 24 novembre 2014 dal nostro parlamento.

Complimenti al nostro Consiglio federale che avrà impiegato 2 anni per elaborare un semplice progetto di ordinanza! Per finire, ci saranno voluti 6 anni alla Svizzera per allinearsi sul divieto europeo entrato in vigore nell'agosto 2010. Per un paese che si dice alla punta della protezione degli animali, c'è di che riflettere.

Il divieto europeo era motivato dai metodi di caccia giudicati troppo crudeli. Si applica alla commercializzazione dell'olio, degli organi, del grasso sottocutaneo e della pelle di foca, ad eccezione dei prodotti commercializzati dagli Inuit e dalle altre comunità indigene che praticano una caccia tradizionale necessaria alla sussistenza delle comunità.

Il Canada e la Norvegia avevano immediatamente contestato il divieto presso l'OMC che nel novembre 2013, aveva respinto una prima volta il ricorso inoltrato dai due paesi. Il ministro canadese dell'ambiente Leona Aglukkaq dichiarava nel marzo 2014 che l'OMC deve statuire in base alle regole internazionali sul commercio e non in funzione della morale, che la caccia alle foche è praticata in modo « umano, sostenibile e correttamente regolamentato ».



Stando al ministro canadese, l'embargo europeo si tradurrebbe nell'incremento delle popolazioni di foche, mettendo a repentaglio le risorse ittiche del paese. Ma il 22 maggio 2014 l'OMC confermava che considerazioni di ordine morale, e dunque le preoccupazioni relative al benessere animale, possono giustificare una restrizione del commercio internazionale.

La decisione dell'OMC è particolarmente importante in quanto potrebbe aprire la strada ad altri divieti in Svizzera, per prodotti come il foie gras o la pelliccia.

## 50'000 firme per il divieto degli esperimenti sulle scimmie depositate nel municipio di Zurigo

Lunedì 31 ottobre 2016, una delegazione delle organizzazioni LSCV, ATRA, AG STG, Zürcher Tierschutz, Tier im Recht, AnimalTrust e Pro Tier ha consegnato le 50'000 firme della petizione « Stop agli esperimenti sui primati ! » al Presidente del Gran Consiglio zurighese Rolf Steiner. Obiettivo: che l'esecutivo zurighese vietи all'università di svolgere esperimenti su scimmie e promuova lo sviluppo dei metodi sostitutivi. Erano presenti diversi giornalisti di NZZ, Limattaler e Radio Eis che hanno riferito le nostre rivendicazioni.

Ora inizia un altro lavoro di lobbying presso gli eletti zurighesi affinché una maggioranza politica sostenga l'oggetto legislativo proposto.

**Un enorme grazie a tutte le persone che hanno firmato la petizione. E soprattutto : mai scoraggiarsi pensando che non serve a niente!**



## I test sugli animali per i cosmetici restano vietati nell'Ue

Nella sua sentenza C-592/14 resa il 21 settembre 2016, la Corte di giustizia dell'Unione europea conferma il divieto, sancito dal regolamento n°1223/2009 relativo ai prodotti cosmetici, di importare in seno all'Ue sostanze testate sugli animali.

L'European Federation for Cosmetic Ingredients (EFFCI), associazione professionale che rappresenta i fabbricanti di ingredienti utilizzati per i prodotti cosmetici in seno all'Unione europea, aveva adito la giustizia britannica per sapere se i suoi membri incorrono in sanzioni penali qualora immettessero sul mercato britannico delle sostanze testate sugli animali per prodotti venduti in Cina ed in Giappone. L'EFFCI sosteneva che il regolamento non è violato se le sperimentazioni animali sono state svolte per conformarsi alle legislazioni di paesi terzi.

Tenuto conto del contesto e degli obiettivi perseguiti dal regolamento, la Corte di giustizia ha fatto presente che il regolamento mira a promuovere l'utilizzazione dei metodi alternativi (senza animali) per garantire la sicurezza dei prodotti cosmetici. La realizzazione di questo obiettivo sarebbe considerevolmente compromessa se si potessero aggirare i divieti svolgendo le sperimentazioni animali in paesi terzi. La Corte ha pertanto confermato il divieto sancito dal regolamento.

## Natale anche per gli animali

Grazie al vostro sostegno, la LSCV ha potuto rispondere positivamente a diverse richieste di aiuto urgenti provenienti da altre organizzazioni di protezione degli animali. Si tratta in particolare di un contributo alla costruzione di due nuovi rifugi uno dei quali si dedicherà principalmente al collocamento ed alla cura dei conigli. La LSCV ha peraltro accettato di sponsorizzare il maialino « Ami », nato nel 2011 e accolto dal rifugio bernese Arche Samar, al quale hanno recato visita diversi membri del comitato della Lega nell'ottobre 2016. L'ultimo aiuto elargito riguarda la presa in carico dell'acquisto di crocchette Josera per una colonia di gatti randagi, previamente castrati e sterilizzati, nel Vallese centrale.

### Alimenti per cani e gatti non testati sugli animali

La marca di alimentazione Josera è una delle 15 marche presenti nel nostro elenco di alimenti non testati sugli animali. **Tutti i soci della LSCV usufruiscono del 10% di riduzione all'acquisto di alimenti sulla piattaforma di vendita on-line Cro'shop** ([www.cromania.ch/lecroshop](http://www.cromania.ch/lecroshop)). I prodotti disponibili sono:

Agras Delic (Schesir, Stuzzy, Flosky, Adoc, Dreesy, Tommy, Bebel) Almo Nature ; Bewital (Belcando, Leonardo, Bewi-Dog, Bewi-Cat, Dogland, AmiVita) ; Interquell (Happy Dog, Happy Cat) ; JR Farm MPM Products (Applaws, Encore) ; Pure ; Yarrah

Chiedete il vostro codice di riduzione presso l'ufficio LSCV via e-mail o per telefono (vedi pagina memento)

InterNICHE è una rete internazionale che raggruppa studenti e docenti che militano in favore della sostituzione degli animali nella ricerca e nell'insegnamento. Fondata nel 1988 con il nome di EuroNICHE, questa rete è stata ribattezzata InterNICHE nel 2000 dopo che ha esteso le proprie attività coinvolgendo in progetti internazionali. InterNICHE dispone oggi di coordinatori di attività in una trentina di Paesi. La LSCV sostiene finanziariamente InterNICHE da parecchi anni. Tra l'altro distribuisce in Svizzera il libro « From Guinea Pig to Computer Mouse ». Questa pubblicazione raggruppa oltre 500 metodi in grado di sostituire gli animali nell'insegnamento.

# Rapporto di attività 2015 InterNICHE

L'anno 2015 è stato fruttuoso per InterNICHE. La sensibilizzazione alle alternative aumenta grazie all'accesso all'informazione, alle azioni di networking ed alle crescenti capacità della tecnologia che consente di migliorare i metodi di apprendimento e di cogliere le sfide economiche e pratiche delle università alla ricerca di soluzioni sostitutive. E' in aumento anche la domanda di riforma dei programmi. Tutti questi fattori indicano un progresso sia per i diritti degli animali che per la qualità dell'istruzione e della formazione. Il presente documento descrive una parte delle attività portate avanti da InterNICHE nel 2015, in particolare quelle rese possibili grazie al finanziamento della LSCV.

## Attività di InterNICHE per paese

### Kenya

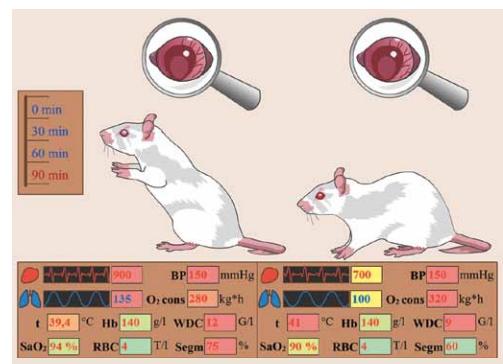
L'organizzazione partner Africa Network for Animal Welfare (ANAW) ha allestito, alle fine del 2015, insieme ad InterNICHE, un seminario di portata nazionale destinato ai docenti veterinari. Nick Jukes è intervenuto in qualità di conferenziere ed ha preso parte al programma svolto presso l'Università di Egerton. Era accompagnato dal Dott. Fawzy Elnady, venuto dall'Egitto. Una mostra multimediale presentava esempi pratici dei dispositivi pedagogici del sistema di prestito di alternative.

Allorchè all'inizio dell'incontro alcuni relatori presentavano il concetto delle 3R facendo prova di un certo cinismo nei confronti della sostituzione integrale, al termine del seminario sia il rettore dell'Università d'accoglienza che il vice-cancelliere hanno dichiarato di aver cambiato idea. Il vice-cancelliere ha addirittura dichiarato di essere convinto che « il 99 %, se non addirittura il 100 % della sostituzione è effettivamente possibile nell'insegnamento e nella formazione dei veterinari ». Gli studenti intuivano peraltro che il programma di studio sarebbe più interessante in quanto le alternative sono più etiche e possono migliorare l'apprendimento. Sono state filmate alcune interviste con i docenti dell'Università di Egerton ed un altro pioniere delle pratiche alternative dell'Università nazionale di Nairobi. Queste sequenze danno al film « Alternatives in Veterinary Education and Training » la materia che gli mancava sul continente africano.

### Serbia

La Dott.ssa Katarina Novakovic continua a promuovere i metodi alternativi, pianificando attività e rispondendo agli sviluppi socio-politici tramite azioni mirate sul piano tanto locale che nazionale. Si avvale delle risorse della rete InterNICHE per numerosi progetti:

- disamina della legge sulla protezione degli animali e analisi della necessità di adattarla alla legislazione dell'Unione europea;
- azioni di sensibilizzazione presso non-specialisti riuniti in comitati d'etica aiutandoli a capire gli esperimenti che sono chiamati a valutare ed informandoli sulle possibili alternative, la legislazione ed il controllo degli impianti;
- realizzazione di un'indagine sui principali attori dei laboratori serbi in campo animale (quanti animali sono utilizzati e con quale obiettivo) ;
- lavoro a livello nazionale, in seno al Consiglio di etica, alla ricerca di alternative, apportando un sostegno giuridico alle prese di decisione e valutando gli esperimenti invasivi, in particolare nel campo dell'insegnamento – dove un certo numero di sperimentazioni sono svolte senza autorizzazione;
- azioni di pressione in seno alle università a favore dell'utilizzazione di alternative ;
- collaborazione con una scuola elementare progressista per l'utilizzazione di un



software di dissezione dei pesci, delle rane e dei piccioni tavolta manipolati nelle classi di biologia del paese.

### Germania

La Dott.ssa Astrid Schmidt ha prestato alternative alla dissezione agli studenti di biologia, ai tirocinanti dei corsi di terzo ciclo di sperimentazione animale ed alla formazione professionale dei tecnici in medicina e biologia.

Lo sviluppo del movimento vegan nel paese sembra indurre i docenti ad accettare il cambiamento dei loro studenti che rivendicano il diritto all'obiezione di coscienza davanti al maltrattamento degli animali nell'insegnamento.

In Norvegia, progredisce la lotta contro la pratica della chirurgia militare sui maiali da quando un numero crescente di collettivi e di individui, compreso il contatto nazionale di InterNICHE, la Dott.ssa Siri Martinsen, e l'organizzazione per i diritti degli animali NOAH, l'hanno pubblicamente condannata. La Dott.ssa Martinsen e NOAH continuano a dispensare agli studenti assistenti veterinari un corso ad hoc dedicato alle alternative. Hanno inoltre dato conferenze agli studenti veterinari norvegesi all'estero, informandoli su alternative e istruzione, e prodigando consigli agli studenti che vogliono opporsi alla sperimentazione animale.

Sul piano politico, sono state portate avanti azioni in favore dell'attuazione in Norvegia della direttiva europea sulla sperimentazione animale – che comprende l'istruzione – e che solleva un problema ricorrente: l'impiego di esperti o di comitati di etica continua a mancare di trasparenza.

## Portogallo

Mariana Vieira Crespo ha preso parte all'organizzazione della 2a Conferenza internazionale sulle alternative alla sperimentazione animale. Pur non avendo affrontato la tematica dell'insegnamento, la conferenza è stata un evento di grande portata che per la prima volta ha attirato l'attenzione dei media sulla questione più ampia delle alternative. Oggi Mariana è la nuova responsabile incaricata del sistema internazionale di prestito di alternative di InterNICHE.

## Ucraina



Dmitry Leporsky ha portato avanti le trattative con sei università e moltiplicato gli accordi per sostituire i maltrattamenti animali con alternative. A Minsk (Bielorussia), ha preso la parola nel corso di una conferenza internazionale sulla bioetica, il cui secondo giorno era dedicato all'istruzione senza crudeltà. Peraltra nuovi partner in Russia, Vadim Danko e Maksim Kolonok anche loro presenti alla conferenza, partecipano ad una campagna più vasta aiutando a produrre nuovi software in

fisiopatologia, con il sostegno di un certo numero di docenti. Otto moduli su quindici sono già pronti. Inoltre Vadim e Maksim assemblano computer a partire da pezzi di occasione affinché le università russe possano dotarsi di strumenti informatici al minor costo, nell'ambito di eventuali nuovi accordi in favore della sostituzione. La prima donazione di questi PC è stata fatta all'Università statale di Altai in Siberia, al dipartimento di zoologia e di fisiologia.

## Iran

In partenariato con l'Associazione Iraniana Antivivisection (IAVA), il Dr Ramak Roshanaie ha proposto una mostra multimediale e presentato alternative pedagogiche, nel corso del 10o Congresso degli studenti di medicina veterinaria iraniana. Hanno peraltro allestito un workshop sull'educazione umana presso l'Università veterinaria di Zabol. IAVA è anche riuscita ad impedire lo svolgimento di gravi esperimenti di fisiologia presso l'Università di Zabol ed ha ricompensato una scuola che non pratica né la dissezione né la vivisezione, facendole dono di un insieme di software di anatomia sulla rana, il ratto ed il gattuccio.



## Egitto

Il Dr Fawzy Elnady della facoltà di medicina veterinaria dell'Università del Cairo, ha messo a punto il suo nuovo metodo di conservazione, la Tecnica Elnady. Si sono dunque potuti utilizzare modelli preservati con questo metodo, per insegnare l'anatomia e determinate competenze cliniche e tecniche di chirurgia, e questo grazie alla flessibilità dei modelli. Inoltre ha pubblicato sulla rivista delle alternative scientifiche ALTEX un articolo in cui presenta dettagliatamente la sua tecnica.



## Canada

Un poster universitario intitolato « The Impact of Alternatives to Harmful Animal Use on Animals Research, Testing and Society » (Impatto delle alternative sull'utilizzazione nefasta degli animali nella ricerca animale, test e società) è stato realizzato dal Dr Olivier Berreville, e presentato alla Conferenza nazionale della Federazione delle società canadesi di assistenza agli animali. Il Dr Berreville ha tenuto una serie di conferenze in Colombia Britannica, nonché presentazioni all'Università Simon Fraser e all'Università della Colombia Britannica (UBC). La sua azione è proseguita in Colombia Britannica con la campagna « Stop UBC Animal Research » per la fine dei maltrattamenti degli animali nella ricerca presso l'UBC. Oggi milita anche contro la sperimentazione animale nell'educazione, in collaborazione con InterNICHE. Diversi gruppi della Colombia Britannica si sono uniti per portare avanti una campagna intesa a vietare la dissezione dei conigli e dei gatti presso il Langara Community College.

Oltre 200 persone, principalmente futuri docenti, hanno utilizzato diverse alternative messe a disposizione dal sistema di prestito di InterNICHE, nel corso di un workshop presso la Queen's University dell'Ontario. Sono state peraltro inviate risorse, vettori di un messaggio in favore della sostituzione, alla conferenza dell'Association canadienne pour la science des animaux de laboratoire (ACSAL) a Ottawa, destinate alle persone fortemente coinvolte nella sperimentazione animale.

## Perù

I partner di InterNICHE, Unidos por los Animales (UPA), hanno preso parte alla formazione dei vigili del fuoco ai primi soccorsi per animali, con dotazioni che comprendevano tra l'altro i manichini di addestramento veterinario del sistema di prestito di alternative InterNICHE/UPA.

## Liberia

Un'università si interessa all'allestimento di uno spazio multimediale con offerta di alternative. Questo interesse è suscitato dal successo del partner di InterNICHE, la Liberia Animal Welfare & Conservation Society (LAWCS), nella promozione di un'alternativa alle dissezioni delle rane.

## Sudafrica

Il partner di InterNICHE, la NSPCA, continua ad incoraggiare il ricorso alle alternative ed ha lavorato insieme agli istituti per agevolare il finanziamento di importanti dotazioni di formazione veterinaria ed in chirurgia laparoscopica. Questo programma di sensibilizzazione e di formazione poggia sulla sostituzione di diverse migliaia di animali condannati alla dissezione nelle classi di biologia, in seguito al seminario InterNICHE / NSPCA del 2012.

## Taiwan

La Life Conservationist Association (LCA) traduce in cinese tradizionale i discorsi di InterNICHE ed i siti web dedicati alle alternative specifiche. Queste informazioni hanno peraltro arricchito i dati nel campo della ricerca sugli animali da laboratorio ed un laboratorio nazionale potrebbe acquistare il POP-trainer per la formazione senza sperimentazione animale. Nel 2016, la LCA porterà avanti una campagna volta a promuovere le alternative presso la Scuola veterinaria dell'Università nazionale di Taiwan.

## India

La University Grants Commission (UGC) centralizza il finanziamento delle università e partecipa all'allestimento del programma nazionale indiano. Nel 2010, la Commissione ha raccomandato di interrompere le dissezioni nei corsi pratici di zoologia e le ha vietate nel corso del 2014. Circa metà dei 60 milioni di animali uccisi ogni anno per la dissezione in zoologia è stata probabilmente salvata grazie a questa sostituzione, la più importante nella storia dell'insegnamento.

## Azioni previste nel 2016

Gli inviti ricevuti a tutt'oggi per seminari organizzati nel 2016 riguardano anzitutto una mostra multimediale delle alternative nell'ambito della conferenza nazionale per i ricercatori, che si terrà in aprile in Danimarca, in occasione della giornata mondiale per gli animali da laboratorio. Siamo peraltro stati invitati a co-organizzare un seminario nazionale ed una formazione in Croazia. Questo programma regionale di sensibilizzazione includerà probabilmente uno spostamento in Serbia. Due conferenze di portata nazionale sono programmate in India, una sull'istruzione, la ricerca ed i test, l'altra sulle alternative nel campo della medicina, dell'istruzione e della formazione. InterNICHE parteciperà a questo programma e proporrà presentazioni, una formazione ed una mostra multimediale. Vi sarà sicuramente uno spostamento in Georgia grazie ai contatti stabiliti da Dmitry Leporsky e tenuto conto delle possibilità di estendere l'esperienza ucraina ad altri paesi.

Il film sulle alternative veterinarie (Alternatives in Veterinary Education and Training) comporta ora sequenze supplementari registrate in Kenya per la promozione della sostituzione integrale della sperimentazione animale. Questo nuovo contenuto riveste un'importanza capitale, per via dell'impatto che dovrebbe avere su tutto il continente ed in altri paesi in fase di sviluppo. Sono necessarie ulteriori riprese negli Stati Uniti ed altrove, ed è pertanto fondamentale ottenere fondi supplementari per portare avanti questa produzione costosa. Il lancio del film è previsto nel 2016, ma alcune clip saranno presentate in anteprima.

Per quanto riguarda l'accesso all'informazione, le banche dati sulle alternative e gli studi di InterNICHE sono stati arricchiti ed ampliati nel 2015. La banca di caricamento tuttora in corso di allestimento off line dovrebbe essere operativa nel 2016. Continuiamo ad individuare ed invitare autori a contribuire all'opera « Book of 100 Case Studies of 100 % Remplacement » e la maggior parte dei capitoli saranno ultimati quest'anno.

Nel 2016, i fondi concessi dalla LSCV a InterNICHE saranno versati nel bilancio generale e devoluti allo sviluppo dei grandi progetti in corso di allestimento. Consentiranno peraltro di aiutare i contatti nazionali ed i partner di InterNICHE nelle loro azioni, alfine di promuovere e porre in opera alternative in tutto il mondo. Il sostegno della LSCV è primordiale per il nostro operato ed è apprezzato al suo giusto valore.



Cordiali saluti.

Nick Jukes

## Shop



## T-shirt

T-shirt CLIQUE FASHION-T • Poids/Gewicht/Peso: 160 g/m<sup>2</sup>  
• Qualité/Qualität/Qualità: 100% coton/Baumwolle/cotone

Homme - Herren

S - M - L

Femme - Damen

S/36 - M/38 - L/40



	Homme - Herren			Femme - Damen		
	S	M	L	S/36	M/38	L/40
N° 1 (Fr 22.--) Blanc/Weiss/Bianco						
N° 2 (Fr 22.--) Blanc/Weiss/Bianco						
N° 3 (Fr 24.--) Français Noir/Schwarz/Nero						
N° 4 (Fr 24.--) Français Noir/Schwarz/Nero						
N° 5 (Fr 24.--) Deutsch Noir/Schwarz/Nero						
N° 7 (Fr 22.--) Deutsch Blanc/Weiss/Bianco						
N° 8 (Fr 22.--) Français Blanc/Weiss/Bianco						
N° 9 (Fr 22.--) Deutsch Blanc/Weiss/Bianco						
N° 10 (Fr 18.--) Deutsch Vert/Grün/verde						
N° 11 (Fr 20.--) LSCV Vert/Grün/verde (BIO)						

	Unisex	
	M	L
N° 6 (Fr 12.--) Blanc/Weiss/Bianco		



Commande à / Bestellung bei / Ordinate a : **LSCV** - CP 148 - 1226 Thônex

Nom / Name / Nome

Prénom / Vorname / Cognome

Adresse / Indirizzo

Téléphone / Telefon / Telefono

e-mail

Dépliants présentation LSCV - Gratuit  
LSCV-Prospekt - Gratis  
Pieghevoli presentazione LSCV - Gratuito

 FR DE IT

Dépliants cosmétiques - Gratuit  
Kosmetik-Prospekt - Gratis  
Pieghevoli cosmetici - Gratuito

 FR DE IT

Pin's CHF 3.-

 FR DE DE

Go vegan CHF 2.-

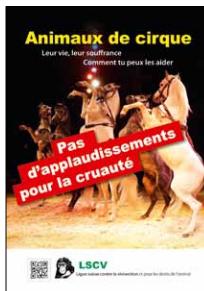


Vegan

Flyer A5 - Gratuit  
Air France

 FR FR

Cirque

 FR

Vegan

 FR

Flyer A5 - Gratis  
Pelz

 DE

Cirkus

 DE DE

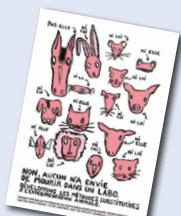
### Autocollant - Aufkleber - Autoadesivo

Gratuit

Gratis

Gratis

Italiano

 Pas elle ni lui

Air France

 Vivisection NON

Non à la fourrure

 Alternatives Vivisezione NO

No alla pelliccia



(Volpe)



Solo dei Mostri



Weder Er noch Sie



Forschungsmethoden

 Air France

Hörst Du mich?



Nur Monster



Pelz ist Schmerz

 Stoppt Tierversuche

Tierversuche NEIN

## Droit des animaux, éthique, Tierrechte, Ethik



### Deutsch

Ach Johann S.

**Warum man Lassie nicht quälen darf,**

CHF 38.-, 293 Seiten, Verlag Harald Fischer, 1999

Donaldson Sue

**Zoopolis - Eine politische Theorie der  
Tierrechte,** CHF 42.-

608 Seiten, Verlag Suhrkamp, 2013

Joy Melanie

**Warum wir Hunde lieben, Schweine essen und  
Kühe anziehen,** CHF 20.-

223 Seiten, Verlag Compassion Media, 2014

Messinger Nina

**Du sollst nicht töten,** CHF 22.-

270 Seiten, Verlag Smaragd, 2012

Petrus Klaus

**Tierrechtsbewegung - Geschichte, Theorie,  
Aktivismus,** CHF 10.-

86 Seiten, Verlag Unrast, 2013

Robbins John

**Letzter Ausweg vegan,** CHF 24.-

206 Seiten, Verlag Hans Nietsch, 2012

Süss Robert

**Gesunde Milch - Abrechnung mit einer tödli-  
chen Lüge,** CHF 20.-

140 Seiten, Verlag Novum eco, 2009

### Français

Burgat Florence

**Une autre existence - La condition animale,**

CHF 32.-, 400 pages, Edition Albin Michel, 2012

Caron Aymeric

**No steak,** CHF 10.-

380 pages, Edition J'ai Lu - version Poche, 2013

Cyrulnik Boris - De Fontenay Elisabeth - Peter  
Singer, **Les animaux aussi ont des droits,** CHF  
24.-, 275 pages, Edition Seuil, 2013

Daub Jean-Luc

**Ces bêtes qu'on abat** - Journal d'un enquêteur  
dans les abattoirs français (1993 - 2008), CHF 31.-  
254 pages, Edition L'Harmattan, 2014

Foer Jonathan Safran

**Faut-il manger les animaux?**, CHF 12.-

349 pages, Edition d'Olivier, 2009

Francione Gary

**Introduction aux droits des animaux,**

CHF 23.-, 391 pages, Edition L'Age d'Homme, 2015

Giesbert Franz-Olivier

**L'animal est une personne,** CHF 24.-

190 pages, Edition Fayard, 2014

Jeangène Vilmer Jean-Baptiste

**Ethique animale,** CHF 35.-

275 pages, Edition PUF, 2009

Jougal Audrey

**Profession : animal de laboratoire,** CHF 24.-

249 pages, Edition Autrement, 2015

Tous les titres disponibles à la librairie sont visibles ici / Alle Artikel, die  
in der Buchhandlung verfügbar sind, finden Sie hier:  
[www.lscv.ch/pages/editions/happybooks/vente.html](http://www.lscv.ch/pages/editions/happybooks/vente.html)

Expédition par poste : + CHF 4.- pour frais de  
port, envoi uniquement en Suisse. Paiement  
sur facture jointe à l'envoi. Membres LSCV :  
10% de réduction sur tous les livres (indiquer  
votre n° de membre lors de la commande)



### Français

Bouiller Claire - Gréban Quentin

**Un loup dans le potager,** CHF 10.-

32 pages, Edition Mijade, 2013

Doinet Mymi - Turrier Fabrice

**J'aime pas les côtelettes !,** CHF 9.-

30 pages, Edition Nathan, 2012

Pinaud Florence - Combeaud Anne-Lise

**Respectez les animaux à petits pas,** CHF 16.-

80 pages, Edition Acte sud junior, 2013

Richard Bernadette - Vaucher Fanny

**Paprika sauvée de la rue,** CHF 19.-

76 pages, Edition L'Age d'Homme, 2013

Richard Bernadette - Vaucher Fanny

**Paprika prend l'avion,** CHF 19.-

48 pages, Edition L'Age d'Homme, 2015

Roth Ruby

**Vegan is love,** CHF 18.-

40 pages, Edition L'Age d'Homme, 2013

Roth Ruby

**Ne nous mangez pas!,** CHF 18.-

46 pages, Edition L'Age d'Homme, 2013

Schrastetter Franck

**Un autre regard sur les zoos,** CHF 18.-

120 pages, Edition Les points sur les i, 2013

Sillig Olivier

**Le poisson tricolore,** CHF 19.-

44 pages, Edition L'Age d'Homme, 2016

Stefanescu Crisula

**Mitsou: les aventures extraordinaires d'un**

**chat végétalien,** CHF 17.-

104 pages, Edition L'Age d'Homme, 2014

Vaucher Fanny

**Les amis de l'ours,** CHF 12.-

32 pages, Edition L'Age d'Homme, 2015

### Deutsch

Kuhlmann Katharina

**Die Reise nach Veganien - Mona und Frida,**

CHF 20.-, 95 Seiten, Verlag Weissbooks, 2014